



# Jeunes à la une



**Ouvrage produit par :****Service Droit des Jeunes Namur**

Rue Godefroid, 26  
5000 NAMUR  
Tel. : 081/22.89.11  
Fax : 081/22.82.64  
namur@sdj.be  
Directrice : Véronique RICHARD

**Passages AMO**

Rue Denis-Georges Bayar, 32  
5000 NAMUR  
Tél. 081/22.47.80  
Fax 081/22.90.06  
direction@amopassages.be  
Directeur : Thierry TOURNOY

**Imagin'AMO**

Rue Léopold, 18  
5030 Gembloux  
Tél. 081 61 05 44  
Fax 081 61 05 44  
imaginamo@skynet.be  
Directeur : Claude HUNZIGER

Ecrit par les représentants des trois services repris ci-dessus et Victor BRACONNIER, avec les interventions de Frédéric ANTOINE, Bertrand VERHEYDEN, Bernard FUSULLIER et Carla NAGELS

**Illustré par RIFF****Avec la collaboration de :*****Pour la conférence du 20 novembre 2008,***

- ▶ Frédéric ANTOINE, Professeur à l'U.C.L., à l'I.A.D. et aux F.N.D.P., Observatoire du Récit Médiatique, conférencier
- ▶ Bertrand VERHEYDEN, Chercheur au Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-Economiques (CESP/INSTEAD), conférencier
- ▶ Bernard FUSULLIER, Sociologue, U.C.L., conférencier
- ▶ Carla NAGELS, Docteur en Criminologie, Centre de Recherches Criminologiques de l'U.L.B., conférencier
- ▶ Vincent RIFFLART, alias RIFF, caricaturiste
- ▶ Jacques FIERENS, Directeur du Département de Droit, F.U.N.D.P., modérateur
- ▶ Bernard DE VOS, Délégué Général aux Droits de l'Enfant de la Communauté française, pour la clôture de la journée
- ▶ Les comédiens de la Compagnie Maritime, pour leur prestation de théâtre invisible
- ▶ Le Perron de l'Illon, pour le cocktail dinatoire

***Pour la réalisation des capsules vidéo,***

- ▶ L'équipe de Canal C
- ▶ Clémence, Guessing, Marine, Maxime, Corentin, jeunes qui ont imaginé et réalisé les capsules
- ▶ L'ensemble des personnes interviewées

***Pour les tables rondes locales,***

- ▶ Tous les acteurs locaux, en particulier les centres culturels, qui ont participé à la mise en œuvre des tables rondes
- ▶ Tous les animateurs des différents débats : Daniel Martin, Benoît Derue, Thierry Tournoy, Jean Blairon et Bruno Humbeek

***Pour les différents comptes rendu et la synthèse des tables rondes,***

- ▶ Victor BRACONNIER Psychologue, Chercheur à l'UMons, Service de «Développement communautaire», rapporteur
- ▶ Anne GERARD, Collaboratrice, Polypratitienne de la Relation d'Aide, rapporteur

Avec le soutien de la Communauté française, Projet de Prévention Générale dans le cadre du plan d'actions du Conseil d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse de Namur - Année 2008

Namur, janvier 2010

## Tables de Matières

---

Préface .....	p.3
Capsules «image des jeunes» .....	p.5
Colloque «Jeunes à la Une» .....	p.9
Tables rondes locales dans l'arrondissement judiciaire de Namur .....	p.62
Synthèse des différents débats .....	p.95
Analyse et regards croisés .....	p.103

# Jeunes à la une



## Préface

Encouragées par leur collaboration et leur concertation (échanges de pratiques de terrain, concertation sur le cadre, ligne de conduite commune et spécificité), une Plate-forme de 3 associations d'Aide en Milieu Ouvert (AMO) de l'Arrondissement judiciaire de Namur, le Service Droit des Jeunes et l'AMO Passages de Namur ainsi qu'Imagin'AMO de Gembloux, ont eu envie de s'engager ensemble dans un projet d'envergure. Elles mèneront ensemble le Projet de Prévention Générale 2008-2009.

Partant du constat que l'image des jeunes dans l'espace public, dans les médias et dans le discours ambiant est majoritairement négative et associée, au pire à de la violence, au mieux à de l'oisiveté coupable, elles se sont associées sur un projet de valorisation de cette image, à tout le moins d'objectivation, afin de permettre une vision juste et réelle de la jeunesse dans nos sociétés contemporaines. Ensemble, elles ont arrêté l'objectif d'amener la réflexion et le débat sur l'image des jeunes dans leur arrondissement judiciaire, celui de Namur. Ce projet de Prévention Générale a reçu le soutien du Conseil d'Arrondissement de l'Aide à la Jeunesse (C.A.A.J.) de Namur.

Le jeudi 20 novembre a eu lieu, à l'Acinapolis à Jambes, une journée de réflexion-débat sur la valorisation de l'image des jeunes dans notre région. Au cours de la journée, plusieurs regards croisés ont été proposés quant à cette thématique. Cette journée a rassemblé des personnes qui, de par leur profession, sont amenées à travailler avec des jeunes au quotidien (professeurs, éducateurs, assistants sociaux, avocats, magistrats, police, ...) mais aussi tous ceux qui se sentent concernés par cette thématique. Le temps de la conférence et de ses préparatifs, la nouvelle AMO Basse-Sambre intègre le projet.

La volonté de la plate-forme AMOs était de donner également la parole à la jeunesse ; elles ont associé plusieurs jeunes de l'arrondissement namurois à leur projet. Dans le cadre d'un projet audiovisuel réalisé en juillet 2008 en partenariat avec Canal C, télévision locale namuroise, ces jeunes ont souhaité soulever et illustrer au travers de capsules vidéo quelques-uns des stéréotypes qui leur semblaient le plus souvent véhiculés sur la jeunesse actuelle, non pas dans le seul but de déconstruire ces clichés, mais plutôt dans un souci d'interpellation, avec la volonté de susciter la réflexion et le débat. Ces capsules ont été projetées lors du présent colloque avant une diffusion ultérieure sur Canal C. Elles sont aussi disponibles sur leur site.

Outre ce volet débat et brassage d'idées, le projet était construit pour comporter également un aspect de proximité en aval. Six rencontres locales ont donc été organisées au printemps 2009, plus axées sur la pratique et le terrain. Ces rencontres furent une occasion d'échanges avec la population locale, jeune et moins jeune et ont été alternativement organisées dans les régions du Grand Namur et de Floreffe/Profondeville/Fosses-la-Ville/Mettet par l'AMO Passages de Namur, d'Eghezée/La Bruyère/Gembloux et de Sombreffe/Sambreville par l'AMOs de Gembloux ainsi que d'Andenne/Ohey/Assesse/Fernelmont/Gesves et de Jemeppe-sur-Sambre par le SDJ de Namur. Les rencontres et les échanges avec la population, préalables aux tables et lors de celles-ci, furent très riches et très denses. Par ailleurs, de nombreuses synergies au niveau local (respectivement avec chaque AMO organisatrice) ont pu voir le jour ou se confirmer lors de ces tables rondes et de leur préparation.

# 1. Capsules «images des jeunes»

<http://www.canalc.be/content/view/3853/415/>

Passages AMO – SDJ Namur – Imagin'AMO

En collaboration avec Canal C

## Introduction

Comme déjà évoqué, notre intention de départ fut de donner une place aux jeunes dans le cadre de la conférence du 20 novembre. Nous voulions leur donner la parole mais pas de n'importe quelle manière. En effet, l'idée de départ s'inscrivait dans notre volonté de faire réfléchir des jeunes sur l'image qu'ils véhiculent ainsi que sur leur propre image.

Au delà de l'intérêt précité, nous avons également la perspective de créer un outil vidéo que chaque AMO pourrait continuer à utiliser dans le cadre de ses missions de prévention générale à travers des débats avec des jeunes sur cette même thématique de l'image des jeunes.

Enfin, la diffusion des capsules lors de la conférence a non seulement permis de rythmer la journée mais aussi de contrebalancer les interventions des différents universitaires.

## Déroulement

### 1. Partenariat

Après différentes rencontres avec des opérateurs potentiels, notre choix s'est finalement porté sur la télévision communautaire «Canal C». En effet, leur approche nous paraissait s'accorder au mieux avec la complémentarité des expertises des différents partenaires. De plus, leurs équipements modernes ainsi que leur ancrage local ont aussi été déterminants dans notre choix.

### 2. Organisation pratique

Nous avons donc organisé la conception de ces capsules sous la forme d'un stage d'été. En effet, celui-ci s'est déroulé durant deux semaines, à cheval sur le mois de juillet et d'août 2008. Quelques rencontres supplémentaires ont dû être programmées en septembre pour compléter certains tournages.

Il est à noter que nous avons eu des difficultés à recruter des jeunes pour participer à cette aventure. Nous avons dû consacrer beaucoup plus d'énergie que prévu pour aller à la rencontre de groupes afin de réunir les six jeunes nécessaires à la production des capsules. Les conditions n'étaient pourtant pas très restrictives, le stage était gratuit, adressé aux 16-22 ans et devait réunir des personnes de milieux différents.

### 3. Encadrement

Le stage s'est déroulé dans les locaux de Canal C. L'équipe d'encadrement était la suivante : un représentant de chaque AMO, une journaliste mise à disposition par Canal C ainsi que le staff technique. Les travailleurs des AMOs assuraient l'encadrement des jeunes mais surtout l'accompagnement pédagogique visant à garantir les finalités du projet. Canal C était le garant des contenus journalistiques ainsi que de la technique audiovisuelle.

### 4. Méthodologie

Les jeunes ont tout porté avec nous : les sujets, la manière de les présenter, les recherches d'informations, les recherches d'intervenants, les lieux de tournage, les questions des interviews, les interviews elles-mêmes... Ils sont devenus l'espace de deux semaines, de véritables journalistes en herbe !

De nombreuses réunions «brainstorming» se sont tenues afin de produire toute la matière présente dans les capsules.

La consigne était simple mais complexe à mettre en œuvre : quels sont d'après vous (eux) les stéréotypes les plus véhiculés par les adultes sur la jeunesse actuelle à Namur et environs ? L'objet n'est pas de «démonter» un stéréotype mais plutôt de l'illustrer, à charge et à décharge.

Les sujets sont donc illustrés sur base de statistiques, d'articles de presse ainsi que par l'interview de personnes ressources qui ont un avis pertinent sur la question. Enfin, un micro trottoir rythme chaque capsule avec la parole des gens dans la rue «à chaud».

Lancés dans l'aventure, ils ont livré leur regard incisif...



## 5. Les sujets traités

Nos journalistes en herbe ont donc choisi cinq sujets, bien sûr, ils ne sont pas exhaustifs. Ce sont ceux qui leur paraissaient à ce moment-là, les plus pertinents et les plus présents dans l'opinion du monde des adultes.

### ***Capsule 1 : LE JEUNE EST CON «et a juste le droit de se taire»***

Idée-clé :

Il s'agit de l'impression que la parole des jeunes n'est pas forcément prise en considération dans la société. Il est jeune donc il est con. On s'interroge sur la reconnaissance de cette parole ou de sa discrétisation.

Personnes ressources : J-C. Vantroyen, responsable service culture «Le Soir» ; A-C. Orban, Directrice «Ciné Média Jeunes» ; P-Y. Pirenne, Président du parlement jeunesse.

### ***Capsule 2 : LE JEUNE A LE CUL DANS LE BEURRE***

Idée-clé :

Le jeune a «le cul dans le beurre» ce qui se traduit par

- ▶ Beaucoup d'échecs scolaires
- ▶ Un manque de motivation
- ▶ Le fait de vouloir tout, tout de suite
- ▶ Son côté matérialiste
- ▶ Son statut d'enfant – roi
- ▶ La perte de valeurs (notion de travail, de l'effort, des valeurs traditionnelles, respect des autres, solidarité)

Personnes ressources : P. Vandramin, directrice «Fondation Travail Université» ; L. Di Bari, directeur de «Phénix» asbl ; D. Gérard, éducateur «Phénix» asbl

### ***Capsule 3 : LE JEUNE EST UNE MENACE***

Idée-clé :

Le jeune est une menace. Il fait peur. On l'associe à la délinquance, la violence, le vandalisme ce qui entraîne une vague de répression dans les rapports «jeunes – police»

Personnes ressources : C. Bottamedi, Chef de Corps de la zone Orneaux-Mehaigne (Gblx) ; Riverains du skate park de Jambes.

#### **Capsule 4 : LE JEUNE EST INCONSCIENT**

Idée-clé :

Le jeune est inconscient, il n'a aucune notion des limites notamment vis-à-vis :

- ▶ Du Sexe
- ▶ De la drogue et de l'alcool
- ▶ De la sécurité routière

Personnes ressources : L. Di Bari, directeur de «Phénix» asbl ; D. Gérard, éducateur «Phénix» asbl ; A. Druart des «Responsible Young Drivers»

#### **Capsule 5 (bonus) : LE JEUNE N'A PAS D'AVIS**

Cette capsule a été réalisée dans le cadre du festival Esperanzah à Floreffe. Plus ludique, cela a été l'occasion de rencontrer un maximum de jeunes en un temps record. Elle est aussi le reflet de l'ambiance décontractée du festival.

Bien que les jeunes présents ce jour-là ne soient pas représentatifs de la jeunesse dans son ensemble, le résultat est tout de même intéressant.

Idée-clé :

Il s'agit de confronter les quatre autres thèmes («le jeune est con», «le jeunes est une menace»...) avec les jeunes eux-mêmes, de permettre de poursuivre la réflexion en les faisant interagir sur ces sujets.

Personnes ressources : les jeunes présents au festival Esperanzah.

## 2. Colloque «Jeunes à la une» : Episode 1

20 novembre 2008 - Acinapolis



Cette journée constituait la première étape de notre projet qui visait, avant tout, à développer une réflexion par rapport à l'image globalement négative véhiculée sur la jeunesse actuellement. Outre le lieu que nous voulions symbolique puisque nous avons choisi d'être présent dans une salle de cinéma pour traiter de ce sujet, nous avons voulu interpeller en optant pour des intervenants susceptibles de créer des réactions dans l'audience.

Il nous semblait important de «sensibiliser» les acteurs sociaux au sens large (membres de CPAS, de planning, de service de santé mentale, de la police, . . . , du secteur de l'aide à la jeunesse, du monde scolaire, socioculturel, journalistique et bien sûr politique) face à la montée en puissance de discours clairement défavorables à ce groupe social particulier que sont les jeunes. De plus, nous pensions que ces professionnels, eux-mêmes, pouvaient parfois partager certains stéréotypes classiquement développés en ce domaine. Il s'agissait donc de débattre sur base d'éléments concrets présentés par des «experts» qui, pourvus d'une longue expérience, pouvaient se permettre d'infirmer ou non quelques préjugés en lien avec notre thème. L'objectif de cette journée était donc que chaque participant reparte avec moins de certitudes, qu'il éprouve ses propres a priori et qu'il médite sur la manière, au quotidien, dont il peut contribuer ou non à objectiver la position de ce qu'est être jeune en 2009.

Pour ce qui est du contenu de cette conférence, nous avons, tout d'abord, songé aux médias en ce qu'ils influencent directement l'opinion publique, notamment, sur l'image des jeunes; ce 4ème pouvoir nous semblait devoir faire l'objet d'une analyse sur la façon dont il traite spécifiquement de cette partie de la population. Monsieur Antoine, professeur à l'UCL, à l'AD et aux FUNDP et membre de l'Observatoire du Récit Médiatique nous a permis d'aborder cet aspect avec son intervention «les jeunes, une cible privilégiée pour les médias ? Une affirmation à nuancer».



Ensuite, il nous fallait aborder la catégorie «jeune» sous un angle économique car bien souvent, celle-ci est critiquée pour être peu encline à travailler voire est réputée fainéante, dépourvue du sens de l'effort. Sur ce point, nous avons invité Monsieur Verheyden, chercheur au CESP/INSTEAD, qui nous a éclairés avec son exposé «le rôle de la jeunesse face aux enjeux économiques présents et à venir».

Il nous semblait également très pertinent de remettre en cause les quolibets les plus virulents attachés à la jeunesse tels que : les jeunes, tous des délinquants, de plus en plus jeunes, commettant des actes de plus en plus violents, et ce en bande. Le sentiment d'insécurité était aussi questionné car il est bien souvent le corollaire des affirmations citées plus haut. Madame Nagels, docteur en criminologie de l'ULB, a détaillé sa position «du jeune chômeur précaire au jeune délinquant» en expliquant premièrement le changement de cap que les parlementaires ont opéré concernant la vision du (des) jeune(s). Ce sont les représentations des députés de la Chambre et leurs modifications qui ont été analysées sur une période d'une vingtaine d'années. Deuxièmement, le point a été dressé sur les slogans tapageurs en lien avec les mineurs - délinquants -; aujourd'hui, il apparaît qu'il n'y a pas d'éléments probants (scientifiquement parlant) pour étayer ces positions.

Enfin, un dernier regard s'imposait; en synthèse, il s'intéresserait à la classe «jeune» au sens large et à sa place dans la société. Pour avancer sur cette matière, Monsieur Fuselier, sociologue de l'UCL, a lancé cette interrogation : «la jeunesse est-elle mauvaise et impertinente par nature»? Les propos ont aussi porté sur les diverses réalités que recouvre une même dénomination «jeunesse» et sur les paradoxes qui y sont liés.

L'approche typiquement psychologique, quant à elle, n'a pas été retenue dans la mesure où nous soutenons l'hypothèse selon laquelle la triste réputation de la jeunesse est avant tout le fait d'un phénomène social et non individuel (intrinsèque à sa personne).

Au vu des contributions de ces quatre «savants» invités à nous faire partager leur connaissance, nous voulions susciter la controverse car nous sommes convaincus que l'ensemble des participants n'adhère pas toujours à ces constats tels qu'ils ont été présentés.

Par ailleurs, les interventions des conférenciers ont été ponctuées de caricatures de Riff qui lui aussi, par son travail de pince-sans-rire, devait amener des questionnements épineux sur la jeunesse et créer peut-être quelques électrochocs.

A l'appui du débat programmé l'après-midi, la diffusion de capsules vidéos a été réalisée le matin entre chaque intervention (voir ci-avant). Ce support était essentiel à cette journée, puisqu'il a permis de faire entendre la voix de quelques jeunes du Namurois sur les idées fausses qui leur semblent, néanmoins, les plus fréquemment citées à leur rencontre.

A nouveau, le but était de faire émerger des remarques de la part des participants en leur suggérant des positions diverses et contraires sur la thématique en vue de l'échange de questions-réponses où les «experts» étaient, à nouveau, disposés à donner quelques précisions.

Dans la même philosophie, au risque de paraître impertinent, nous avons sollicité l'intervention d'une troupe de théâtre proposant des prestations invisibles (puisque les personnages se fondent parmi la foule sans dire qu'ils «jouent» un rôle); ils devaient «dire tout haut» ce que d'autres pensent tout bas en terme de préjugés en lien avec notre sujet; mais leur prise de parole lors du débat a entraîné, pour partie, un étonnement qui a, peut-être, dégradé quelque peu l'élan du débat. Les avis sont mitigés sur cet aspect.

N'oublions pas non plus la clôture assurée par Monsieur Devos, délégué général aux droits de l'enfant, qui n'a pas manqué de nous proposer une position de principe ne laissant planer aucun doute sur sa fonction de gardien du «bien-être» des jeunes.

Les réactions à cette première phase ont été majoritairement positives, nous comptons parmi nous 113 participants (professionnels du social: personnels de différentes administrations communales, travailleurs sociaux dans les écoles/CEFA/IFPME, membres du secteur de l'aide à la jeunesse – SAJ, SPJ, SPEP, ... – de la culture et de l'emploi, représentants de maisons de jeunes, de mouvements de jeunesse, de centres de planning et de guidance, ...); nous pensons néanmoins que le thème choisi reste délicat et qu'il est assez difficile de mener une discussion ouverte (dans le sens où certaines opinions ne sont pas faciles à énoncer en assemblée), mais nous espérons avoir apporté suffisamment de notions théoriques pour éveiller les consciences quant aux banalités – erronées – en vigueur sur la jeunesse en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle.

Les interventions des différents théoriciens présents à la conférence sont développées dans les pages suivantes.

## 2.1 Les jeunes et les médias : un couple infernal ou banal ?

Par Frédéric Antoine

Dresser un portrait exhaustif des rapports entre «les jeunes» et «les médias» relève évidemment de l'impossible. On est alors parfois tenté d'adopter face à cette question une attitude distante et très globalisante et d'y apporter des réponses générales, souvent sans appel, fortement influencées par le point de vue à partir duquel on se situe.

Il est ainsi de bon ton de dire que les rapports entre jeunes et médias ne sont pas bons, c'est-à-dire qu'ils n'apportent pas des jeunes une image correcte, voire objective.

Il est également de bon ton de dire que la faute en incombe aux médias, ceux-ci manipulant intentionnellement l'information et donc, en l'occurrence, utilisent «les jeunes» à leur profit.

Cette lecture, qui n'est assurément pas sans fondements comme nous allons le voir, est toutefois à nuancer. On pourrait même dire que la manière dont la question qui l'inspire a été posée mériterait d'être réétudiée. À commencer par les termes qui y sont employés.



### Questions de vocabulaire

Et la remarque se révèle particulièrement pertinente quand il s'agit d'évoquer le couple. Une lecture globalisante invite en effet à parler «des jeunes» de manière générique, comme s'il s'agissait d'un tout monolithique ou d'une catégorie dans laquelle chacun pourrait se reconnaître.

On concédera cependant aisément qu'il n'y a pas «des jeunes» mais des individus, de tous genres et de tous types, qui ne possèdent ensemble qu'une caractéristique : celle d'«être jeune», une caractéristique

qui permet, au moins en partie, de les définir «en creux» (c'est-à-dire par opposition à ceux «qui ne sont pas jeunes»).

Que le fait d'être jeune entraîne une série d'états spécifiques, voire suscite l'adoption de comportements sociaux particuliers, est incontestable. Mais ne permet pas d'associer en un groupe «tous ceux qui ne sont pas vieux».

Et même si cela eût pu être, il resterait encore à borner les âges permettant de situer le ou les individus concernés à l'intérieur ou à l'extérieur de la catégorie. Est-ce l'âge de la majorité civile qui délimite la catégorie ? Dans ce cas, les «enfants» font-ils partie des jeunes, quel que soit leur âge ? Ou entre-t-on, à un moment donné, dans l'univers «des jeunes» ? Et si oui, par quel biais ? Une saute d'âge, un rite de passage, ou autre chose ?

De même, comment sort-on de la catégorie ? Des points de repère identiques à ceux qui viennent d'être exposés sont-ils aussi alors de mise ?

On le voit : l'homogénéité catégorielle du mot «jeune» n'est pas évidente.

«Jeunes/médias». En effet, si tous les jeunes sont de potentiels acteurs et de potentiels objets et/ou sujets médiatiques, comme on le verra par la suite, de facto tous ne sont pas acteurs et encore moins sujets (ou «objets») pour les médias.

La question de «l'image des jeunes», qui sous-tend toujours les discours développés à propos des médias, ne concerne en définitive que «certains» jeunes. La partie, ou les parties, ne doivent pas être confondues avec le tout. Des jeunes sont sujets/objets des médias, et non «les jeunes».

La même objection linguistique devrait être exprimée à propos de la deuxième partie du couple dont il est ici question. «Les médias» constituent un terme tout aussi générique que «les jeunes». On envisage volontiers «les médias» comme un tout, laissant supposer qu'il existerait une «sphère médiatique globale» où se déciderait de commun accord ce qui doit «faire actualité», c'est-à-dire accéder à l'agenda des sociétés.

L'expression laisse volontiers croire que «les médias» contribuent ensemble à un de ces «grands complots» qu'ourdissent les puissants de ce monde afin d'assurer leur emprise sur des populations démunies.

L'expérience démontre qu'il n'en est rien. Tout comme le terme générique «jeune» cache une réalité physique immensément diversifiée, de même chaque support de communication médiatique possède une identité propre, distincte —et souvent concurrente— de celle des autres médias. De plus, la nature du support sur lequel se transmet le contenu informationnel et la distance temporelle qui sépare le moment de la production de la nouvelle de sa diffusion, distinguent très largement les médias, des plus instantanés aux plus permanents.

Cette double remise en cause de la généralité des termes utilisés démontre la complexité de l'entreprise, et l'impossibilité de fournir ici une réponse globale et définitive.

Il y a plutôt lieu de diviser la question, de tenter d'apporter des éléments de réponse ponctuels, et d'attirer

l'attention dès maintenant sur le risque que susciterait toute généralisation hâtive en dehors de celles concernant des mécanismes généraux de fonctionnement des médias qui pourraient trouver un large et cohérent champ d'application.

### **Partie I. «Jeunes», acteurs des médias**

Une première distinction a émaillé les quelques propos introductifs de ce texte. Concernant la manière dont se pose le rapport entre les mots «jeunes» et «médias», les jeunes ont été désignés comme acteurs, sujets et/ou objets potentiels de l'attention médiatique.

Les trois termes regroupent en pratique deux catégories : dans l'une, les jeunes peuvent être des «acteurs médiatiques» ; dans l'autre, ils sont des sujets ou des objets d'un traitement médiatique.

Si l'on se préoccupe essentiellement de questions d'images et de représentations, on peut estimer que la problématique du jeune «acteur médiatique» ne revêt pas de pertinence. Nous pensons, au contraire, que la problématique «jeunes» v/s «médias» possède une configuration circulaire. Dans ce cadre, il nous paraît même utile d'ouvrir la réflexion par cette question-là.

Le jeune «acteur médiatique» est considéré ici comme celui auquel s'adressent les médias<sup>1</sup>. C'est celui que l'on nommerait trivialement «le consommateur de médias», mais qu'on préférera ici nommer «l'usager des médias». Comme tout être humain, le jeune est un utilisateur de médias. Dans le contexte de la société capitaliste libérale avancée, il est un «client» que des entreprises médiatiques cherchent à satisfaire. À ce titre, il entretient évidemment avec les divers supports médiatiques des relations plus ou moins privilégiées, et est plus ou moins la cible d'attentions particulières de la part des différents médias.

Or —et c'est là l'un des lieux où la catégorisation «jeunes» peut s'avérer pertinente— le jeune est un usager médiatique très particulier.

#### **a) Faible téléphage**

En regard du comportement de la population belge francophone moyenne (mais les mêmes indicateurs se retrouvent dans la plupart des pays développés), les jeunes classes d'âge sont faibles usagères de la télévision.

Pendant l'année, «les jeunes» ne regardent pas la télévision de la même manière que les autres catégories d'âge, et ils ne regardent pas les mêmes chaînes. Les jeunes sont naturellement peu adeptes de la télévision en tant que média à usage semi-collectif s'inscrivant d'ordinaire, aux heures de grande écoute, dans un cadre familial contraint.

À une époque où l'on est en quête d'identité et de distinction par rapport au groupe, on ne souhaite pas participer à une appropriation collective d'un média comme la télévision.

---

<sup>1</sup> Et non d'abord comme le jeune qui produirait lui-même un média.

Le développement des installations «multiset» a quelque peu modifié cette donne, mais de manière encore relative.

Commercialement parlant, les jeunes constituent toutefois un public particulier pour les opérateurs de médias dépendant des ressources publicitaires. Même s'ils ne forment pas une catégorie homogène, les divers «groupes» de jeunes manifestent des attitudes consuméristes très spécifiques dans lesquelles les identités se déterminent par les marques et la sophistication des objets de loisirs, notamment.

Les jeunes revêtent par ailleurs la spécificité de ne pas être producteurs de leur richesse, et donc de leur capacité à l'utiliser. Pour l'annonceur, il s'agit, au travers du jeune, de convaincre son pourvoyeur de moyens financiers de passer à l'acte d'achat. Il est donc indispensable de pouvoir le contacter publicitairement parlant.

Parmi d'autres raisons, c'est à cela que servent les émissions de télé-réalité qui ont réussi à ramener certaines sous-catégories de jeunes devant le petit écran.



Plusieurs études ont relevé les fonctions spécifiques que la télévision peut remplir pour les jeunes. L'une d'entre elle, sinon la principale, est celle de servir de «fournisseur de modèles» à la fois identitaires et comportementaux face auxquels le jeune peut se situer et dont il peut exploiter certains éléments dans son propre processus de construction identitaire<sup>2</sup>. Dans ce cadre la fonction «initiatrice» de certains programmes de télévision semble aujourd'hui indiscutable.

Cette fonction passe essentiellement par la consommation de produits de fiction, dont certains sont actuellement conçus pour être spécifiquement destinés à un public jeune. Cette même fonction figure comme un des attraits des jeunes pour les programmes de télé-réalité.

<sup>2</sup> Cf. Dominique PASQUIER, *La culture des sentiments*, Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme, 1999.

## b) Auditeur décalé

À la vision collective de la télévision, les classes d'âge jeunes préfèrent l'écoute individuelle de la radio. Le jeune est un auditeur particulier, qui n'est pas à l'écoute au même moment que la moyenne de la population, et n'écoute pas les mêmes stations.

Ce que l'on appela jadis «les radios libres» et qui sont aujourd'hui pour la plupart des radios commerciales privées, recueillent un succès d'audience particulier chez les jeunes. La plupart de ces radios musicales ont d'ailleurs ciblé leur programmation en fonction de l'âge supposé de leur auditoire. Certains groupes de jeunes, et notamment certaines catégories d'âges, sont des auditeurs nocturnes, attirés par les émissions de talk où se mélangent appels téléphoniques, témoignages, confidences et conseils sexuels et relationnels.

## c) la presse écrite

Les jeunes sont réputés ne pas être de grands lecteurs. Les enquêtes, basées sur le déclaratif, rendent sans doute difficilement compte de l'usage réel que les jeunes entretiennent avec la presse quotidienne. L'apparition de journaux gratuits a en tout cas augmenté la proportion de lecteurs parmi la classe d'âge «jeunes».

Âge lectorat CIM 2007-2008 (%)	Presse quotidienne payante	Presse quotidienne payante + gratuite	Part de la catégorie dans population belge
12a-24	17,2	18,9	± 16 <sup>3</sup>
25a-34	15	15,6	12
35a-44	16,4	16,6	15
45a-54	15,9	15,8	15
55a-64	14,5	13,8	12
65+	21	19,2	17

Les lecteurs que l'on peut considérer comme les plus jeunes ne lisent par ailleurs pas tous les quotidiens dans la même proportion. La presse régionale a un ratio de lectorat jeune moins élevé, et le seul quotidien gratuit de Belgique francophone un ratio beaucoup plus élevé.

Les jeunes sont davantage lecteurs de certains hebdomadaires. Mais dans ce domaine aussi, les choix des lecteurs classés «jeunes»<sup>4</sup> sont assez éclectiques.

<sup>3</sup> Les statistiques SPF Economie répartissent par tranche de 5 ans, soit 18% de 10 à 24 ans.

<sup>4</sup> Il faut toutefois noter, dans les résultats disponibles et exploitables, le caractère large de la catégorie que nous désignons comme celle des jeunes lecteurs.

% lectorat CIM 07-08	12-34	35-54	55+
Flair	45	38	21
Ciné-Télé-revue	39	34	27
Télé-Moustique	36	36	28
Télépro	32	36	32
Le Vif-Express	32	35	33
Femmes d'aujourd'hui	25	34	40



#### d) Usagers du nouveau

Mais les jeunes sont surtout usagers de nouveaux médias, c'est-à-dire des médias que les autres groupes distingués par l'âge ne se sont pas appropriés, essentiellement en raison de leur nouveauté. Mélangeant l'ensemble des médias précédents, le «multimédia» séduit les classes les plus jeunes. Une enquête menée par le CRIOC<sup>5</sup> auprès de 2.662 élèves du primaire à la fin du secondaire est révélatrice à ce sujet. 88% des jeunes interrogés y répondent fréquenter Internet.

Au fur et à mesure qu'ils croissent en âge, les jeunes accentuent rapidement leur usage de l'Internet, puis celui-ci se stabilise à un niveau très élevé : près de 90% des jeunes de plus de 15 ans déclarent surfer sur le Net, en moyenne une dizaine de fois par semaine (avec une pointe à 23 fois par semaine à l'âge de 16 ans).

Internet sert essentiellement à télécharger, rechercher des informations sur des produits, mais aussi à se mettre en scène (blog) ou communiquer. Selon l'enquête, la valeur «informative» de l'Internet au sens

<sup>5</sup> Les jeunes et Internet, juin 2008.

de ce que l'on rencontre dans d'autres médias est d'abord liée à la communication de données dans le domaine du divertissement.

### **e) Conclusion**

Il découle de l'approche sur l'appropriation des médias par les catégories usagères les plus jeunes que celles-ci ne développent pas les mêmes pratiques que les autres catégories de la population et que, dans certains cas, celles-ci entretiennent vis-à-vis de certains médias des pratiques se situant quasiment en antithèse par rapport aux autres groupes de population.

Il peut paraître banal de le dire, mais cela revêt un caractère signifiant dans le cadre de cette interrogation sur «l'image» : les jeunes ne sont pas de grands usagers des médias de masse traditionnels, et encore moins des médias d'information considérés sous leur dénomination classique.

Le rejet relatif de ces médias s'explique évidemment en raison de leur identification à l'univers familial par rapport auquel les jeunes cherchent à un certain âge à bâtir leur propre identité, et leurs propres repères.

Il aussi peut aussi trouver des racines dans la nature même de ces médias, à savoir leurs modes d'expression classiques voire surannés (en tout cas pour un public jeune), et en constante construction de repères en regard d'un passé qui n'est pas signifiant pour les jeunes générations.

D'autres éléments d'explication, également liés à la nature du média, concernent leur unidirectionnalité. Les médias de masse classiques ont inscrit leur rapport au monde dans un contexte d'émission de messages, et non de véritables communication.

Or, être en communication est un des modes d'être que les jeunes recherchent particulièrement. Ils se sentent à l'aise en regard de médias bidirectionnels, c'est-à-dire de médias qui les regardent et leur parlent. . . mais aussi leur répondent.

Les jeunes entendent être acteurs de leur rapport au média, et non les subir des manière passive.

Cette capacité réactive est à la racine de l'Internet, et fonctionne de manière assez développée dans un certain contexte radiophonique. On ne s'étonnera donc pas de voir les jeunes se tourner particulièrement vers ces médias, tandis que des moyens de communication plus unidirectionnels comme la télévision, et de manière plus récente la presse écrite, s'empressent de développer des mécanismes d'interaction afin de retrouver les grâce du public des jeunes.

Ces mécanismes promettant l'interactivité ont, par exemple, constitué un des facteurs de succès des émissions de télé-réalité. Et ils sont à la base du fait que, quand cette volonté «actrice» n'est pas assez prégnante dans le média, le jeune développe des stratégies d'usages multimédiatiques instantanés, associant en même temps télévision, Internet, chat GSM et SMS, par exemple.

De manière générale, l'enquête du CRIOC confirme cette configuration usagère. Interrogés sur leur accès personnel aux médias (et non sur l'inventaire des médias disponibles à leur domicile), les jeunes

privilégient incontestablement la radio, puis au fil des ans l'ordinateur et l'Internet. La télévision occupe une place plus mitigée, avec un intérêt en dents de scie.

Au-delà d'une question d'usage, le mode d'appropriation médiatique des jeunes indique leur souhait d'utiliser des médias dans le cadre de groupes sociaux restreints composés d'individus qui leur ressemblent ou avec qui ils apprécient être en relation. Ces groupes reposent sur des mécanismes d'échanges, tant d'opinions que d'expériences, qui nourrissent le processus de construction identitaire de chaque membre du groupe.

Il est en effet indéniable que les jeunes utilisent les médias tant pour se divertir que pour se construire. Ce sera d'abord dans ce cadre qu'ils rechercheront de l'information sur le Net, celle-ci étant destinée à participer à leur modélisation.

Quête d'identité, et donc recherche d'identification et mimétisme pilotent les appropriations médiatiques de nombreux jeunes. Dans une certaine mesure, ils rencontrent dans cette démarche d'autres catégories d'humains, mais qui, elles, sont supposées avoir déjà bâti leur personnalité.

Certains opérateurs médiatiques ont perçu ces attentes, et offrent aux jeunes des produits chargés de combler ces demandes. Mais on concédera que celles-ci n'auront, même dans ce cas, qu'un très lointain rapport avec ce que l'on attend d'ordinaire «des médias» au sens générique, c'est-à-dire celui de fournisseur d'informations ayant, si possible, une pertinence sociale et politique.

Mais est-ce vraiment ce qu'offrent «les médias ?»...

## Partie II. Les jeunes sujets/objets médiatiques

### Introduction

Non contents d'être «de l'autre côté du média», c'est-à-dire du côté du pôle usagers, «les jeunes» participent aussi à la configuration de la scène médiatique. Et c'est incontestablement cette présence-là qui interpelle et dérange davantage a priori les «acteurs du secteur de la jeunesse», car cette configuration est liée à «l'image produite» par le média et donc socialement répercutée.

Nous parlerons à ce sujet de jeunes «sujets et/ou objets» dans la mesure où, sur la scène médiatique, les jeunes peuvent être abordés de ces deux points de vue selon qu'ils se mettent eux-mêmes en scène (ils sont alors 'sujets') ou qu'ils sont évoqués, traités par les médias (ils sont alors 'objets'). Ils peuvent aussi, fréquemment, être abordés en même temps des deux points de vue.

En prémices aux propos qui suivent, il nous faut aussi aborder brièvement ici la question de l'image. On ne peut en effet pas perdre de vue que, dans le sens conféré à ce mot, cette «image des jeunes» est intimement liée à la notion de représentation, c'est-à-dire des re-construction d'un réel par un média.

Mais il ne faut pas non plus oublier que cette re-présentation n'est que d'une étape dans un processus.

<sup>6</sup> Pour reprendre le terme générique contestable que nous avons déjà, faute de mieux utilisé précédemment. . .

À un second stade, ces représentations médiatiques deviendront des représentations sociales, c'est-à-dire forgée par la manière dont l'imaginaire social se réapproprie ce à quoi elle a été confronté. Ces représentations peuvent être partagées par un groupe social. Mais, en définitive, chaque personne bâtit son propre champ de représentations, qui n'émergent pas sur un terrain neutre. Le vécu, l'expérience, tissent la toile au travers de laquelle passe toute perception.

Le schéma établi par Paul Ricœur, et sur lequel se basent les analyses médiatiques développées par l'Observatoire du Récit médiatique de l'UCL est particulièrement éclairant pour représenter ce processus : d'une figuration [réelle], l'objet dont on parle se trouve con-figuré par le média [représenté], puis il est re-figuré [réapproprié] par l'utilisateur des médias.

Les représentations dont question ici seront essentiellement celles qui proviennent de la configuration médiatique. Mais, dans le chef de chacun en tant qu'utilisateur des médias, elles seront obligatoirement reconstruites. Il ne faut jamais le perdre de vue, car une partie du débat concernant «l'image des jeunes dans les médias» repose en effet sur ce mécanisme.

Ajoutons qu'espérer obtenir de cet exposé des résultats complets et significatifs d'études exhaustives sur la place des jeunes dans le champ de la représentation médiatique serait illusoire. Des années d'études et de recherches approfondies seraient nécessaires pour cerner la question, tant, comme nous l'exprimions déjà précédemment, le champ médiatique est vaste et différencié.

### **Visuel et audiovisuel «de divertissement»**

L'univers des médias ne peut être réduit à celui des «médias d'information», même si, dans le langage courant, l'un est fréquemment associé à l'autre. Nous avons déjà souligné précédemment la part remplie par le divertissement et l'évasion dans la sphère dite médiatique. Nous entendons la souligner ici.

Une chaîne de télévision, par exemple, ne diffuse en effet qu'une part infime de programmes d'informations. À titre d'exemple, on trouvera ci-dessous la répartition de l'offre de programmes de la 1ère chaîne de télévision de la RTBF en 2003 : les émissions dites de «news» n'y occupent pas un quart du temps d'antenne, tandis que la fiction en représente près de 40%.

Offre de programmes (% de temps d'antenne)	RTBF LA Une 2003
Culture and education	26.6
Variety, plays, entertainment	3.1
Advertising	7.0
Serials and miscellaneous	2.4
Musical programs	0.1
News	22.9
Fiction	38.0

Par ailleurs, certains médias ne relevant pas du secteur de l'information s'avèrent aujourd'hui particulièrement prégnants en matière de production de représentations. Le secteur des clips vidéo et de la publicité remplissent à cet égard un rôle majeur : en fonction de leur omniprésence, de la brièveté de leurs messages et de leur récurrence (répétition), les figures générées par ces deux médias fondent davantage les représentations et les ancrent plus profondément dans l'imaginaire contemporain que celles provenant d'autres médias

Dans ce cadre, le recours à la mise en scène de personnages «sujets», non-adultes, est fréquente. Les publicités pour des vêtements de mode emploient assez systématiquement de très jeunes modèles, qui sont mis en scène dans des attitudes de séduction très expressives.

Les clips vidéo utilisent de la même manière de jeunes acteurs ou danseurs. Les clips de rap ou de hip-hop soulignent particulièrement le caractère sexualisé des personnages représentés<sup>7</sup>.

Les chanteuses et chanteurs qui accèdent au «Top 50» deviennent aussi de plus en plus jeunes .

La jeunesse touche également les candidats aux émissions de télé-réalité de type *Star Academy*<sup>8</sup>.

Quant aux émissions de télé-réalité de type «speed-dating», elles ne mettent en scène que des jeunes, inscrits dans une course effrénée à séduction et à la recherche de l'autre qui génère des représentations à la fois très typées (sur ce qu'attendent les jeunes de la vie, de la relation à l'autre, au sexe) et à la fois paradoxalement relativement ouvertes quant à l'identité des candidats. Tous les compétiteurs mis en scène dans ces émissions ne correspondent en effet pas à un modèle unique, mais à travers eux la production entend représenter médiatiquement la diversité de «la jeunesse» ou à tout le moins de celle qui accepte de se mettre en situation dans une démarche télévisuelle de speed-dating.

L'image «des jeunes» est fortement alimentée par les représentations suscitées par des productions médiatiques de ces types. Une part de cette image est renvoyée aux jeunes eux-mêmes, qui sont les destinataires de ces productions médiatiques (clips vidéo, la plupart des programmes de télé-réalité).

Peu d'autres composantes de la sphère sociale osent s'immiscer dans ces univers qui semblent réservés. Mais, lorsque des représentants de groupes sociaux «non-jeunes» entrent en contact avec ces contenus médiatiques, leur stupéfaction fait rapidement place à l'expression de lourdes inquiétudes liées au potentiel caractère «initiateur» de ces programmes<sup>9</sup>.

Cette question ne peut effectivement être élucidée. Mais elle doit être relativisée dans la mesure où ces programmes ne constituent qu'un des éléments de l'offre télévisuelle que le jeune s'approprie. Par ailleurs, comme exposé plus haut, la télévision n'est pas le seul support de communication des jeunes. Clips et émissions de télé-réalité poseraient réellement problème dans le cas où l'usage médiatique du jeune se résumerait uniquement à la «consommation» (au sens plein du terme) de ce type d'émissions.

<sup>7</sup> Gabriella Climi [« *Sweet about you* »], par exemple, a 17 ans.

<sup>8</sup> Moyenne d'âge édition 2008 : 21,4 ans, 2 candidats de moins de 18 ans sur 15, et 6 de moins de 20 ans.

<sup>9</sup> Dans le sens de ce qui a été évoqué ci-dessus à propos des usages de la télévision par un public jeune.

En règle générale, et même si beaucoup de questions pourraient être posées à propos de l'efficacité d'une «éducation aux médias», les jeunes semblent capables d'adopter un point de vue critique vis-à-vis de ces représentations, voire de les remettre en cause. On se souviendra à ce propos de la victoire de Magalie Vae à la Star Academy 5. Le choix de cette jeune fille de milieu populaire, au physique peu avantageux, allait alors à contre-courant des modèles représentationnels dominants. Mais s'approchait des modèles «de réalité» desquels l'audience se sentait manifestement plus proche.

Il est toutefois indéniable qu'une partie des productions médiatiques, de type visuel ou audiovisuel et n'ayant pas de rapport direct avec ce que nous appellerons «le monde de l'information», a tendance à focaliser les représentations des jeunes autour de questions liées à la construction de relations, à la quête amoureuse, à la séduction et au sexe. L'apparence physique revêt souvent à ce stade un rôle déterminant, mais elle peut être contrebalancée par la recherche de qualités humaines ou morales. Ces éléments se retrouvent dans de nombreux produits fictionnels télévisés destinés aux jeunes, mais aussi dans certains programmes de télé-réalité de type «speed-dating contrôlé». <sup>10</sup>

Il faut aussi concéder que cette domination de la séduction et du sexe dans l'univers visuel contemporain n'est pas l'apanage des représentations liées à la jeunesse. On pourrait estimer qu'il s'agit plutôt d'une banalisation, d'un nivellement du système représentationnel médiatique traitant désormais la catégorie «jeunes» à la même aune que les autres catégories de spectateurs. Mais avec un effet de grossissement lié aux spécificités ontologiques de la jeunesse comme étape particulière de la vie où se manifestent la découverte sexuelle, l'élaboration de la plastique physique adulte et où naît le processus d'attirance et de séduction.

### **Écrits de divertissement**

Sujets de l'audiovisuel «de divertissement» ou à visée commerciale, les jeunes peuvent aussi remplir le même rôle dans le monde de l'écrit. On parlera ici d'«écrits de divertissement» en évoquant des supports médiatiques qui ne relèvent pas directement de l'univers de l'information générale au sens strict mais du monde des publications «magazines» dont la fonction informative ne représente pas la première des missions.

Une partie de ces publications sont directement destinés aux jeunes eux-mêmes.

Dans ce type de presse proche des magazines féminins (ou des nouvelles générations de magazines masculins), on retrouvera des configurations représentationnelles relativement proches de ce qui a été pointé précédemment pour l'audiovisuel de divertissement. Mais, support «de presse» oblige, ces éléments liés à l'apprentissage des relations, la séduction, l'amour et le sexe seront abordés sous un angle plus utilitaire. Il s'agit moins de montrer que de dire «comment faire» ou «ne pas faire». Le magazine se veut conseiller, ami, coach, davantage qu'initiateur ou producteur de modèles.

La modélisation n'est toutefois pas totalement exclue des productions écrites de divertissement. On les retrouvera davantage dans les publications où dont le divertissement est l'essentielle mission, à savoir

<sup>10</sup> Cfr *Parental Control*, *Kiffe ma mère*, etc. . .

dans ce que l'on qualifie de «presse people». Celle-ci repose sur la mise en situation de personnalités plus ou moins célèbres qui invitent le lecteur, et en particulier le lecteur jeune, à l'identification physique, esthétique, psychologique ou comportementale.

Mais ces processus ne sont, sauf exception, pas mis en œuvre à partir de représentations de jeunes.

### **Les médias d'information**

Les représentations de la tranche d'âge «jeunes» par les médias dits «d'information» focalise en général la majorité des questionnements et des mises en cause par le public «adulte» et les «spécialistes».

Rappelons, comme nous le précisons précédemment, que cette fonction «informative» ne concerne qu'une partie de la sphère médiatique, et que, dans de nombreux médias intégrant une composante informationnelle, celle-ci n'occupe qu'un espace relativement limité. La chose est patente dans l'audiovisuel. Elle l'est aussi dans les médias écrits. En règle générale, une proportion non négligeable de l'espace-pages d'un support n'est pas occupé par du rédactionnel mais par des encarts publicitaires. Et, au sein de ce qu'on nomme «rédactionnel» figurent des textes qui ne relèvent pas explicitement du secteur de «l'information de contenu», mais de «l'information service».

Au sein du dernier espace restreint évoqué, les jeunes occupent effectivement une place. Mesurer celle-ci de manière précise nécessiterait une importante quantité d'études qui ne peuvent être menées dans le cadre présent.

### **La presse écrite**

En ce qui concerne la presse écrite, la perception des images que nous mènerons ici sera réalisée à l'aide d'études ponctuelles, mais qui semblent fournir des indices significatifs.

Après avoir mené ces différents coups de sonde, révélons qu'une conclusion déjà semble s'imposer : comme «les médias» ne peuvent être pris en compte de manière générique, il en est de même de la presse. Les représentations liées au mot «jeunes» ne manifestent pas la même configuration selon les types de presse, notamment en fonction des clivages presse nationale/régionale et presse de qualité v/s populaire. Il n'y a donc pas «une» image des jeunes dans la presse, mais des images différenciées, qui parfois se recourent mais souvent se distinguent.

#### **a) une lecture thématique**

Déterminer «de qui/quoi l'on parle» lorsque le mot «jeune» en tant que sujet et/ou objet surgit dans l'actualité permet de cerner quelque peu la question. Une lecture de la première page du journal régional populaire *La Meuse* pendant quelques mois a été pour nous éclairante à ce sujet<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> Analyse menée sur les «Unes» de l'édition liégeoise sur les trois premiers mois de 2007. Cette période a été retenue car non liée à des événements liés au thème, et qui auraient artificiellement faussé l'analyse.

L'étude menée démontre d'abord la diversité de la catégorisation «jeunes» : quels personnages peut-on inscrire sous cette appellation dans un titre d'article de presse ? Pour les identifier, la presse populaire pratique souvent le repère temporel de ses acteurs (précision de l'âge). Mais l'affichage de l'âge constitue-t-elle un repère suffisant par rapport à un bornage catégoriel ?

La notion de «jeunes» relève des représentations sociales. Elle est donc malléable et extensible.

Elle a été considérée ici dans son acception la plus large, en tenant compte d'un bornage temporel étendu : du «jeune» enfant au «jeune» adulte<sup>12</sup>.

Sur les trois mois sélectionnés, une allusion «aux jeunes» revient dans 30 éditions différentes du quotidien, soit plus d'une sur trois<sup>13</sup>. Il y a donc prégnance du sujet sur la première page.

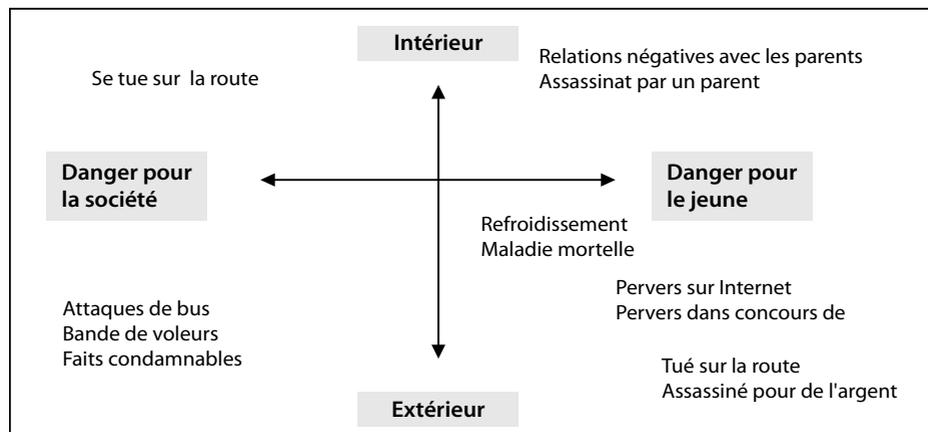
La plupart des titres situent le sujet dans les catégories «société» ou «faits divers».

«Les jeunes» y sont envisagés de manière individuelle, personnelle. Il s'agit davantage de «l'histoire d'un jeune» [préhension en tant que sujet autonome], voire de quelques jeunes, que «des jeunes» ou d'une problématisation des jeunes considérés comme une catégorie générique.

La lecture des titres de «Une» permet de les organiser en axiomatiques.

Celle du «rapport au danger» semble constituer un mode d'organisation signifiant d'une part importante des titres.

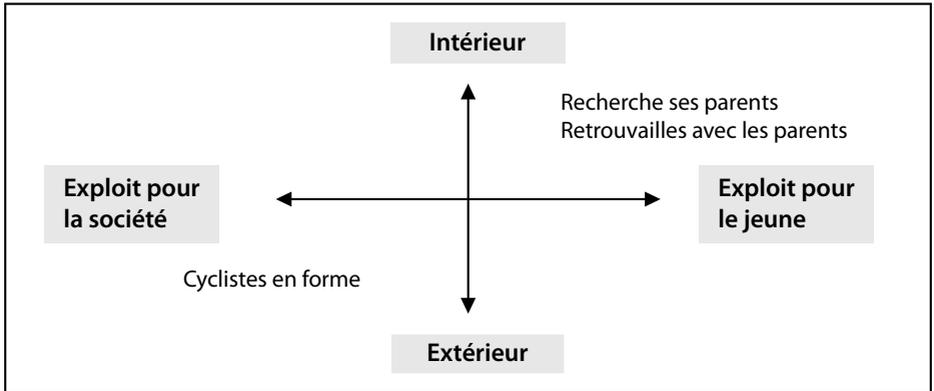
En se basant sur certains exemples, on peut l'organiser de la manière présentée ici : le danger évoqué par le titre peut soit concerner le jeune lui-même, objet du danger, soit la société, le jeune étant dans ce cas sujet du danger. Ce danger peut se dérouler dans un cadre intérieur, personnel au jeune, ou dans un contexte extérieur à son vécu.



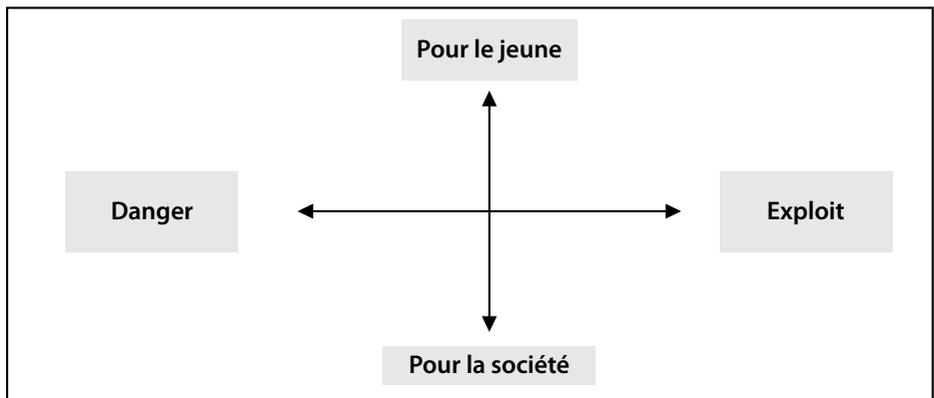
<sup>12</sup> Il n'a pas été tenu compte d'éventuels usages du qualificatif «jeune» dans d'autres catégories d'âge (exemple : «un jeune sexagénaire»).

<sup>13</sup> Mis à part à la fin février, où des sujets «jeunes» figurent à la «Une» plusieurs jours d'affilée, le thème paraît plutôt par période, souvent avec rythme presque tri-hebdomadaire, puis disparaît quelques jours avant de réapparaître.

Au cours de la période analysée, l'axiomatique du rapport au danger est prédominante. Elle ne recouvre toutefois pas toutes les occurrences de titres. Une autre organisation, plus légère, peut être envisagée autour de l'exceptionnalité, de l'«exploit».



Les deux axiomatiques se révèlent ainsi comme les deux pôles d'un même axe, allant du danger à l'exploit, c'est-à-dire en quelque sorte à briser le danger. On peut donc les réinscrire dans une dernière axiomatique, qui résume les précédentes :



Pareille organisation est-elle propre au traitement de la question «des jeunes» à la «Une» d'un quotidien régional populaire ? Il nous semble qu'on ne peut répondre positivement à cette question. Plus simplement, le mode de préhension de la thématique «les jeunes» paraît se contenter de mettre en œuvre, dans ce cadre précis, les mécanismes généraux à base de toute production journalistique et en lien avec la définition de ce qui fait «information», de ce qu'est une «actualité», souvent appelé «nouvelle» et parfois «événement».

Une «nouvelle» est un élément neuf qui survient dans une situation d'équilibre et en cause le déséquilibre.

Par essence, l'information est déséquilibre. Elle est donc nécessairement «problématique», ou plus exactement elle s'inscrit toujours dans une configuration où l'enjeu informationnel revient à problématiser un objet ou un sujet.

Produire de l'information oblige à sortir de la «normalité», ou à extraire l'anormalité de la normalité. L'information naît de l'anormalité. Celle-ci peut être positive ou négative. Mais l'expérience démontre qu'elle est plus fréquemment négative que positive, car l'anormalité est plus «naturellement» le fruit d'un déséquilibre négatif du réel. Du moins est-ce ainsi qu'elle fonctionne dans le monde des médias.

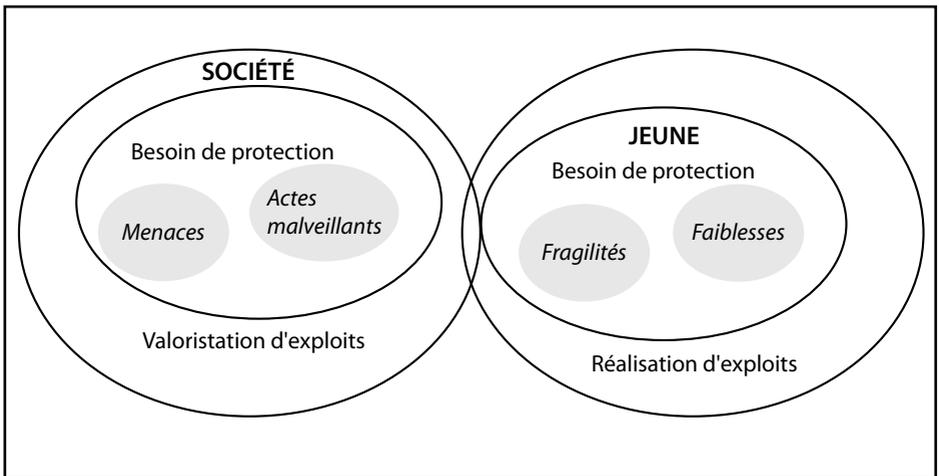
Les axes qui ont émergé de la lecture des «Unes» de ce quotidien populaire régional illustrent parfaitement ce mécanisme de construction de ce qui fait «nouvelle» et «actualité».

Il n'est pas étonnant que la thématique «jeunes» surgisse ici dans l'information lorsqu'elle accompagne une anormalité. Mais, dans le cas étudié, ce déséquilibre est subtilement exploité. Il entoure l'idée de danger. Or, cette notion revêt l'avantage d'être une ambivalente. En effet, évoquer un danger constitue à fois un déséquilibre et une potentialité de déséquilibre. Si le danger devient réel, il démontre que l'anormalité a pris le pas sur le norme. Dans le cas contraire, on aura évité l'anormalité au nom du maintien de la norme.

Cette ambivalence nourrit à point nommé le champ des potentialités journalistiques car elle permet non seulement de présenter des faits avérés, des «anormalités vraies», mais elle ouvre aussi à l'actualité le champ des possibles, c'est-à-dire des anormalités potentielles. La notion d'exploit prend place dans la même logique, car elle constitue une distinction par rapport à la norme. Elle produit donc elle aussi de l'information, mais, davantage dans un cadre réel que potentiel.

Il est important de faire remarquer que, même s'ils sont associés à l'idée de danger, il ne faut pas en conclure que «les jeunes», tels que vus dans ces quelques unes, sont représentés comme des dangers. Un des enseignements intéressants du cas étudié est que, au contraire, bon nombre de titres attirent l'attention sur les dangers encourus par les jeunes de la part de leur entourage proche ou étranger, et ne mettent pas en exergue le caractère de dangerosité que «des jeunes» constituent pour d'autres groupes et «la société».

On pourrait dans pareil cas parler de «problématisation positive» : le média se soucie autant au moins de dangers particuliers que suscite dans certains contextes le fait d'être jeune que des dangers créés par les jeunes. L'état «jeune» est ainsi autant présenté comme porteur de fragilités, de faiblesses et de nécessité de protection que comme porteur de problématiques pour la société.



### ***b) une lecture lexicale***

Les quelques éléments collectés ici peuvent être mis en rapport avec une autre analyse, portant sur le vocabulaire utilisé dans la presse à propos des jeunes. L'étude à ce sujet a été menée sur des quotidiens relevant de deux types de presse différents, consultables via les archives figurant sur les sites Internet des journaux concernés : un quotidien dit «de qualité», *Le Soir*, et un quotidien dit «populaire», dont l'ancrage régional est moins manifeste que l'organe de presse étudié ci-dessus : *Le Dernière Heure*. Les articles accessibles via les sites Internet des deux quotidiens ne couvrent pas la même période. Mais les résultats obtenus permettent d'aboutir à quelques éléments comparables. Comme l'étude des articles de «Une», celles-ci relativisent dans certains cas l'impression de «problématisation» générale entourant la thématique «jeunes», ou la mettent mieux en perspective dans d'autres.

Avant d'exposer les données obtenues, il importe de souligner que les résultats communiqués ici n'ont une fonction que d'indicateur. Ils ne sont pas le fruit d'une analyse syntaxique approfondie, et notamment lors de la recherche portant sur la présence de plusieurs mots dans un même texte, la manière dont les mots étaient associés dans les textes n'a pas fait l'objet d'une étude de concordance de sens. Une part des occurrences trouvées est donc naturellement le fruit du hasard. Le fait que certains termes soient à la fois substantif et adjectif infère aussi sur leur fréquence. Une analyse de sens n'ayant pas été menée, cet élément invite également à envisager en tant qu'indicateurs et non éléments absolus les résultats présentés ci-après.

Articles dans les archives du <i>Soir</i> comptant le ou les mots ...	% du total d'articles recensés
« Jeunes »	12
« Jeunesse »	4
« Jeunesse et problème »	1
« Jeune et problème »	1
« Jeunes et problème »	2
« Jeunes et difficulté »	1

Articles dans les archives du <i>Soir</i> rubrique ACTU comptant le ou les mots	% du total d'articles recensés
« Jeunes et difficulté »	>1
« Jeunes et problème »	2
« Jeunesse et problème »	>1

Au travers des archives du journal accessibles par Internet (de 1990 à nos jours), ces premiers relevés démontrent que ce sont bien «les jeunes», et non «la jeunesse» que le journal *Le Soir* traite de manière privilégiée. Toutefois, la présence du mot «jeunesse» croît au fil des années. «La jeunesse» devient un objet d'intérêt de plus en plus marqué au fil du temps, et surtout depuis 2005.

La présence des mots «jeunes et problème» dans un même article semble également croître, mais de manière très légère.

La «problématisation» de thèmes liée aux jeunes est présente dans un certain nombre de textes. Mais ceux-ci ne représentent qu'une faible proportion des articles du journal.

Cette problématisation n'est pas nécessairement associée à l'évocation de «difficultés». La présence des mots «jeunes» et «difficultés» dans un même texte est très peu fréquente.

Un autre mot connaît par contre une augmentation d'usage : «adolescents». Depuis le début des années 2000, il est présent dans de plus en plus d'articles de la rubrique «info» du journal.

En comparaison, l'analyse des textes disponibles du journal *La Dernière Heure* procurent d'autres résultats. L'occurrence d'usage de certains mots est beaucoup plus élevée que dans *Le Soir*. Et les mots apparaissent avec une fréquence forte sur un temps court :

Dans l'ensemble de <i>La Dernière Heure</i> , on recense 300 articles comprenant le ou les mots suivants	Entre le 6/11 ...	Soit environ
« Jeunesse »	24-05-08	6 mois
« Jeune(s) et problème »	24-07-08	4 mois
« Jeunesse et problème »	07-11-03	5 an

Dans la rubrique « info » de <i>La Dernière Heure</i> , on recense 300 articles comprenant le ou les mots suivants	Entre le 6/11 ...	Soit environ
« Jeunesse »	15-11-07	1 an
« Jeune(s) »	04-10-08	1 mois
« Jeune(s) et problème »	01-10-07	1 an
« Jeunesse et problème »	Moins de 300 fois depuis 22-06-2000	

Alors que, en moyenne par an, 650 articles du *Soir* dans son entier présentent les mots «jeunes» et «problème», il ne faut que 3 mois et demi à la *Dernière Heure* pour compter 300 articles avec les deux mêmes mots. La *Dernière Heure* compte donc beaucoup plus d'articles où figurent les deux mots (théoriquement : près du double).

Par contre, Le *Soir* dans son entier a publié de 1990 à nos jours 4859 articles avec les mots «jeunesse» et «problème», soit une moyenne de plus de 250 par an, alors qu'il faut 5 ans à la *Dernière Heure* pour en publier 300.

Dans sa rubrique «Faits», depuis 1990, Le *Soir* a publié 2027 articles comprenant les mots «jeunes» et «problème». Soit une moyenne d'environ 110 par an. Et il ne faut qu'un an à la *Dernière Heure* pour en publier 300...

Ces quelques chiffres démontrent que deux titres de presse différents peuvent aborder le thème des «jeunes» avec une intensité très variable, valorisant ou non la formulation «jeunesse» plutôt que «jeunes» et tendant ou non, toutes réserves d'analyse exprimées, à davantage inscrire «jeunes» dans une visée davantage problématisante.

Dans le cas de la *Dernière Heure*, il y a lieu de préciser que cette problématisation n'est pas constante. Ainsi, par exemple, le journal ne compte pas au fil du temps un nombre croissant de textes comprenant les termes «jeunes» et «problème». Mais la quantité d'articles comprenant les deux termes a sensiblement augmenté depuis le début de la période d'archives consultables via Internet, soit le début des années 2000.

Par contre, le nombre d'articles comprenant le terme «jeunesse» a augmenté au fil des années récentes dans la *Dernière Heure*, comme dans *Le Soir*.

Et il en est très clairement de même du mot «adolescent».

Ainsi, au-delà des différences liées à l'option de traitement de l'information choisie par chaque titre, des tendances communes se dessinent sur l'usage de certains termes : les deux titres de presse concernés ici produisent ces derniers temps davantage de textes parlant «des adolescents» et le mot «jeunesse» figure lui aussi dans davantage de textes.

L'émergence de l'élément sémantique abstrait «jeunesse» peut s'interpréter comme la manifestation d'une globalisation de la saisie problématisante du thème «les jeunes». Bien sûr, la presse s'intéresse aux sujets «jeunes». Mais on peut se demander si elle n'entame une objectivation dépassant l'individualisation des cas. Celle-ci manifesterait un choix du recul par rapport à la recension d'événements particuliers qui situent, par exemple, «les jeunes» en fonction du registre des «dangers». L'objectivation peut entraîner un processus de généralisation qui élimine une série de connotations liées aux cas concrets. On pourrait avancer l'hypothèse que le recours au mot «jeunesse» neutralise davantage le regard. Mais il génère aussi une globalisation qui, au contraire, peut pousser à situer «tous les jeunes» sous la bannière de «la jeunesse».

### - L'information audiovisuelle

Les constats établis ci-dessus ne doivent être considérés que comme des entames de réflexion et des débuts de positionnement d'indicateurs que seules des études plus fouillées pourraient confirmer de manière claire.

Les tendances qu'ils manifestent se retrouvent toutefois dans l'audiovisuel, sur lequel des études ponctuelles peuvent plus difficilement être menées pour cause de difficulté d'accès aux corpus en dehors de l'organisation d'investigations de longue haleine. Plusieurs recherches ont par contre été menées en France à ce propos, mais souvent dans le cadre déjà très problématisant des révoltes de banlieues.

Dans la foulée de travaux menés par Lochard et Boyer<sup>14</sup>, ces recherches mettent en avant la mécanique stéréotypale sur laquelle repose les représentations télévisuelles des jeunes. L'une d'entre elles conclut que «*la télévision informative, vouée théoriquement à dire le nouveau et l'inédit, se nourrit, principalement, lorsqu'elle porte son regard sur les périphéries urbaines et ses habitants, de stéréotypes, voire d'archétypes perpétuellement recyclés en fonction des schèmes imaginaires ancrés profondément dans les représentations collectives*»<sup>15</sup>.

Une étude sur l'image des jeunes dans les médias, réalisée à la demande du Conseil national de la Jeunesse de France<sup>16</sup> s'est focalisée sur la question de l'image audiovisuelle des jeunes, en particulier dans les banlieues. Son auteur, Maxime Drouet, aboutit à des conclusions à peu près semblables aux premières appréciations que nous avons développées ici au sujet de la presse. «*Alors que «la jeunesse» est la plupart du temps utilisée avec une connotation très positive, l'emploi du mot «jeune» est beaucoup plus problématique. D'abord, la dénomination «jeune», «les jeunes»... nous paraît être utilisée ex nihilo, sans s'inscrire dans un fait prouvé. (...)*»

Et l'auteur ajoute, à propos des banlieues : «*À cette question de la dénomination vient s'ajouter la question d'une stigmatisation par l'image. (...) Désormais, le groupe nominal les jeunes fait presque le plus souvent directement référence à la délinquance juvénile. À cette dérive de la sémantique journalistique s'ajoute l'effet de l'image et d'un nouveau type de stigmatisation passant uniquement par la technique qui entoure l'information télévisée.*»

<sup>14</sup> Guy LOCHARD, Henri BOYER, *Scènes de télévision en banlieues*, Paris, L'Harmattan, 1998.

<sup>15</sup> Guy LOCHARD, « Les images télévisuelles comme violence symbolique », in : Pascal LARDELLIER, *Violences médiatiques: contenus, dispositifs, effets*, Paris, L'Harmattan 2003, page 87.

<sup>16</sup> INJEP, Marly-le-roi, 2004.



### **Conclusion : Image de qui pour qui ?**

Dans ses conclusions, cette étude française rejoint aussi certains des constats que nous avons développés depuis le début de ce travail.

*«L'analyse que nous avons pu faire, écrit Maxime Drouet, nous amène à conclure que non seulement la télévision stigmatise par l'image et par le discours une partie de la jeunesse, mais encore qu'elle ne s'adresse pas à elle. Ces deux phénomènes mélangés ont finalement un résultat explosif.»*

Si l'on s'extirpe de l'imbroglio des banlieues, il n'est sans doute pas nécessaire de conduire des conclusions jusqu'à ce point de non-retour.

Mais le paradoxe évoqué par Drouet, et présent en filigrane depuis le début de ces quelques réflexions, est incontournable : il semble aujourd'hui clair que ce que l'on appelle «l'image des jeunes», qui préoccupe adultes et responsables de questions liées à la jeunesse, est d'abord une somme de représentations produites par les médias pour des publics dont les jeunes sont exclus, soit qu'ils en aient été exclus, soient qu'ils s'en soient exclus.

Ce type de représentations explique pour quelles raisons la production médiatique peut tendre à focaliser par exemple sur un couplage de thématiques «jeunes» et «danger», ce dernier étant non seulement capable de produire une large diversité de contenus informationnels, mais aussi de les narrativiser, ce qui est aujourd'hui essentiel, puis de les inscrire dans un des registres fondamentaux de l'être au monde : celui du rapport à la peur.

Ce type de représentations explique aussi pourquoi certains mots concernant les jeunes reviennent de manière particulièrement récurrente dans les textes où il est question des jeunes.

Mais ce type de représentations existe aussi parce qu'une partie de la jeunesse, qui ne s'y retrouve pas, n'entretient aucun rapport avec elles et avec les médias qui les produisent.

Les jeunes sont en partie médiatiquement autonomes. Et on tend à produire pour eux des médias communautaires, claniques, de plus en plus spécifiques. Ceux-ci n'ont cure des peurs qui traversent le reste de la sphère sociale. Mais on peut se demander si, poussés à l'extrême, en regard des questions de socialisation et du vivre ensemble, ils ne constituent pas aussi un danger.

Notion à laquelle, en définitive, on semble toujours forcé de revenir. . .

## 2.2 Le rôle de la jeunesse face aux enjeux économiques présents et à venir

Par Bertrand Verheyden

### Introduction

La jeunesse actuelle doit et devra encore davantage à l'avenir faire face à des défis considérables liés à l'évolution de nos sociétés. Nous aborderons dans ce document certains d'entre eux, tels que les difficultés d'insertion professionnelle, le vieillissement de la population et son impact sur les jeunes, la contrainte d'évoluer dans une économie de plus en plus complexe et faisant appel à une évolution constante des technologies. Alors que cette contrainte nécessite un investissement croissant dans l'éducation, nous verrons que l'accès à ce savoir n'est pas aisé pour tous. Enfin, la concurrence internationale, qui est déjà une réalité, viendra s'intensifier dans le futur.

### Les difficultés dès aujourd'hui

#### *L'économie de la connaissance*

La connaissance a été au cœur de la croissance économique et de la montée progressive des niveaux de bien-être social depuis des temps immémoriaux. La capacité d'inventer et d'innover, c'est de créer de nouvelles connaissances et de nouvelles idées qui sont ensuite incorporées dans les produits, les procédés et les organismes et a toujours servi de combustible au développement.

Or cet accroissement permanent, et à ce jour exponentiel, des connaissances ne peut se perpétuer qu'à condition qu'il soit compris, restitué et par la suite étendu par une catégorie particulière de la population : la jeunesse.

Le terme d'économie de la connaissance, en opposition aux économies antérieures est caractérisé par les défis suivants, que nos futures générations devront apprendre à gérer :

- ▶ L'accélération de la production des connaissances. La vitesse à laquelle la connaissance est créée et accumulée s'est accélérée de manière vertigineuse. Cette tendance a reflété, entre autre, une intensification du rythme des progrès scientifiques et technologiques. Cela donne lieu à de nombreux nouveaux défis, tels que l'accès à la connaissance au niveau social, mais aussi international.
- ▶ Le développement inégalitaire de la connaissance entre secteurs (technologies de l'information, transport, médecine, pharmacologie, ... versus enseignement, ingénierie civile, diplomatie, ...).
- ▶ Le dilemme entre la protection des droits de propriétés intellectuels (brevets universitaires dans les biotechnologies, préservation des copyrights contre la reproduction et la distribution électronique de l'information) et le domaine public de la connaissance. Il est né de cette opposition un paradoxe, tel que

les conditions technologiques (codification et à faible coût de transmission) permettent aux individus de bénéficier instantanément et sans difficulté d'accès à de nouvelles connaissances, mais une prolifération de droits de propriété intellectuelle inhibe l'accès à ces informations dans des domaines où de nouvelles connaissances étaient restées en grande partie dans le domaine public (recherche fondamentale en général, les sciences de la vie, l'industrie du logiciel).

- ▶ Un problème de confiance. Le développement des relations virtuelles a fait de la confiance une nouvelle question de pointe. Dans cette nouvelle économie, c'est l'ensemble des mécanismes qui entourent les transactions interpersonnelles et inter-organisationnelles qui est en jeu.
- ▶ Une société privée de mémoire. Aujourd'hui, les jeunes générations pourraient ne jamais vivre les émotions suscitées à redécouvrir de vieux jouets ou des livres dans le grenier. Par exemple, la PlayStation, dont les versions précédentes sont déjà impossibles à utiliser avec les nouvelles technologies. Nos sociétés sont confrontées à une situation presque paradoxale dans laquelle nous n'avons jamais eu de telles puissances de stockage et de technologies de mémorisation à notre disposition, mais la mémoire elle-même semble être en danger, car la manière dont elle est stockée est basée sur des procédés complexes qui évoluent sans cesse.
- ▶ La fragmentation des connaissances. Ceci est une tendance naturelle de l'expansion de la connaissance : à mesure que celle-ci s'accumule, elle devient trop complexe que pour que les individus puissent la gérer dans son entièreté. Au contraire, les individus tendent à se spécialiser. Ceci rend plus complexe la formation d'une vision large et intégrée, ce qui peut avoir des conséquences désastreuses.

Au-delà des défis décrits ici, il est souhaitable que notre économie de la connaissance passe au statut de société de la connaissance, ce qui passe par un accès étendu à cette dernière. Pour qu'une société puisse bénéficier de ces connaissances, elle devra impérativement offrir une formation pointue et de qualité au plus grand nombre. Nous allons voir dans les prochaines sections que cet objectif est difficile à atteindre, tant dans le processus éducatif que sur le marché du travail.

### ***Accès aux études supérieures***

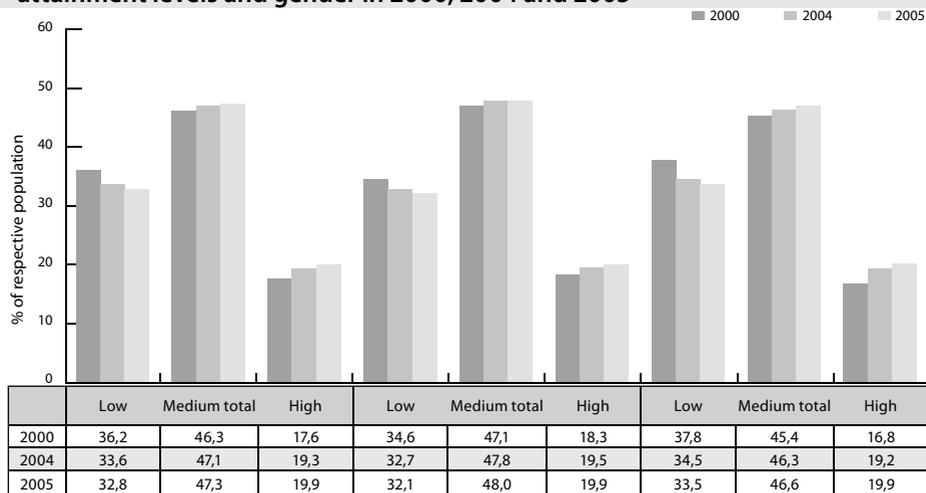
Le milieu social influence la participation aux études supérieures. D'après une étude de Marcel Crochet, ancien recteur de l'UCL, les études supérieures sont de plus en plus réservées à l'«élite» socio-économique. Quelques statistiques analysant la provenance sociale et géographique des étudiants universitaires en attestent. Au niveau macro, on observe des fortes différences par province :

	<b>Brabant Wallon</b>	<b>Hainaut</b>
<b>Population par province / population en Wallonie</b>	8,6%	33%
<b>Étudiants par province / population universitaire en Wallonie</b>	14%	21%

Au niveau micro, parmi les enfants dont les parents n'ont pas terminé l'enseignement primaire (13% de la population), seuls 5 % font des études universitaires. Par contre, parmi les enfants dont les parents possèdent un diplôme universitaire (14% de la population), 41,5% font des études.

La tendance est néanmoins encourageante au niveau européen. On constate en effet que la distribution des qualifications a connu une évolution positive assez importante en seulement 5 ans.

**Chart 12: Share (as %) of the working age population (15-64) by educational attainment levels and gender in 2000, 2004 and 2005**



Source: Eurostat, LFS spring results.

Source: Employment in Europe report 2006

## Perspectives d'emploi

### Vues par l'étudiant

Comment le passage des bancs de l'école à la vie professionnelle est-il envisagé ? Manpower Professional, une division du groupe Manpower en charge du recrutement et du développement de carrière, a mené une enquête pour comprendre comment les jeunes font face à leur premier emploi.

Plus de 3.000 étudiants bruxellois, flamands et wallons, futurs détenteurs d'un baccalauréat ou d'un master dans différentes spécialisations, ont participé à cette enquête quantitative nationale, en complétant un questionnaire pendant les cours entre novembre 2007 et janvier 2008. Voici les principales conclusions de l'enquête. Le jeune diplômé moyen est motivé à trouver un emploi, chose qu'il ne trouve pas aisée. Il sait qu'il doit être flexible mais ne cherche pas nécessairement l'emploi le plus rémunérateur. Les incertitudes liées au premier emploi sont liées au type d'études, et touchent principalement les étudiants en sciences humaines.

**Pas de cliché «Tanguy»...**

70% des étudiants veulent travailler le plus vite possible une fois leurs études terminées et la grande majorité entend dès maintenant s'y préparer. Encore que... 54% préféreraient poursuivre leurs études encore un an ou deux.

***Un manque d'information pour la transition des études au premier emploi***

- ▶ 54% des futurs diplômés ont peur de faire le mauvais choix.
- ▶ 63% voudraient davantage de contacts avec les entreprises et d'information de leur part.
- ▶ 74% sont intéressés par un suivi et des conseils sur le planning et le développement de leur carrière.

***Qui ne porte pas trop à conséquence (en moyenne)***

- ▶ 78% des starters se disent satisfaits par leur première expérience professionnelle
- ▶ 71% ont trouvé leur premier emploi endéans les trois mois

### **Critères d'emploi désirables**

1. culture et le climat d'entreprise agréable
2. possibilités de carrière offertes à long terme
3. contenu et les responsabilités de la fonction
4. le salaire et les avantages extra-légaux. (58% des jeunes interrogés)

### **Préférences dans la recherche du premier emploi**

- ▶ Les préférences entre grande ou petite entreprise et entreprise nationale ou internationale ne sont, sauf exception, pas extrêmement marquées.
- ▶ Par contre, le secteur public semble moins attirer les jeunes diplômés que le secteur privé.

### **La maîtrise des langues**

- ▶ La seconde langue nationale
  - 86% des jeunes diplômés sont conscients de l'importance de la maîtrise de la seconde langue nationale dans leur vie professionnelle.
  - Seuls 52% pensent que leur bagage correspond aux attentes des entreprises (60% parmi les néerlandophones, 40% parmi les francophones)
- ▶ L'anglais
  - 96% des étudiants interrogés jugent la connaissance de l'anglais indispensable pour leur travail futur
  - 83% s'estiment suffisamment préparés (90% des néerlandophones contre 72% des francophones).

### **Le point de vue des employeurs**

Dans quels domaines observe-t-on des pénuries de travailleurs en Belgique ? Une enquête de ManPower menée en janvier 2008 et portant sur 42.500 employeurs de 32 pays et régions, dont 776 en Belgique, brise certains clichés.

En effet, tout d'abord, la pénurie de travailleurs est un phénomène important : 26% des employeurs belges interrogés ont du mal à combler leurs postes vacants (contre 31% à l'échelle mondiale).

Ensuite, la demande de travailleurs n'est pas nécessairement focalisée sur les universitaires : les ouvriers qualifiés sont les plus difficiles à trouver, suivis des chauffeurs de poids lourds et caristes et des ouvriers non qualifiés ! Le tableau suivant reprend le top 10 des fonctions les plus recherchées, dominé par les profils techniques.

Fonctions les plus recherchées en Belgique - 2008	Fonctions les plus recherchées en Belgique - 2007
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ouvriers qualifiés (soudeurs, électriciens, maçons, ...)</li> <li>2. Chauffeurs (poids lourds / caristes)</li> <li>3. Ouvriers non qualifiés</li> <li>4. Mécaniciens</li> <li>5. Techniciens (maintenance, ...)</li> <li>6. Médecins &amp; personnel (para)médical non soignant (kinésithérapeutes, laborantins, ...)</li> <li>7. Opérateurs de machine</li> <li>8. Personnel horeca</li> <li>9. Secrétaires / assistantes de direction / personnel administratif et de support</li> <li>10. Comptables et profils financiers</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ouvriers qualifiés (soudeurs, électriciens, maçons)</li> <li>2. Techniciens (maintenance, ...)</li> <li>3. Chauffeurs (poids lourds / caristes)</li> <li>4. Commerciaux</li> <li>5. Ouvriers non qualifiés</li> <li>6. Personnel horeca</li> <li>7. Comptables et profils financiers</li> <li>8. Ingénieurs</li> <li>9. (Aides)-cuisiniers</li> <li>10. Secrétaires / assistantes de direction / personnel administratif et de support</li> </ol>
Nombre de répondants : 776 Marge d'erreur : +/- 3,5%	Nombre de répondants : 778 Marge d'erreur : +/- 3,6%

## Et pourtant, il y a du chômage

### *Au niveau européen*

En Europe, les jeunes font face à des conditions difficiles sur le marché du travail comparativement à leurs aînés.

- ▶ **Le taux d'emploi des jeunes** est nettement inférieur à celui de la population active prise dans son ensemble (36.3% pour les 15-24 ans en 2005, contre 63,6% pour les 15-64 ans).<sup>17</sup> Cela s'explique notamment par le fait que cette tranche d'âge est encore potentiellement aux études. Une autre explication est liée aux difficultés qu'ils rencontrent à trouver un emploi, d'où l'intérêt de la mesure suivante.
- ▶ **Le taux de chômage des jeunes** représente plus du double de celui du reste de la population (9% contre 18.7%), avec de pics dans certaines régions atteignant des valeurs de 60%. Il convient cependant d'interpréter ces chiffres avec prudence. En effet, le taux de chômage des jeunes est le rapport entre le nombre de jeunes au chômage et la population active de cette même catégorie d'âge.

<sup>17</sup> Le taux d'emploi des jeunes est calculé en rapportant le nombre d'individus de 15 à 24 ans ayant un emploi au nombre total d'individus de cette classe d'âge.

Or cette population active est de taille très réduite dans la mesure où elle ne prend pas en compte les jeunes scolarisés, considérés comme inactifs. Une société contenant une large proportion de jeunes universitaires aura donc potentiellement une statistique de chômage des jeunes défavorable, alors qu'à moyen terme, cette société disposera d'une force de travail hautement qualifiée de grande taille. Une mesure plus pertinente consistera à prendre le ratio entre le nombre de jeunes au chômage et la taille de la population jeune totale.

Illustration : au Royaume-Uni, en 2004, le taux de chômage des jeunes s'élevait à 12,1% contre 22,0% en France (source : Eurostat). Cependant, avec la seconde mesure proposée, c'est-à-dire la proportion de jeunes au chômage, les deux pays sont alors assez proches : 7,6% au Royaume-Uni, 8,1% en France.

- Les jeunes travailleurs disposent plus souvent de contrats temporaires (39% contre 14%).
- Les situations d'emploi irrégulier touchent davantage les jeunes également.

### **En Belgique**

#### ***L'importance des qualifications***

Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans qui n'ont pas obtenu le diplôme du secondaire supérieur atteint 30 %, ce qui est le double de la moyenne des pays de l'OCDE en 2004. A contrario, les diplômés de l'enseignement universitaires sont peu touchés par le chômage (7%).

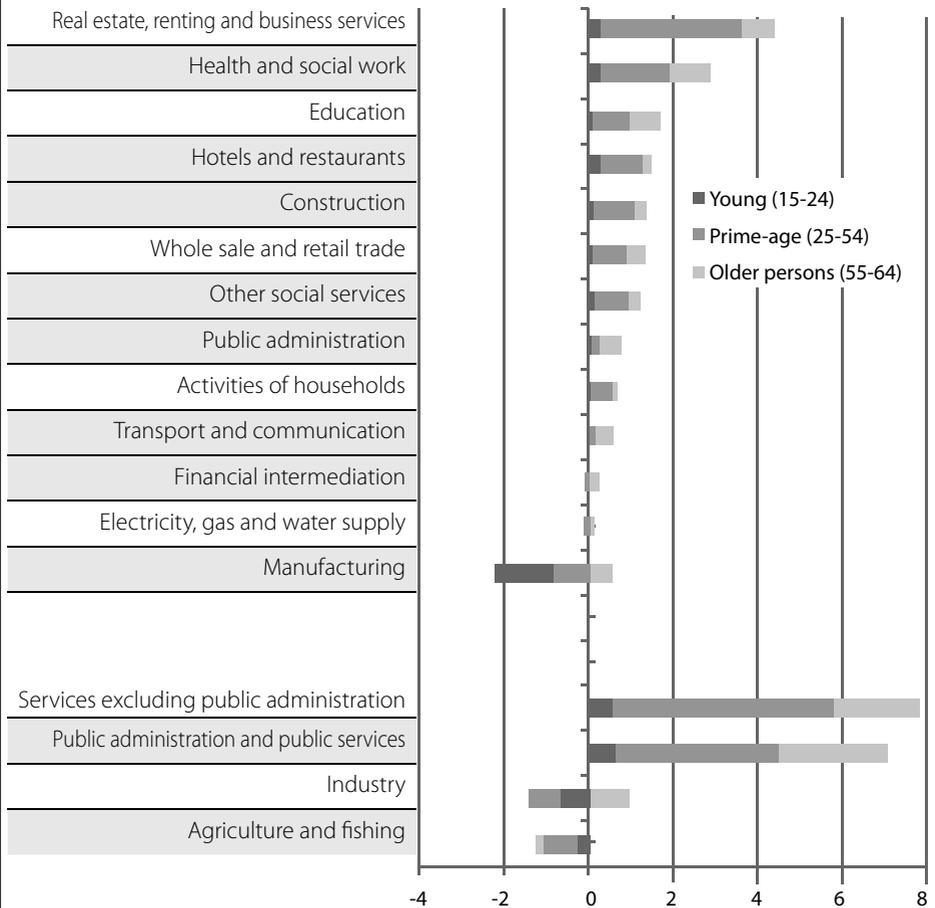
	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
<b>Primaire</b>	38,1%	34,7%	43,5%
<b>Secondaire inférieure</b>	22,8%	18,4%	29,0%
<b>Secondaire supérieur</b>	15,8%	12,0%	20,7%
<b>Supérieur</b>	6,1%	5,0%	7,1%
<b>Total</b>	16,8%	14,5%	19,6%

Ventilation du taux de chômage wallon par niveau d'études - Janvier 2008

Source : Onem - Calculs : IWEPS

On peut voir également sur le graphique suivant que les secteurs d'activité qui ont connu des réductions d'emploi sont des secteurs à main d'œuvre relativement moins qualifiée, et que c'est parmi ces secteurs que la proportion de jeunes y est la plus importante.

**Chart 10: employment change EU25 from 2000 to 2005  
(in million jobs)**



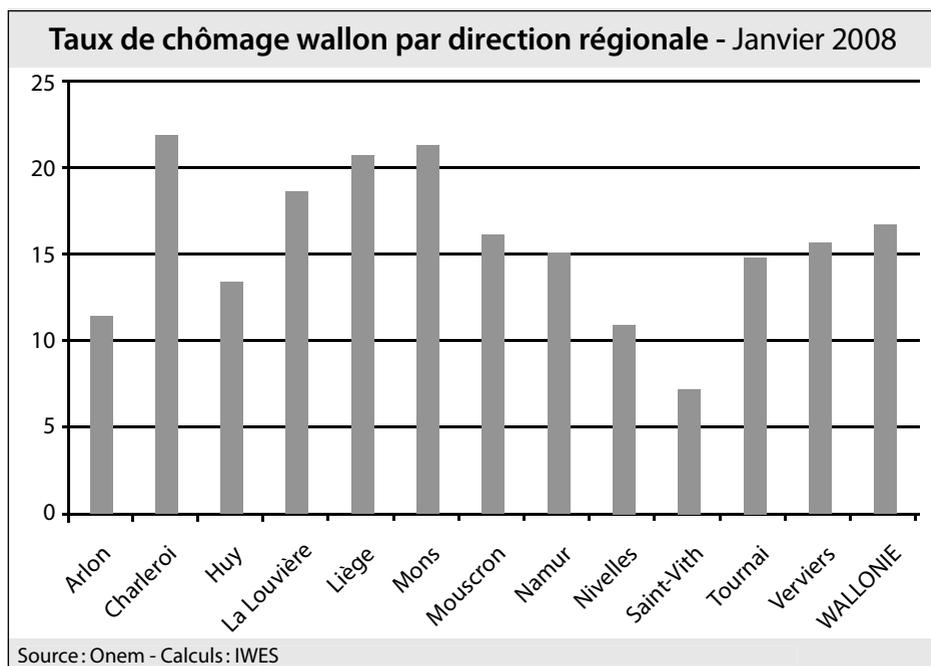
Source: Eurostat

### ***Difficultés d'insertion***

Les difficultés d'insertion sont particulièrement marquées pour les non Belges. En 2002, le taux de chômage des jeunes de 15-24 ans qui n'ont pas la nationalité d'un pays de l'Union européenne atteint 46 %, celui des jeunes d'un pays de l'Union européenne, 33 % et celui des jeunes belges, 16%. Il convient néanmoins d'être prudent sur cette dernière statistique, puisqu'elle ne tient pas compte d'un ensemble de facteurs, à commencer par le niveau d'éducation. Un autre facteur à ne pas négliger est la situation géographique.

## Hétérogénéité régionale

Le chômage en Région wallonne est distribué de manière très inégale entre directions régionales. Le taux de chômage sur toute la population est présenté sur le graphique suivant.



Lorsque l'on s'intéresse au chômage des jeunes, avec une approche orientée sur les communes, on observe le même type d'hétérogénéité. Plus précisément, les provinces du Hainaut et de Liège présentent les taux moyens les plus élevés, ainsi que la plus forte hétérogénéité intra province (entre communes). La province de Namur présente des niveaux en moyenne plus bas et moins variables, alors que le Brabant wallon et la province du Luxembourg présentent le chômage des jeunes le plus bas et le plus homogène.

## Tentatives d'explication du chômage des jeunes

### *Inadéquation de l'offre et de la demande («skill mismatch»)*

Des emplois sont offerts dans certains secteurs/types d'emploi et ne trouvent pas de travailleurs, alors que certains demandeurs de travail disposent de qualifications qui ne correspondent pas aux besoins des employeurs. Ce constat mène à deux propositions. La mobilité des travailleurs entre divers segments de compétences devrait être améliorée par des formations et des plans de redéploiement des compétences. Aussi, une politique visant à promouvoir l'emploi devrait viser prioritairement les personnes moins qualifiées, en les dirigeant vers les compétences les plus recherchées. Ce phénomène de mismatch a

des conséquences néfastes sur toute l'économie via une mauvaise allocation des ressources éducatives, un «manque à gagner» en termes de production, mais aussi une charge plus importante sur la sécurité sociale. Il convient donc que les pouvoirs publics analysent, en collaboration avec la sphère privée, dans quels domaines les pénuries sont les plus criantes et favorisent la valorisation de ces compétences. Il convient également de redorer le blason de l'enseignement professionnel.



### «L'effet d'échelle»

On a vu que le chômage touche principalement les jeunes les moins qualifiés. Cela peut s'expliquer par un phénomène appelé «l'effet d'échelle». Supposons que la demande de travail qualifié (ou globale) est insuffisante. Dans un tel contexte, l'accroissement de la concurrence entre les demandeurs d'emploi qualifiés peut en mener certains à postuler pour des emplois qui ne nécessitent pas leur niveau de compétences. Le résultat est une concurrence verticale sur le marché du travail, appelée aussi «échelle d'effet», dans lesquelles les travailleurs dans chaque segment de compétences entrent en concurrence avec des demandeurs d'emploi situés à des échelons de l'échelle inférieurs. Cette pression se répercute sur tous les échelons, jusqu'à ce que l'on atteigne l'échelon le plus bas, où les travailleurs n'ont plus la possibilité de descendre et se retrouvent donc au chômage. Une telle vision appelle à des politiques non sélectives qui à hausser l'emploi à tous les niveaux de l'échelle afin de permettre à chaque travailleur de se trouver un emploi qui répond à son niveau de compétence.

### Localisation

Les pénuries d'emploi pourraient s'exprimer dans les zones où le chômage est le plus faible, tandis que les zones à fort chômage sont peu dynamiques et offrent peu d'opportunités d'emploi. Il faudrait dans ce cas favoriser la mobilité des chômeurs des zones à fort chômage afin qu'ils se rendent dans les zones offeuses de travail.

### ***Inactivité, incitants à travailler***

A l'heure actuelle, un débat se pose quant à la générosité de notre système d'allocation de chômage, et en particulier de sa durée dans le temps. Ce qui nous intéresse en particulier ici, c'est de savoir si l'allocation d'attente constitue un piège pour les jeunes. Un jeune peut s'inscrire comme demandeur d'emploi à partir de la fin de l'obligation scolaire à temps plein (18 ans). Il lui suffit d'avoir terminé – et pas nécessairement réussi – des études de l'enseignement secondaire supérieur ou inférieur ou un apprentissage. Il recevra après 233 jours d'attente

- ▶ 346 euros par mois s'il habite toujours chez ses parents,
- ▶ 398 euros s'il habite seul pendant 2 ans, mais 645 euros à partir de 21 ans,
- ▶ 889 euros s'il a charge de famille dès 18 ans.

Peut-on considérer l'allocation d'attente comme un contre incitant à travailler ? Oui, du fait qu'elle est obtenue automatiquement après une période d'attente. De plus, ce n'est qu'après six mois au cours desquels il a reçu l'allocation que le jeune est convoqué par l'ONEM dans le cadre de la procédure d'activation du comportement de recherche d'emploi. Qu'en est-il de la générosité de cette allocation, en particulier en comparaison avec le salaire minimum.

Pour un cohabitant, son niveau est beaucoup plus bas que le salaire minimum réduit à 18 ans pour un temps plein (1 012 EUR hors impôt) mais proche d'un salaire pour un travail à temps partiel court (tiers temps). Pour un isolé, son niveau est proche d'un salaire pour un travail à mi-temps.

Le plus grave problème de désincitation à travailler se situe cependant pour un chargé de famille, puisqu'il recevra, en comptant les allocations familiales un montant proche d'un salaire net pour un travail à plein temps !

Plus d'un pourcent de la population reçoit l'allocation d'attente (en 2005, 131 971 personnes). Il s'agit en majorité de femmes (62 %), de jeunes ayant au plus un diplôme du secondaire inférieur (55 %) et de ceux qui résident en Région wallonne (62 %). Elle est reçue pendant plus de deux ans par 53 % des bénéficiaires féminins et par 44 % des bénéficiaires masculins.<sup>18</sup>

### **Perspectives de long terme**

#### ***La concurrence internationale***

Pour l'instant, la concurrence des pays émergents touche principalement les emplois moins qualifiés. A l'avenir, ce ne sera plus le cas. Par exemple, le secteur universitaire en Chine est en plein boom. Un article de la revue Science révèle qu'en 2006, les deux universités qui produisaient le plus de diplômés obtenant des places pour faire un doctorat aux USA sont deux universités chinoises.

<sup>18</sup> Voir le document 2007 de l'OCDE "Des emplois pour les jeunes, Belgique"

La troisième université de ce top est coréenne, alors que Cornell University et Berkeley n'étaient que respectivement 4ème et 5ème, alors que Berkely occupait encore la première place en 2004.

Parmi le top 20 mondial des universités qui envoient leurs diplômés faire des doctorats aux USA, on en compte 7 chinoises, une indienne, une taïwanaise et une coréenne.

Cette nouvelle tendance suscite de nombreuses craintes quant au potentiel de ces économies asiatiques de concurrencer dans un futur très proche la domination occidentale dans le domaine des technologies. Cependant, à l'heure actuelle, la plupart de ces cerveaux chinois formés aux Etats-Unis tentent d'y rester. Aussi, les diplômés présents sur le sol chinois peinent à trouver du travail dans leur pays. Cela s'explique du fait que le vivier d'universitaires formés en Chine est colossal. Au cours de cette décennie, le nombre d'inscrits à l'université a plus que doublé. Cette année, 5.000.000 de personnes ont obtenu un diplôme universitaire en Chine. Malgré tout, ces choix de s'expatrier ou de rester à l'étranger au terme du doctorat pourraient changer à mesure que leurs économies d'origine murissent dans les années à venir.

Bien que l'Europe devra faire face à la concurrence des pays émergents sur tous les niveaux de qualifications, de nombreux types d'emploi sont peu, voire pas exportables. Aussi, la croissance d'une nation ne se fait pas forcément au détriment d'une autre, elles vont même souvent de pair. Il convient dès lors de ne pas être trop alarmistes quant à cette concurrence, et de voir l'avènement de ces nouvelles puissances économiques sous l'angle de partenariats visant à promouvoir la croissance de chacun.

## **Le vieillissement**

Le vieillissement de la population de l'UE est le résultat de quatre tendances démographiques<sup>19</sup>:

- ▶ Le nombre moyen d'enfants par femme (taux de fécondité conjoncturel) est faible : 1,5 pour l'EU-25, 1,65 pour la Belgique. Ceci est bien au-dessous du taux de remplacement de 2,1 nécessaire pour stabiliser la taille de la population en l'absence d'immigration.
- ▶ Le «baby boom» mène aujourd'hui au «papy boom», qui implique le gonflement de la taille de la population âgée de 45 à 65 ans. Le passage progressif des baby-boomers à l'âge de la retraite mènera à une augmentation substantielle de la part des personnes âgées qui doivent être soutenues financièrement par une population réduite en âge de travailler. Ce phénomène est destiné à s'effacer, mais pas avant plusieurs décennies.
- ▶ Après avoir augmenté de 8 ans depuis 1960, l'espérance de vie à la naissance pourrait continuer à s'accroître de 5 années supplémentaires d'ici 2050, voire davantage. La plus grande partie des gains projetés sera acquise aux âges les plus élevés. Ainsi, les Européens atteignant 65 ans en 2050 peuvent compter vivre en moyenne entre quatre et cinq ans de plus que les personnes atteignant 65 ans aujourd'hui. Ceci conduira à une augmentation spectaculaire du nombre de personnes survivant aux âges de 80 et 90 ans, alourdissant davantage la charge sur la sécurité sociale.

<sup>19</sup> Cette partie du document est en majeure partie tirée du document de la Commission Européenne « L'avenir démographique de l'Europe, transformer un défi en opportunité » COM(2006) 571 final.

- ▶ L'immigration. En 2004, l'UE a enregistré 1,8 millions d'immigrés soit un flux plus important qu'aux Etats-Unis relativement à la population totale. D'ici 2050, les projections les plus prudentes évaluent le nombre d'immigrés à 40 millions. Néanmoins, l'immigration peut seulement compenser en partie les 3 effets précédents.

Sur le plan économique, le changement principal concerne la population en âge de travailler (âgée de 15 à 64 ans) qui diminuera de 48 millions d'ici 2050. Le taux de dépendance (le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus relativement à celles âgées de 15 à 64 ans) devrait doubler pour atteindre 51% d'ici 2050, ce qui signifie que l'UE passera de quatre à seulement deux personnes en âge de travailler pour chaque citoyen âgé de 65 et plus. La Belgique se situe au même niveau que la moyenne européenne, avec un taux de dépendance passant de 26% en 2004 à 48% en 2050.

### ***L'impact sur le marché du travail, la protection sociale et les finances publiques***

Bien que la population en âge de travailler commence à se réduire à partir de 2010, le nombre total de travailleurs dans l'EU-25 continuera à augmenter jusque 2017 environ. Cette augmentation est attribuée d'une part à des taux d'emploi féminins plus élevés, et d'autre part à la forte augmentation prévue du taux d'emploi des travailleurs âgés (âgés de 55 à 64 ans). Des taux d'emploi plus élevés ne peuvent cependant offrir qu'un répit provisoire et, par la suite, le changement démographique pèsera de tout son poids.

Et les jeunes dans tout ça ? On ne peut malheureusement considérer comme acquis que la réduction du nombre des jeunes facilitera leur accès sur le marché du travail. En effet, ils feront face à une concurrence accrue des seniors sur le marché du travail. Alors que ce phénomène est déjà une réalité dans certains pays comme le Danemark (60% de taux d'emploi des 55-64 ans), la Suède (70%), ou dans une moindre mesure le Royaume Uni (57%), la Belgique en est encore loin (32%) et a donc une plus forte adaptation à prévoir.

Sur la base des politiques actuelles, le vieillissement conduira à des pressions significatives à la hausse sur les dépenses publiques. Au niveau de l'Europe des 25, on projette une hausse des dépenses publiques liées à l'âge de 3 à 4 points du PIB entre 2004 et 2050, ce qui représenterait une augmentation de 10% des dépenses publiques. Ces pressions à la hausse se feront sentir à partir de 2010 et deviendront particulièrement fortes entre 2020 et 2040. Elles concerneront les retraites, la santé et les services aux personnes âgées.

En l'absence de mesures significatives, les finances publiques globales risquent de devenir insoutenables dans beaucoup de pays, et de ce fait, de compromettre le futur équilibre des systèmes de retraite et de protection sociale en général.

En dépit des mesures prises par la plupart des gouvernements au sein de l'UE (réformes des systèmes publics de retraite, de santé, du marché du travail et de l'éducation, transfert des responsabilités des gouvernements et des entreprises vers les individus quant aux montants épargnés pour la retraite et au choix du moment de leur retraite), les jeunes seront confrontés à des conditions sur le marché du travail plus difficiles que par le passé. D'une part, ils feront face à une concurrence accrue de la part des seniors,

dont attestent les taux d'emploi des travailleurs âgés en hausse rapide depuis 2000. D'autre part, un risque d'alourdissement de la sécurité sociale n'est pas à écarter si les mesures préventives ne seront pas suffisamment suivies. En particulier, le fonds de vieillissement belge, financé notamment par les surplus budgétaires, risque d'être moins bien alimenté que prévu dans cette prochaine décennie que certains économistes annoncent sous le signe de la récession.

### ***Quand même une bonne nouvelle pour les jeunes d'aujourd'hui !***

Dans l'optique du vieillissement, les pays européens se doivent de contrer les très faibles niveaux de natalité enregistrés. Cela signifie qu'ils devront mettre en œuvre des politiques incitatives, ou à tout le moins en faisant disparaître bon nombre de barrières.

Ces politiques sont nécessaires, en témoignent les sondages montrant que dans tous les pays de l'Union, les couples souhaitent avoir un plus grand nombre d'enfants. Heureusement, dans les pays où elles ont déjà été mises en œuvre, ces politiques, notamment familiales, se sont révélées payantes. Les principaux axes qui fondent ces politiques sont basés sur une concertation avec les partenaires sociaux :

- 1) réduire les inégalités d'opportunités entre citoyens avec et sans enfants, de manière notamment à contrer l'augmentation de l'âge des femmes lors d'une première naissance.<sup>20</sup>
- 2) offrir un accès universel aux services d'aide aux parents, notamment pour l'éducation et la garde des jeunes enfants.
- 3) aménager les temps de travail pour offrir aux hommes et aux femmes de meilleures possibilités de formation tout au long de la vie et de conciliation entre vie privée et vie professionnelle.

### ***Et en Belgique ?***

Un article du Vif l'Express de Septembre 2008 décrit l'évolution de l'économie flamande, et souligne quelques différences entre la Wallonie et la Flandre. D'après l'équipe d'économistes du Pr Luc Sels (KUL), la Flandre sera, entre 2010 et 2015, confrontée à une baisse du nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans, puis à une stabilisation entre 2015 et 2020. L'offre de travail devrait diminuer de 47.000 personnes dès 2010. A l'horizon 2020, la Flandre pourrait compter quelque 139.000 personnes en âge de travailler de moins qu'aujourd'hui. Ceci offre quelques possibilités pour les travailleurs wallons, alors que l'immigration économique est également envisagée du côté flamand.

Un autre défi de la Flandre est d'améliorer la participation de ses quinquagénaires. Néanmoins, l'article semble excessivement enthousiaste sur la capacité de la Région wallonne à répondre à la demande de main d'œuvre flamande, tant à l'horizon 2010 qu'2050. En effet, la distribution de la population par âge à cette période devrait être assez similaire, comme en témoignent ces pyramides des âges relatives.

<sup>20</sup> Le taux d'emploi des femmes de 15-64 ans pour la Belgique est dans le tiers inférieur des pays de l'Union (53%), alors que le taux de fertilité (1,65) est dans le tiers supérieur.

## 2.3 Du jeune chômeur au jeune délinquant

*Par Carla Nagels*

Cette intervention se structure en trois temps.

Premièrement, il me semble important d'analyser comment le politique parle de la jeunesse. En effet, l'analyse du discours politique se réfère plus spécifiquement aux représentations partisans de la réalité sociale, ici de comment les agents politiques se représentent la jeunesse et quelles sont les actions spécifiques qu'ils envisagent pour les jeunes. Par ailleurs, en accord avec P. Bourdieu, le discours politique qui acquiert le plus de légitimité est également capable de se «réaliser» ('dire, c'est faire'), puisqu'il peut compter sur la mobilisation de l'appareil d'Etat et de ses institutions. Il est à l'origine de la mise en œuvre de politiques publiques concrètes.

Dans un deuxième temps, je propose donc de voir en quoi le discours politique sur la jeunesse a eu une incidence sur la réforme de la loi relative à la protection de la jeunesse, c'est-à-dire en quelque sorte, une application concrète du 'dire, c'est faire' mentionné plus haut.

Enfin, en troisième lieu, je tenterai, en m'appuyant sur les quelques sources de connaissances imparfaites que nous avons à notre disposition, de démontrer le décalage important qui existe entre ce que l'on dit des jeunes, ici plus particulièrement des jeunes délinquants, et ce qu'ils sont.

### ***a. Les représentations sociales de la jeunesse dans le discours parlementaire : du jeune chômeur précaire au jeune délinquant violent***

Dans le cadre de ma thèse de doctorat<sup>21</sup>, j'ai été amenée à analyser le discours de la Chambre des représentants de Belgique entre 1981 et 1999. Ma thèse portait plus spécifiquement sur le discours en matière de violence et de jeunesse. J'ai donc analysé le discours des députés belges autour de ces deux objets en m'intéressant plus globalement aux thématiques de l'emploi, de l'éducation, de l'immigration, de la violence, de la délinquance et sa prise en charge. Notons aussi que je débute mon analyse début des années 80 dans un contexte politique belge très particulier. De 1981 à 1988, une coalition sociale-chrétienne libérale y est au pouvoir. Dès son entrée en fonction, celle-ci opte pour une politique socio-économique radicalement différente d'orientation «néo-libérale» et rompt ainsi avec la politique économique keynésienne en vigueur depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les partis de gauche exerceront dès lors leur pouvoir d'opposition de manière virulente. Ceci étant dit, mentionnons encore que l'analyse portait sur quelques 10.000 pages extraites de ce discours.

Il ressort de l'analyse deux structurations différentes des débats parlementaires : dans les années 80, les députés considèrent que c'est le système social dans son ensemble qui explique le désarroi de la jeunesse. Dans les années 90 par contre, les jeunes sont vus comme des individus porteurs de droits et de devoirs soumis à des risques sociaux. La manière dont les problèmes des jeunes sont analysés est dès lors substantiellement différente.

<sup>21</sup> Entretiens, elle a été publiée : C. Nagels, *Jeunes et violence. Une rencontre programmée par la crise de solidarité*, Bruxelles, Bruylant, 2005.



Dans les années 80, la problématique du chômage des jeunes irrigue l'ensemble des discussions parlementaires autour de la jeunesse. Le chômage des jeunes hante les esprits car, pour les députés, les jeunes incarnent l'avenir de la société. C'est le problème social fondamental sur lequel il faut agir car, si rien n'est fait pour juguler ce fléau, on va créer à terme une jeunesse «no future» qui se réfugiera dans la marginalisation et la délinquance. Tous les députés estiment qu'un peuple conscient de son avenir doit investir dans sa jeunesse, lui assurer une éducation de qualité et mettre en œuvre des politiques sociales actives à son égard. Malgré ce consensus sur la finalité à poursuivre, des conceptions différenciées s'expriment évidemment en fonction de l'appartenance politique. Ainsi, pour la majorité parlementaire, essentiellement pour les sociaux-chrétiens, il faut renforcer la formation des jeunes pour les rendre plus compétitifs sur le marché du travail. Pour l'opposition de gauche par contre, accentuer la formation ne crée pas d'emplois. Tout au plus, ces jeunes seront-ils des chômeurs mieux formés si rien n'est fait pour résoudre le manque structurel de travail.

Quant au Gouvernement, les partis de gauche considèrent qu'il mène une véritable politique de pénalisation envers la jeunesse, politique qui ne fait que renforcer la tendance à sa marginalisation. Il ne semble plus, en effet, être le garant de l'intérêt général ; il n'administre plus l'organisation du marché du travail, mais soutient clairement les thèses du patronat et se soucie avant tout de l'état de ses finances publiques. De surcroît, les différentes mesures gouvernementales touchent essentiellement les jeunes issus des milieux défavorisés, ce qui va à l'encontre d'une démocratisation accrue de la société. Les socialistes et les communistes soulignent que, pour être intégré à la société, un jeune devra désormais être issu d'un milieu favorisé. Les écologistes, pour leur part, s'indignent de différentes initiatives qui vont à l'encontre du mouvement d'émancipation de la jeunesse. Mais, pour ces partis, une autre lecture est possible. Si le Gouvernement continue à pénaliser la jeunesse de la sorte, elle risque de se révolter. Bref, «qui sème la misère, récolte la colère» et «qui sème la misère, récolte la galère» semblent coexister dans le discours des députés, même si le second adage domine majoritairement les débats.

Deux éléments me paraissent importants à relever. Premièrement, les problèmes sociaux – ici l’avenir de la jeunesse vue majoritairement sous l’angle du chômage – se lisent essentiellement à travers une grille de lecture macro-sociologique déduisant du chômage des jeunes leur probable marginalisation. Si les jeunes délinquent c’est parce qu’ils sont pénalisés par le système social. Seuls les libéraux ont une lecture plus axée sur l’individu, lecture qui deviendra prédominante dans les années 90. Mais deuxièmement, et de manière concomitante, la jeunesse semble être perçue comme un groupe social à part entière, indépendamment de son appartenance de classe. C’est de la «jeunesse» dont les députés parlent, non pas de la jeunesse «laborieuse». Tout au plus, son appartenance aux couches défavorisées est-elle soulignée, par opposition aux couches favorisées. Pour la majorité des députés, les jeunes constituent un groupe social dont il faut promouvoir l’émancipation et qu’il s’agit d’intégrer par la mise en œuvre de politiques sociales actives, sous peine de les voir se marginaliser. En effet, la jeunesse semble révéler, dans le discours des députés, les premiers signes de la dérégulation sociale liée à la crise économique et aux problèmes de l’emploi, à savoir la marginalisation et l’augmentation de la consommation de drogues, du taux de suicide et de la délinquance. Ces deux éléments, c’est-à-dire sa désignation comme groupe social particulier ainsi que l’anticipation des conséquences de la dérégulation sociale sur ce groupe, inaugurent dans le discours des députés une autre manière de catégoriser la réalité sociale. La jeunesse est en quelque sorte ce premier groupe-cible, le laboratoire des nouvelles politiques sociales, celui sur lequel on expérimente une autre manière d’agir sur le réel.

En ce qui concerne le discours sur la jeunesse, les années 90 se caractérisent par un renversement de priorités. Ce n’est plus le chômage des jeunes qui préoccupe les députés, mais bien la délinquance des jeunes. La délinquance des jeunes structure maintenant l’essentiel du débat sur la jeunesse auquel les libéraux et l’extrême-droite participent dorénavant beaucoup. Ces partis étaient en effet peu présents dans ces discussions pendant les années 80, sauf à pointer la délinquance des jeunes, notamment immigrés. Maintenant qu’ils interviennent davantage, c’est toujours dans les mêmes termes, parlant d’une jeunesse délinquante, immigrée, mal intégrée ou non intégrable. Et il faut constater que ce discours semble maintenant très largement partagé. La lecture sociologique de cette thématique a majoritairement disparu pour lui préférer une lecture plus individualisante<sup>22</sup>. On voit en quelque sorte se concrétiser le discours à orientation sociologique qui caractérisait la première période (le chômage crée la marginalisation) et qui était essentiellement porté par l’opposition de gauche. Le chômage, la dualisation de la société et la précarité qui en découle, sont une réalité que personne ne conteste, et sûrement pas ceux à l’origine du diagnostic, les socialistes et les écologistes. Que la précarité engendre la marginalisation et la délinquance est un fait tout aussi accepté. Mais si dans les années 80, les jeunes étaient pénalisés par le système social, ils sont aujourd’hui considérés comme responsables de leurs actes, en ce compris par les socialistes et les écologistes.

---

<sup>21</sup> Notons, en accord avec St. Beaud et M. Pialoux, que « les analyses sociologiques des comportements déviants de la jeunesse populaire, sont présentées [aujourd’hui] - et ridiculisées – comme autant d’excuses sociologiques » (*Violences urbaines, violences sociales*, Paris, Fayard, 2003, p. 404), alors qu’il y a à peine 20 ans, elles étaient reconnues comme pertinentes par le monde politique, comme on l’a vu, mais plus généralement bénéficiaient d’une légitimité dans l’espace social.

Le champ politique dans son ensemble, écologistes exceptés, semble estimer qu'il n'y a plus d'alternative à l'économie de marché et que l'État est là essentiellement pour inciter, voire contraindre, les individus à s'y insérer. Par contre, il accepte aussi majoritairement que cette politique crée exclusion, précarité et marginalisation, «risques sociaux» à gérer, voire si possible prévenir. La société est ainsi constituée d'un ensemble d'individus qui se définissent de manière multiple et variable – flexibilité oblige – et qui sont modulables selon le risque ou l'intérêt qu'ils représentent et les mesures qui les ciblent. Notons que si cette logique de gestion prévisionnelle des risques prend appui sur l'individu, elle en vide néanmoins la substance. Comme le souligne R. Castel, «*les nouvelles politiques préventives économisent ce rapport d'immédiateté, parce que ce dont elles traitent, ce ne sont pas des individus mais des facteurs, des corrélations statistiques. Elles déconstruisent ainsi le sujet concret de l'intervention pour le recomposer à partir d'une configuration d'éléments hétérogènes. ( . . . ) Le vis-à-vis de l'intervention, avant d'être une personne, est une cible abstraite : une population à risques*»<sup>23</sup>.

Que ce soit en matière de chômage des jeunes ou de délinquance, un ensemble de politiques publiques se déploient vis-à-vis de groupes cibles particuliers qui s'affinent sans cesse. En effet, puisqu'il faut gérer des individus, les inciter, voire les contraindre à s'adapter au mieux au changement de la société, on peut maintenir sans fin une logique de calcul et de prévention des risques dans le cadre d'interventions étatiques qui ciblent leurs actions, en évaluent la pertinence, les réajustent en permanence en fonction de critères d'efficacité qui leur sont propres. Chaque catégorisation en appelle ainsi une autre, plus ciblée, plus affinée.

Il n'existe donc plus une catégorie sociale «jeunesse» mais un ensemble de groupes cible n'ayant d'existence que par la définition qu'en donnent les politiques publiques. Cet ensemble d'individus se subdivise en de multiples catégories et ce, d'autant plus qu'ils nécessitent une intervention de l'État, c'est-à-dire qu'ils sont jugés à risque. Par les différents dispositifs de formation et d'insertion professionnelle mis en place en faveur des jeunes tout au long des années 80, le champ politique a contribué à l'éclatement du groupe social «jeunesse» en une multitude de groupes-cibles qui ne se limitent plus à la problématique du chômage mais irriguent l'ensemble des politiques publiques s'adressant à la jeunesse (école, délinquance, loisir, intégration, . . .). Or, la superposition des différentes cibles, de plus en plus spécifiques, ainsi que des discours qui les accompagnent, conduit à isoler «le jeune», «l'immigré», «le mal intégré», «le déscolarisé», «le sans-emploi», «le délinquant» et aboutit *in fine* à la construction d'une classe dangereuse<sup>24</sup>. La dimension structurelle des problèmes sociaux fait totalement défaut dans cette lecture de la réalité sociale. On passe, comme le souligne M. Gauchet<sup>25</sup>, d'une culture du conflit à un régime d'individualisation des problèmes. Dans ces conditions, toute perturbation de l'ordre social ne peut s'interpréter qu'en termes de délinquance ou de risque de délinquance, avec un recours à des interventions ciblées. La manière dont les députés interprètent le phénomène d'émeutes urbaines est à ce sujet éclairant. La jeunesse ne s'envisageait plus comme un groupe social particulier mais bien comme un ensemble d'individus, si révolte il y a, telles

<sup>23</sup> R. Castel, *La gestion des risques*, Paris, Minit, 1981, pp. 146 et 151.

<sup>24</sup> L. Chevalier, *Classe laborieuse, classe dangereuse*, Paris, Librairie académique Perrin, 2002.

<sup>25</sup> M. Gauchet, « La société d'insécurité. Les effets sociaux de l'individualisme de masse », in Donzelot, J. (dir.), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Paris, Esprit, 1991, pp. 169-187, p. 171.

les émeutes urbaines qui ont jalonné les années 90 (91, 95, 97), elle ne peut s'envisager qu'en termes de délinquance ou, tout au plus, comme l'expression d'une classe dangereuse, c'est-à-dire comme un ensemble d'individus ne sachant pas contre qui ils se battent ni pourquoi.

Dans ces conditions, comment le politique s'est-il positionné par rapport à la réforme conséquente de la loi de 1965 relative à la protection de la jeunesse qui s'est concrétisée en mai 2006? Autrement dit, quel type de réaction sociale le monde politique estime-t-il devoir promouvoir quand un jeune commet un délit ?

### ***b. Le dilemme politique de la réforme «Onkelinx» : protéger les jeunes ou protéger la société ?***

Au vu du nombre de propositions de loi alternatives (5) et du nombre d'amendements (+/-170), on aurait pu s'attendre à des débats d'idées relativement houleux au sein du Parlement autour du modèle à proposer pour faire face à la délinquance des mineurs. En effet, l'originalité du projet Onkelinx est de garder une assise protectionnelle. Et c'est bien cet élément qui a récolté les plus vives critiques, essentiellement du côté néerlandophone. Or, le débat autour du bien-fondé de ce modèle n'a tout simplement pas lieu dans l'enceinte parlementaire. Le débat «sanction *versus* protection» peut être réduit à un débat manichéen entre deux pôles : «votre projet ne sanctionne pas» *versus* «mais bien sûr qu'il permet de sanctionner». L'argumentaire développé par les parlementaires se construit en plusieurs étapes.

Première étape du raisonnement, tous partent du principe qu'il faut réformer la loi de 1965. La société ayant évolué depuis 40 ans, il est évident pour tous que la loi protectionnelle a besoin d'un sérieux *lifting*, voire pour certains d'une refonte fondamentale, pour la mettre au goût du jour. Mais tous s'accordent également sur un autre point, qui constitue la deuxième étape du raisonnement. La délinquance des mineurs d'âge a également évolué. Non seulement, elle augmente, mais elle est devenue plus jeune, plus «dure» et est généralement commise en bandes. Comme le résume bien un député, Cl. Marinower (VLD) : «C'est ainsi que l'âge moyen des jeunes à problèmes baisse tandis que la gravité et la complexité de ces problèmes s'accroissent. Les agressions et autres délits accompagnés de violences sont en augmentation constante et les bandes de jeunes étaient un phénomène pratiquement inexistant en 1965»<sup>26</sup>. Outre le fait que ces assertions ne reposent sur aucun indicateur scientifique, j'y reviendrai, le consensus qu'elles provoquent a tendance à étrangement cadenasser le débat : la situation nécessite d'agir.

Acceptant le postulat que la délinquance des mineurs a évolué et s'est durcie, la troisième étape du raisonnement se résume à la réponse à apporter à cette «nouvelle» délinquance. Pour les parlementaires, la loi de 1965 relative à la protection de la jeunesse ne paraît plus adéquate pour répondre à ces «nouvelles réalités» car, selon un sénateur, «si l'ordre public est gravement perturbé, fût-ce par des mineurs, les mesures éducatives ne sont plus une réaction appropriée»<sup>27</sup>. Le système éducatif promu par la protection de la jeunesse engendre un sentiment d'impunité parce qu'il ne permet pas de réagir adéquatement à la morphologie changeante de la délinquance juvénile. Comme le souligne un sénateur, «En théorie, il

<sup>26</sup> Rapport, Commission de la Justice, doc. 51-1467/012, Chambre, op.cit., p. 28.

<sup>27</sup> H. Vandenberghe (CD&V), Discussion générale, séance plénière du 30 mars 2006 (matin), Sénat, op.cit., p. 13.

peut sembler intéressant de vouloir soustraire les jeunes au droit pénal, mais que ferons-nous si les juges de la jeunesse et les services sociaux ne parviennent pas à faire entendre raison aux jeunes récidivistes ? Je trouve cela injustifiable que le parlement envoie un signal d'impunité. Nous ne pouvons quand même pas tolérer que les jeunes récidivistes se moquent des juges de la jeunesse parce que ceux-ci ne peuvent rien faire contre eux»<sup>28</sup>. Certains d'entre eux iront jusqu'à affirmer que le modèle protectionnel a eu une incidence sur l'aggravation du phénomène de la délinquance juvénile en n'apportant pas de réponses adéquates au phénomène.



Pour certains parlementaires, il s'agit dès lors d'évoluer vers un système sanctionnel car il est important que le juge puisse prononcer des sanctions adaptées à la nature des faits. On s'attendrait donc à ce que les partisans du modèle protectionnel défendent l'idée que celui-ci est plus adéquat pour répondre à la délinquance des mineurs. Force est cependant de constater que le débat autour du bien-fondé de ce modèle n'a tout simplement pas lieu. Si certains députés estiment que les pays les plus répressifs ne peuvent pas pour autant témoigner d'une diminution de la délinquance juvénile et que la répression n'est pas la panacée, les partis de la majorité et le gouvernement ont surtout tendance à souligner que le projet de loi comporte bien des possibilités de sanctionner. La ministre de la Justice L. Onkelinx (PS) soutiendra d'ailleurs que « parmi les mesures prises par le juge de la jeunesse, certaines s'assimilent à de véritables sanctions »<sup>29</sup>. En fait, il ne fait aucun doute pour personne que ce projet abandonne la philosophie protectionnelle *stricto sensu*. Bref, le modèle protectionnel a vécu pour les parlementaires. Aucun d'entre eux ne revendique en tous les cas le fait qu'une réponse éducationnelle à la délinquance des mineurs doit, dans toutes les situations sociales rencontrées, prédominer.

<sup>28</sup> L. Willems (VLD), *ibid.*, pp. 18-19

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 61.

Le débat parlementaire repose donc sur un certain nombre de postulats : la société change, la délinquance juvénile change et s'aggrave et le système protectionnel n'est pas adéquat pour répondre à cette morphologie changeante. C'est pourquoi il faut promouvoir un système sanctionnel qui a le mérite de mettre l'accent sur la responsabilité des jeunes en les punissant. Au risque d'être un peu caricaturale, on peut dire que pour les «gentils délinquants», le champ politique envisage des réponses de type éducatives ou réparatrices, tandis que les «méchants délinquants» doivent, selon lui, être punis sévèrement, c'est-à-dire dessaisis. Le maintien d'un système protectionnel semble devoir se faire à ce prix. Le dessaisissement est envisagé comme la «soupape de sécurité» du système, comme le remarque si bien la ministre elle-même. Mais comme le soulignait déjà C. Van Dijk<sup>30</sup>, envisager une réforme en ces termes, c'est postuler qu'un certain nombre de jeunes ne sont pas adaptés au système protectionnel et non pas que le système protectionnel n'est pas adapté à eux. Cela permet de faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur le phénomène de la délinquance juvénile et de la réaction sociale à lui apporter en faisant endosser aux jeunes eux-mêmes la responsabilité de l'échec du système. De plus, poser les débats en ces termes induit une lecture politique où les clivages traditionnels autour de ces questions entre la «gauche» et la «droite» s'estompent, voire disparaissent. Et il est évident qu'une scène politique où gauche et droite font partie de la même coalition gouvernementale ne fait que renforcer ce constat.

Puisque tout le débat est orienté par l'image que les députés véhiculent autour de la délinquance juvénile, préoccupation majeure du champ politique en matière de jeunesse, et phénomène qui, selon eux, augmente, se rajeunit et se durcit, que sait-on en Belgique du phénomène de délinquance juvénile et de son évolution ?

### **c. La «réalité» du phénomène de délinquance juvénile**

Après avoir consacré les deux premiers points au discours, je vais tenter dans ce troisième point, de m'atteler aux pratiques et plus particulièrement aux pratiques tant du système protectionnel qu'aux pratiques délinquantes des mineurs.

En ce qui concerne la délinquance enregistrée, c'est-à-dire les faits rapportés au système judiciaire, ici à la protection de la jeunesse, force est de constater qu'entre 1987 et 2005, aucune statistique judiciaire n'a été enregistrée de manière systématique. Cette lacune majeure est aujourd'hui comblée puisque l'institut national de criminalistique et de criminologie (INCC) a créé une base de données permettant d'enregistrer de manière uniforme au niveau de tous les parquets jeunesse les faits qui leur sont rapportés.

Charlotte Vanneste<sup>31</sup> a cependant tenté de dresser un portrait de l'évolution de la délinquance juvénile sur du long terme. Il s'agit ici de parler en termes de grosses tendances, non d'analyses fines et détaillées. Analysant le nombre de dossiers entrés dans les différents parquets jeunesse néerlandophones, francophones et bruxellois selon leur catégorisation «mineurs délinquants», «mineurs en danger» entre

<sup>30</sup> C. Van Dijk (2005), «De uithandengeving naar Amerikaans model : adult time for adult crime ? Realiteit, retoriek of symboliek?», *Panopticon*, 2005.1, pp. 19-34.

<sup>31</sup> Ch. Vanneste (2005), « Pour une histoire chiffrée de quarante années de protection de la jeunesse : quelques repères utiles », in J. Christiaens et al., *Protection de la jeunesse. Formes et réformes*, Bruylant, pp. 3-26.

1968<sup>32</sup> et 2004<sup>33</sup>, elle en retire quelques évolutions qui donnent à réfléchir. Premièrement, une catégorie explose sur la période soumise à l'analyse : les mineurs en danger. Quelle que soit la région analysée, le nombre de mineurs en danger signalés au parquet a augmenté entre 1968 et 2004. Si en Flandre cette augmentation est légère passant de +/- 10.000 signalements à +/- 16.000 signalements, elle est drastique en région francophone<sup>34</sup> passant de +/- 3.000 à +/- 16.000 et en région bruxelloise passant de +/- 2000 à +/- 8000. Deuxième enseignement : il existe des disparités importantes entre régions. Première disparité : alors que le nombre de mineurs délinquants diminue en région flamande entre 1967 et 1987 (de +/- 40.000 à +/- 28.000 signalements) pour réaugmenter légèrement en 2004 (+/- 33.000), la tendance est inversée dans les arrondissements francophones où l'on passe de +/- 9.000 signalements à 19.000 signalements entre 1968 et 1987 pour redescendre à +/- 14.000 signalements en 2004. Les chiffres pour Bruxelles suivent la même tendance : +/- 7.000 en 1968, +/- 11.000 en 1987 et 8.500 en 2004. Deuxième disparité : sur toute la période analysée, le nombre de mineurs délinquants signalés aux différents parquets jeunesse des arrondissements flamands est plus important que le nombre de mineurs en danger. Ceci est particulièrement vrai en début de période où les mineurs en danger représentent 1/4 des mineurs délinquants tandis qu'en 2004 il n'y a plus que deux fois plus de mineurs délinquants que de mineurs en danger. Du côté francophone et à Bruxelles, si ce constat est vrai en début de période, il ne l'est plus en fin de période où les mineurs délinquants et les mineurs en danger représentent plus ou moins la même proportion de signalements.

Les données administratives ne corroborent donc pas ce que le sens commun met en avant : le volume global de la délinquance juvénile enregistrée par le système judiciaire n'augmente pas sur les 20 dernières années. Au contraire, il diminue même légèrement. Par contre, le nombre de mineurs en danger augmente substantiellement.

Ces données sommaires ne nous apprennent cependant rien sur l'évolution des différents types de comportements délinquants ni sur l'évolution de l'âge des mineurs. Par ailleurs, elles ne nous renseignent que sur la délinquance enregistrée par le système judiciaire et non sur les faits réellement commis. Or, les données administratives ne sont qu'un pâle reflet de la délinquance réelle. L'image que renvoie les statistiques judiciaires est non seulement partielle, mais également partielle. Sauf à considérer, ce qui est évidemment une position épistémologique défendable, que seuls les actes transmis à la justice sont de la délinquance, les autres pouvant tout au plus être considérés comme des situations problèmes. Les statistiques criminelles ne mesurent pas la criminalité commise puisqu'elles n'ont pas connaissance du

<sup>32</sup> Les données de 1968, 1975, 1981 et 1987 sont issues des données récoltées par l'INS. Toutes imparfaites qu'elles soient (modalités d'enregistrement hétéroclites...), elles donnent cependant des indications sur les tendances.

<sup>33</sup> Pour l'année 2004, Ch. Vanneste s'est basée sur les données récoltées par une recherche de l'INCC.

<sup>34</sup> En ce qui concerne les arrondissements francophones, les données n'étaient disponibles que pour 7 d'entre eux en 2004 (5 arrondissements ne sont pas représentés dans les chiffres). Ch. Vanneste, afin de pouvoir procéder à une analyse comparative dans le temps, a donc travaillé sur ces 7 arrondissements. C'est pourquoi les chiffres des arrondissements francophones et flamands ne sont pas comparables. Cependant, si en 1968 le nombre total des affaires signalées aux parquets flamands avoisinait les quelques 50.000, ils n'étaient que 23.000 en région francophone et 8500 en région bruxelloise. En 1987, région flamande et région francophone avoisinaient chacune les quelques 42.000 dossiers tandis que la région bruxelloise tourne autour des 16.000 dossiers.

«chiffre noir», c'est-à-dire des faits commis mais non connus par les acteurs judiciaires. D'autres types de récoltes de données, telles les enquêtes de délinquance auto-révélee, permettent de donner une image plus précise de la délinquance réelle. Ces enquêtes consistent à interroger une population donnée, ou un échantillon de cette population, sur les types de comportements problématiques qu'ils ont commis sur une période donnée. Ce type d'enquête semble assez performant pour mesurer la délinquance juvénile<sup>35</sup> parce que les jeunes, plus que les adultes, coopèrent plus facilement et qu'il existe un lieu de prédilection pour réaliser ce type d'enquête avec cette population-cible : l'école.

Ce n'est pas pour autant que les enquêtes de délinquance auto-révélee faites avec les jeunes ne sont pas exemptes de critiques. Ainsi, la focalisation sur l'école entraîne une lacune parmi la population interrogée : les élèves absents ou en décrochage scolaire ne sont bien évidemment pas interrogés ce qui introduit un problème de représentativité dans l'échantillon sélectionné. Ce biais est de taille, surtout quand on sait que décrochage scolaire et délinquance des mineurs sont des problématiques souvent associées dans les différents discours autour de la délinquance des mineurs. De plus, d'une enquête à l'autre, les descriptions des comportements problématiques ne sont pas toujours équivalentes, rendant la comparaison fastidieuse. Ceci est d'autant plus vrai que ce type d'enquêtes touche au domaine de l'interdit et au «vécu» du répondant face à ce domaine. Enfin, ce type d'enquêtes est perspicace pour mesurer des comportements d'une gravité relative, non pour donner un aperçu de la délinquance grave qui est peu fréquente et a peu de chances de se retrouver parmi la population interrogée. Ainsi, les homicides, voire les viols et les viols collectifs, sont aux abonnés absents dans ce type d'enquêtes.

En Belgique, plusieurs enquêtes<sup>36</sup> de ce type ont été réalisées parmi la jeunesse entre 1975 et 2004. Bien que les méthodes d'enregistrement diffèrent, que les populations interrogées sont différentes point de vue âge et région, que la formulation des questions n'est pas la même, voire regroupe des comportements diversifiés, il y a cependant moyen d'en tirer un certain nombre de constats en termes de tendances.

Premier constat d'importance : sur toute la période, environ 70% des jeunes interrogés avouent avoir commis une infraction. Statistiquement parlant, la délinquance des jeunes est donc un phénomène normal. Deuxième constat : cette délinquance se répartit de manière relativement homogène entre toutes les couches sociales de la population, même si certains types de délits sont plus fréquents dans certains milieux sociaux que dans d'autres. Certains actes sont des «délits de riches» : le vol à l'étalage, l'usage de drogue, le vandalisme, le port d'une arme (souvent blanche). Ces «délits de riches» sont principalement le fait de jeunes belges de souche qui habitent dans un quartier aisé. Les adolescents

<sup>35</sup> Ph. Robert, *Sociologie du crime*, éd. La Découverte, 2005, p. 94.

<sup>36</sup> J. Junger-Tas, *Verborgen jeugd delinquentie en gerechtelijke selectie. Een onderzoek in een stadsmilieu*, S.C.J.M., n° 38, 1976 ; M. Born, « Evaluations des rapports entre valeurs, milieu choisi et délinquance juvénile dans un intervalle de 7 ans, in *Changements de société et délinquance juvénile*, vol. 1, Sixième journée d'études internationales de criminologie juvénile, Leuven, 25-27 mai 1987, pp. 215-228 ; M. Born et C. Gavay, « Self-reported delinquency in Liège, Belgium », in J. Junger-Tas, G.-J. Terlouw, M.W. Klein (dir.), *Delinquent behavior among young people in the Western world, first results of the international self-report study*, Amsterdam, New-York, Kugler Publications, 1994, pp. 131-155 ; C. Vercaigne, L. Walgrave, P. Mistiaen, Ch. Kesteloot, *Verstedelijking, sociale uitsluiting van jongeren en straatcriminaliteit*, Onderzoeksrapport, DWTC, 2000 ; Ph. Spaey, *Violences urbaines et délinquance juvénile à Bruxelles*, Paris, L'Harmattan, 2004.

qui appartiennent aux classes socioprofessionnelles *les plus* favorisées déclarent de surcroît en plus grand nombre avoir commis au moins un acte illégal<sup>37</sup>. D'autres sont des «délits de pauvres» : graffitis, vols de voiture, de sac ou de portefeuille, menaces ou violences dans la rue, cambriolages et vente de drogue. Le groupe de ceux qui déclarent avoir commis au moins cinq actes différents durant l'année, qui représente moins de 10% des élèves, montre pourtant des caractéristiques plus spécifiques. Dans ce groupe en effet, la variable socio-économique est déterminante : plus la situation socio-économique est faible, plus apparaît une concentration dans la part des jeunes qui ont déclaré une multidéviance (cinq actes criminalisables différents sur l'année). Il faut toutefois souligner que les jeunes qui ont un statut socio-économique faible sont surreprésentés aussi bien dans ce groupe *que dans le groupe de ceux qui ne commettent aucun délit*<sup>38</sup>. Il semblerait donc que chez les jeunes socio-économiquement fort défavorisés, certains s'efforcent particulièrement de rester dans la conformité et que d'autres, perdant peut-être l'espoir d'une intégration positive notamment suite à leur expérience scolaire catastrophique, se contrôlent beaucoup moins. Troisième constat : le nombre de jeunes qui déclarent avoir commis des délits croît entre 13 et 16 ans puis régresse graduellement. Quatrième constat : en général (3/4), ces faits qualifiés infraction sont commis à plusieurs, sauf la vente de produits stupéfiants<sup>39</sup>. Le fait qu'ils soient souvent commis en groupe de pairs, conforte l'idée que ces actes sont liés à l'adolescence même, puisque l'appartenance au groupe est un élément caractéristique de l'adolescence. Cinquième constat : plus de trois quarts des jeunes qui déclarent avoir commis des faits criminalisables disent aussi ne pas s'être fait attraper. Ce constat semble intéressant dans la mesure où il suggère de questionner la validité de l'argument d'impunité, selon lequel celle-ci favoriserait la récidive et l'installation dans une carrière délinquante. En effet, la caractéristique des délits d'adolescence évoqués ici est de diminuer nettement à l'orée de l'âge adulte et ce, alors que la majorité de ces adolescents n'ont fait l'objet d'*aucune* réaction institutionnelle.

Quant à l'évolution des types de délits sur la période, l'exercice est plus périlleux. Dans le cadre d'une recherche en cours<sup>40</sup>, S. Van Praet a tenté de regrouper un certain nombre de comportements à partir des enquêtes de délinquance auto-révélee : atteintes aux biens (collectifs-privés) ; atteintes aux personnes (privées, investies d'une autorité) ; délits statutaires (fugue, absentéisme scolaire, relations sexuelles précoces, etc.) ; atteintes à soi-même (auto-mutilation, suicide, consommation de drogues, etc.). En ce qui concerne les atteintes aux biens privés, ils semblent diminuer sur toute la période. Seuls les vols dans les magasins restent stables, autour des 30%. Quant aux atteintes aux biens collectifs, ils semblent augmenter jusqu'en 1992 et puis rester relativement stables autour des 14%. Les atteintes contre les personnes sont plus difficiles à interpréter. En ce qui concerne l'atteinte à une personne privée, on note une diminution importante entre 1976 et 1992, suivie d'une augmentation entre 1992 et 2004 pour atteindre +/- 13% des répondants. Cependant, ce constat

<sup>37</sup> Ph. Spaey, *Violences urbaines et délinquance juvénile à Bruxelles*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 47.

<sup>38</sup> C. Vercaigne, L. Walgrave, P. Mistiaen, Ch. Kesteloot, *Verstedelijking, sociale uitsluiting van jongeren en straatcriminaliteit*, Onderzoeksrapport, DWTC, 2000, pp. 98-102.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 142.

<sup>40</sup> J. Christiaens, D. De Fraene, Ch. Elierats, *Laatmoderne evoluties in jeugd-delinquent gedrag (België, 1980-2005): een kwalitatief onderzoek*, DWTC, recherche en cours: 2006-2009.

mérite d'être nuancé. En effet, en 1976, les questions portaient sur les agressions et menaces avec violence ; en 1992 sur les coups et les bagarres ; en 2000 sur «rouer quelqu'un de coups en rue» et «embêter des gens en rue». L'interprétation des faits ayant pour objet une autre personne, ce qu'on appelle communément «la violence», est sujette à des variations et semble s'élargir au fil des ans. En matière d'atteintes aux personnes investies d'une autorité, peu, voire aucune, donnée n'est disponible dans ces enquêtes. Il s'agit là d'une lacune malheureuse dans un contexte où ce type de violence (violence scolaire, violence dans les transports en commun, violence à l'encontre des forces de l'ordre) est fortement médiatisée et politisée. Pour les délits statutaires, c'est-à-dire les délits liés au statut de minorité, seul l'absentéisme scolaire est mesuré dans toutes les enquêtes. Notons cependant qu'un changement de taille a eu lieu sur la période puisqu'en 1983, l'obligation scolaire est passée de 14 à 18 ans. Entre 1976 et 1992, l'absentéisme scolaire ne semble pas augmenter. Par contre, ce phénomène croît par la suite. En 2000, 40% des jeunes déclarent s'être absentes de l'école sans motif valable. Ce pourcentage augmente en fonction du type d'enseignement, de l'âge et de l'origine sociale des élèves. Si l'image du jeune brosseur correspond aux stéréotypes en vigueur (jeune de 16 ans et plus, dans l'enseignement professionnel et issu des classes populaires), il est à noter que la majorité des brosseurs (60%) sont chez eux ou chez des amis. Seuls 15% déclarent traîner en rue ou dans les parcs. Enfin, les évolutions dans les comportements problématiques qui se retournent contre les jeunes eux-mêmes sont peu connues. Seule la consommation de drogues semble mesurée dans les enquêtes de délinquance auto-révélée. S'il est difficile de savoir de quels types de drogue il s'agit (légal ou illégal, douce ou dure), on peut néanmoins constater qu'en règle générale la consommation tend à augmenter.

Si mon propos ici n'est pas de dire que tous les jeunes sont des anges, loin s'en faut puisque la majorité d'entre eux avouent commettre des délits, la question d'une évolution spectaculaire de la délinquance juvénile sur les 15 dernières années me semble devoir être plus que relativisée.

### **Conclusion**

Je terminerai mon intervention en vous livrant quelques réflexions qui me semblent ouvrir des pistes et servir de socle pour une discussion.

Première réflexion : Dans un contexte où la délinquance des jeunes devient une préoccupation politique et médiatique importante, le décalage entre la perception du phénomène et la réalité mérite d'être questionné. Ce décalage entre perception et réalité est d'ailleurs souligné par l'avis du Comité économique et social européen relatif à «La prévention de la délinquance juvénile, les modes de traitement de la délinquance juvénile et le rôle de la justice des mineurs dans l'Union européenne» du 15 mars 2006 qui appelle à l'élaboration de «politiques d'information appropriées qui contribuent à dédramatiser la perception exagérément négative» de cette délinquance «d'importance mineure par rapport à la criminalité adulte» pour la ramener «à de plus justes proportions»<sup>41</sup>. Faute de recherches évaluatives et de bilans empiriques quant à l'efficacité de la justice des mineurs en Belgique ainsi que de données administratives et scientifiques fiables, on ne peut que déplorer un discours qui demeure essentiellement idéologique et malheureusement très consensuel.

<sup>41</sup> *Journal officiel des Communautés européennes*, 2006/C 110/13.

Deuxième réflexion : Je l'ai déjà dit, les discours médiatiques et politiques contribuent largement à alimenter le discours dramatisé autour du phénomène de la délinquance juvénile. Ce constat, qui se fait par une majorité de chercheurs travaillant sur le sujet, peut évidemment s'appréhender de plusieurs manières. Il peut s'expliquer par les changements opérés dans ces deux sphères sociales. Les médias semblent en effet plus enclins à traiter de sujets sensationnels qui ne demandent pas un travail journalistique approfondi ce qui peut se comprendre dans un contexte de plus en plus poussé de marchandisation de l'information et de précarisation du travail journalistique. On constate d'ailleurs que le sujet de la délinquance prend de plus en plus de place, même dans les journaux télévisés<sup>42</sup>. Quant au monde politique, il semble également trouver dans la délinquance un objet de valorisation de son travail. En quête de légitimité auprès des citoyens, la délinquance est un objet qui permet peut-être mieux que les autres de s'insérer dans une dynamique de politique spectacle. Il ne paraît pas demander de connaissance approfondie, peut facilement se satisfaire d'une explication de sens commun et « parler » aux citoyens. Mais l'on pourrait également rattacher cet intérêt pour les phénomènes de délinquance juvénile à d'autres changements sociaux d'envergure, par exemple celui du vieillissement de la population. En effet, si l'on envisage que la jeunesse comme groupe social se construit aussi dans ses rapports aux autres générations, que la définition de la jeunesse fait aussi l'objet d'une lutte pour la désignation des frontières des âges de groupes sociaux qui sont en concurrence pour l'accès à des ressources, nous assistons aujourd'hui à un changement inédit dans l'histoire de l'humanité. La pyramide d'âge semble en effet s'inverser. Si en 1950, la population des plus de 60 ans représentait 16% de la population totale en Belgique, on prévoit qu'elle s'élèvera à 32% en 2050 dont près d'un tiers aura plus de 80 ans<sup>43</sup>. Face à un vieillissement constant de la population, la jeunesse, comme catégorie d'âge, est de plus en plus marginalisée, non seulement numériquement mais aussi, et surtout, symboliquement. Elle semble de plus en plus considérée comme un groupe à risque par une population qui détient le pouvoir économique et politique de le faire savoir. Les détenteurs de ressources et des privilèges peuvent avoir intérêt à maintenir ceux qui prétendent à la succession loin du patrimoine dans un contexte où les denrées se raréfient en leur attribuant des étiquettes stigmatisées justifiant leur mise à distance ou leur infériorisation.

Troisième réflexion : est-ce que parler de la délinquance juvénile, ne revient pas aussi à parler de la jeunesse tout court ? Autrement dit, s'intéresser à ce que la jeunesse peut nous renvoyer comme image négative d'elle-même à travers la commission d'actes jugés anti-sociaux, et aux institutions qui sont sensés prendre en charge cette jeunesse asociale, n'est-ce pas aussi s'intéresser plus largement à la manière dont la société traite cette catégorie sociale particulière ? S'intéresser aux marges revient à se faire une idée du fonctionnement social, s'intéresser à la déviance revient à appréhender la normalité. En contrepoint mais aussi en termes de désirabilité. Que demande-t-on au jeune délinquant aujourd'hui ? On lui demande en gros d'assumer la responsabilité de ses actes, de participer pleinement à sa réinsertion, de gérer sa transformation, voire sa récurrence. En gros, ce qu'on demande à tous les jeunes, devenir entrepreneur de soi... Sauf que les chances de réussite dépendent aussi des ressources initiales dont les jeunes, voire les moins jeunes, peuvent disposer.

<sup>42</sup> S. Walgrave, V. Uce, « Nieuws over criminaliteit op het TV-nieuws : ruim overdreven ? », in M. Hooghe et al. (dir.), *De kwaliteit van het nieuws. Kwaliteitsindicatoren voor televisienieuws*, Leuven/Voorburg, Acco, 2007, pp. 189-209.

<sup>43</sup> Lambrecht M. (1997), *Le vieillissement démographique*, Bureau fédéral du plan, Ministère des affaires économiques, p. 24

## 2.4 La jeunesse est-elle mauvaise et impertinente par nature ?

Par Bernard Fusulier, sociologue, FNRS-UCL

Texte de support à l'exposé

«Notre jeunesse est mal élevée, elle se moque de l'autorité et n'a aucune espèce de respect pour les anciens. Nos enfants d'aujourd'hui ne se lèvent pas quand un vieillard entre dans une pièce, ils répondent à leurs parents et bavardent au lieu de travailler. Ils sont tout simplement mauvais». Socrate

Ce propos laisserait-il entendre que :

### 1) la jeunesse est mauvaise et impertinente ?

### 2) et ce par nature ?



Une réponse positive à cette question heurterait frontalement le sociologue que je suis.

D'un point de vue sociologique, il faut d'emblée questionner l'âge comme une construction sociale et donc la dénaturaliser. Comme le disait le sociologue Pierre Bourdieu, les divisions entre les âges sont arbitraires ; «la jeunesse n'est qu'un mot»<sup>44</sup>, qui relève d'une lutte entre les «jeunes et les vieux», sans essentialiser ce qu'il faut entendre par «jeune» et «vieux» car la substance est sociale (ce qui n'empêche pas de reconnaître d'autres composantes : biologique, psychologique. . .). On est toujours le jeune ou le vieux de quelqu'un et cette division participe d'un jeu social dont il faut saisir l'enjeu.

Cette première opposition se double par ailleurs d'une opposition de position sociale entre des «jeunes au départ nantis» en certains capitaux (culturels, économiques, sociaux, symboliques) qui pourront accéder, à l'âge adulte, à une situation matérielle généralement non problématique attachée à une insertion professionnelle stable et une intégration sociale dite réussie, et des «jeunes au départ peu nantis», davantage soumis aux aléas du marché du travail (puisque dans notre société c'est toujours le travail qui reste le grand principe d'intégration sociale).

<sup>44</sup> Bourdieu P. (1984), *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit, Ed. 1992, pp.143-154.

Lorsqu'on parle de la violence des jeunes de qui parle-t-on ? Est-ce le critère «âge biologique» qui est déterminant ? Ou bien l'origine et la position sociales ? Qui se fera le plus probablement contrôlé par la police : un garçon de 19 ans au teint foncé avec une casquette à l'envers à Anderlecht, fils d'immigré turc au chômage, ou celui du même âge également turc au teint foncé, fils de fonctionnaire d'ambassade, avec une veste de costume cool sur le campus de l'ULB ? La réponse à cette question paraît évidente. C'est bien entendu de la caricature à manier avec prudence mais non dépourvue de pertinence. La stigmatisation d'une jeunesse violente, rappelant l'idéologie de la classe dangereuse du 19<sup>ème</sup> S., se doit être lue dans la distance/proximité des jeunes aux milieux du pouvoir.

Il ne s'agit pas d'ignorer certains comportements répréhensibles, touchant à l'intégrité des personnes et de leurs biens. Mais il importe de pouvoir situer ces comportements dans les règles du jeu social qui hiérarchise les personnes et les groupes, où certains ont d'emblée en main plus d'atouts que d'autres. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille déculpabiliser tout auteur de ses comportements au nom d'un déterminisme social, pas plus qu'il faille le responsabiliser comme le seul auteur de ses actes dont il doit assumer les conséquences. Nous pouvons néanmoins reconnaître une marge de liberté irréductible sur laquelle les pratiques psycho-socio-éducatives cherchent justement à prendre appui dans une perspective existentialiste.

Cet accent mis sur la construction sociale de l'âge et des différences n'exclut pas l'existence d'un univers d'adolescence<sup>45</sup>, lequel correspond, pour Bourdieu, à un *no man's land* où les adolescents sont adultes pour certaines choses, enfants pour d'autres. Il est clair que cette ambiguïté est un espace des possibles pour les adolescents, qui peuvent être tentés de prolonger l'adolescence : chez les positions nanties, le statut d'étudiant au cours des études supérieures est d'ailleurs assez confortable en ce sens. L'école est un producteur d'adolescence en tant qu'espace de transition vers la vie adulte et l'autonomie économique. Il n'en demeure pas moins que l'adolescence des uns n'est pas celle des autres notamment parce que la transition ne conduit pas aux mêmes perspectives, ce qui induit des manières de penser, d'être et d'agir différents.

A ce sujet, il importe de reconnaître : « une chose très simple, et à laquelle on ne pense pas, c'est que les aspirations des générations successives, des parents et des enfants, sont constituées par rapport à des états différents de la structure de la distribution des biens et des chances d'accéder aux différents biens : ce qui pour les parents était un privilège extraordinaire (à l'époque où ils avaient vingt ans, il y avait, par exemple, un sur mille des gens de leur âge, et de leur milieu, qui avait une voiture) est devenu banal, statistiquement. Et beaucoup de conflits de générations sont des conflits entre des systèmes d'aspirations constitués à des âges différents» (Bourdieu, *op. cit.*). Autrement dit, alors que pour les parents avoir une voiture, aller au cinéma, partir en vacances, etc. pouvaient être choses exceptionnelles, elles deviennent banales pour leurs enfants et ne pas y accéder constitue un facteur important de frustration.

<sup>45</sup> Précisons que toutes les sociétés n'ont pas cette période intermédiaire (cf. par ex. la célèbre étude de Margaret Mead).

Il en va de même de la certification scolaire : avoir un diplôme A2 dans les années '60 et même '70 donnait accès à une certaine position, qui aujourd'hui impliquerait un graduat (ou plus récemment un bac). Mais le jeune gradué qui arrive sur son lieu de travail a le sentiment d'avoir fait plus d'études que ces collègues des générations antérieures, qui pourtant par ancienneté notamment sont mieux positionnés bien que ne possédant qu'un A2. La tension intergénérationnelle deviendra vite palpable. «Là, ce qui s'oppose, ce ne sont pas des vieux et des jeunes, ce sont pratiquement deux états du système scolaire, deux états de la rareté différentielle des titres et cette opposition objective se traduit dans des luttes de classements : ne pouvant pas dire qu'ils sont chefs parce qu'ils sont anciens, les vieux invoqueront l'expérience associée à l'ancienneté, tandis que les jeunes invoqueront la compétence garantie par les titres» (Bourdieu, *op. cit.*).

Il s'agit donc bien de resituer la catégorie des «jeunes» dans son contexte socio-historique, dans un rapport de force qui vise à valoriser certains attributs et à en dévaloriser d'autres pour asseoir une position sociale. La lutte joue cependant dans les deux sens avec, dans un champ donné, des «jeunes» qui cherchent à disqualifier les «aînés» mieux placés qu'eux (dénoncés comme incapables d'innover, rigides...) alors qu'eux seraient créatifs, dynamiques... ; et des aînés qui disqualifient les jeunes (considérés comme inexpérimentés, irréalistes, fainéants...) alors qu'eux se présentent comme ayant le sens du travail, l'expérience, les pieds sur terre... Cette lutte est classique notamment dans les univers professionnels.

La division entre «jeunes» et «vieux» a par conséquent un caractère «idéologique» et est attachée à la question du pouvoir. Comme toutes les divisions elle impose des limites et relève d'un certain ordre social institué (donc porté par les générations antérieures).

Remarquons que ce rapport d'âge varie d'un champ social à un autre. Etre un jeune académique ou politicien ou PDG c'est avoir 40 ans aujourd'hui, âge biologique pouvant être vécu comme vieux par un ouvrier, un agriculteur... Une anecdote ! Lors d'une recherche, il y a une quinzaine d'années, avec un collègue, je menais des interviews auprès d'ouvriers d'une entreprise. Mon collègue avait 40 ans et venait d'être nommé à l'université. Il était un jeune académique prometteur. Les ouvriers du même âge se vivaient comme des anciens, craignant une restructuration et donc une entrée dans le chômage de longue durée car «trop vieux» sur le marché du travail.

Ceci souligne que «chaque champ a ses lois spécifiques de vieillissement» (Bourdieu, *op. cit.*). On ne peut donc parler de la jeunesse comme un tout homogène, il faut à chaque fois référer cette catégorie au champ où elle fait l'objet du débat. Prenons un exemple. Une «bande de jeunes» est désignée, de l'extérieur, par un-e habitant-e du quartier. Pourtant, à l'intérieur, un découpage entre jeunes et vieux pourrait s'observer. Et il alors intéressant de s'interroger sur les règles de vieillissement propre à un groupe donné.

En somme, de même que les anciens ont intérêt à renvoyer les jeunes dans la jeunesse, les jeunes ont intérêt à renvoyer les anciens dans la vieillesse. Ce n'est pas tant une lutte des classes sociales qu'une lutte de classement dans l'univers du pouvoir et de la reconnaissance sociale. Sous le prisme des enjeux de pouvoir, y compris les micros pouvoirs, les jeunes entrant dans un champ représentent pour les aînés du champ un risque de déstabilisation de leur position.

Ce type de tension est à replacer dans son cadre structurel (qui échappe à l'intention des personnes et acteurs). Ainsi, dans le contexte socio-économique régional wallon d'aujourd'hui, les «jeunes», surtout si leur niveau d'études est bas, sont particulièrement touchés par la pénurie d'emplois et les modes de gestion flexible de la main-d'œuvre. Dans le même temps, les travailleurs dits âgés se sentent également fragilisés de leur côté (soumis à la pression du jeunisme entendue comme culte de la jeunesse, de sa performance, ...).

Observons qu'un des éléments paradoxaux dans notre société réside à la fois dans la disqualification des jeunes (mécanisme sociologiquement classique) et dans l'hyper valorisation de certains attributs de la jeunesse à travers l'injonction : «Il faut rester jeune et donc ne pas vieillir». Elle s'exprime, de façon triviale, dans le combat contre les rides, signe du temps qui passe ; le maintien de la ligne malgré des processus biologiques qui génèrent de l'embonpoint ; le suivi de la mode vestimentaire «jeune» même avec un physique inadéquat ; la cool attitude alors que l'on est un adulte devant assumer des responsabilités et affirmer des normes ... Il y aurait alors en chaque individu adulte une tension interne entre «jeune et vieux» dont les effets sur le rapport social entre la jeunesse et la vieillesse sont encore mal évalués.

Malgré cet appel à la dénaturalisation de la catégorie «jeune» pour l'appréhender comme une construction sociale, nous souhaitons terminer par une réflexion sur les tendances qui différencient les générations nouvelles et anciennes au plan des valeurs et styles de vie. Selon Olivier Galland<sup>46</sup>, étudiant les valeurs des jeunes européens rassemblés dans une classe d'âge 18-29 ans, la jeunesse n'est plus ce qu'elle était... Pour ce sociologue, la génération jeune des années 1960 exprimait une jeunesse consciente d'elle-même porteuse de contre-valeurs fondées sur la contestation de l'ordre socio-moral de la génération de leurs parents. Actuellement, il s'agit d'une jeunesse moins contestataire, moins politisée et engagée dans les mouvements sociaux. Elle est tendanciellement plus individualiste, valorisant «une culture pragmatique où la réussite individuelle prime sur le destin collectif» (Galland, *op. cit.* : 306). Suivant cet auteur, l'individualisme s'exerce selon deux principes : un principe électif où le choix doit être autonome : je choisis de m'habiller comme je le veux, de fréquenter qui je veux, de m'engager si je le veux... ; et un principe de proximité attaché au premier où «je» privilégie ce qui m'est proche, semblable, concret... Même la culture adolescente, soutenue par le marché économique, n'est plus une contre-culture contestant la culture des adultes, mais une culture de l'autodéfinition, auto-suffisante, sans prétention réformatrice ou révolutionnaire. Elle participe du mouvement d'individualisation des mœurs, de la liberté de définir sa manière de vivre. Pourtant, relève Galland, les jeunes de cette tranche d'âge soutiennent significativement un rigorisme en matière de morale publique qui va de pair avec une demande d'autorité. Ce double mouvement est synthétisé par Galland de la manière suivante : «plus la liberté est grande, plus elle demande à être régulée» (*op. cit.* : 309).

<sup>46</sup> Voir Galland, O. & Roudet, B. (2005). *Les jeunes Européens et leurs valeurs*. Paris : La Découverte.

### 3. Tables rondes locales dans l'arrondissement judiciaire de Namur

Comme évoqué dans l'introduction générale, suite à la création des capsules en partenariat avec Canal C et à la mise sur pied de la conférence du 20 novembre 2008 apportant différents éclairages théoriques sur la jeunesse actuelle, notre volonté était d'aller prendre la température à un niveau local.

Notre objectif était d'aller à la rencontre du citoyen et de récolter son opinion sur la jeunesse actuelle. Au terme de cette démarche, nous aboutirons donc un état des lieux de l'image de la jeunesse sur l'arrondissement de Namur.

Nous avons «découpé» l'arrondissement judiciaire de Namur en six zones et organisé une table ronde dans chacune de ces zones.

Nous avons d'abord pris contact avec des intervenants sociaux et culturels de ces différentes zones de façon à créer des partenariats avec ces acteurs locaux.

Ces partenariats se sont avérés très utiles et enrichissants dans le sens où ces acteurs locaux ont d'emblée mis leur expertise de terrain au service du projet et ont été des facilitateurs dans la prise de contact entre les AMOs et la population locale.

Dans cette partie du rapport, la synthèse de chacune des tables rondes locales vous sera présentée. Une synthèse globale et une analyse des informations récoltées dans le cadre de ces rencontres clôtureront ce rapport.



L'introduction des soirées-débats a été réalisée soit par une pièce de théâtre, «Ceci n'est pas un rêve...», à Namur et à Floreffe, soit par une projection audio-visuelle, «Attention aux jeunes», à Andenne, Jemeppe-sur-Sambre, Gembloux et Sombreffe. De plus, à Andenne et à Jemeppe-sur-Sambre, une vidéo «micro-trottoirs sur la situation locale» a été projetée en préalable aux débats. Un conférencier, Bruno Humbeeck, est par ailleurs intervenu à Gembloux et à Sombreffe. L'animation des débats a également été organisée de manière différente, par l'intervention de personnes-ressources (Jean Blairon, à Jemeppe-sur-Sambre, Benoît Derue, de la TV locale Canal C à Andenne ) ou encore par les intervenants des différentes AMO. Ceci explique la grande variété des contenus des débats.

De plus, le recueil des données n'a pas été organisé à partir d'une méthodologie commune. Celui-ci a été réalisé à partir des débats avec la salle, en sous-groupes ou encore de manière mixte (groupe complet et sous-groupes). La prise de notes a été réalisée par les deux chercheurs auxquels se sont joints des co-animateurs, lors des échanges en sous-groupes.

Par ailleurs, le nombre de participants fut variable : d'environ trente personnes à une centaine, selon les lieux. Dans tous les débats, le nombre de jeunes fut largement inférieur à celui des adultes. Parmi ces derniers, représentés par tous les âges, avec une présence importante des plus de soixante ans, certains ont inscrit leurs interventions dans une démarche citoyenne ou encore en tant que parents ou grands-parents. D'autres se sont exprimés à titre d'intervenants sociaux. Tous les débats furent menés dans une atmosphère détendue, sereine et constructive.

Les données n'ont donc pas été traitées par une analyse qualitative et quantitative qui aurait nécessité une méthodologie permettant de maîtriser un certain nombre de variables inhérentes à une recherche scientifique. Les buts poursuivis par notre démarche ne requéraient pas un tel processus.

Rappelons que le thème fédérateur de l'ensemble des débats a concerné les représentations des adultes, ainsi que leurs observations dans leurs contacts et leur vécu avec la jeunesse locale actuelle. Il s'agissait également de rendre compte du regard croisé des adultes sur la jeunesse et vice versa.

Dès lors, la présente synthèse doit être perçue comme la mise en perspective d'une réflexion émanant des six débats, organisés dans des environnements différents. Les différentes parties regroupent les idées principales issues des observations, réflexions et perspectives abordées dans l'ensemble des échanges.

## 3.1 Table ronde de la zone de Floreffe/Fosses-la-Ville

18 avril 2009



### Rencontres préalables et préparation de la table ronde

À l'AMO Passages, nous avons pour philosophie de travailler autour d'axes mobilisateurs. Pour organiser la table ronde de Floreffe/Fosses-la-Ville/Mettet/Profondeville, nous avons donc d'abord travaillé à identifier un axe mobilisateur qui, d'une part, donnerait envie à tout à chacun d'y participer et, d'autre part, pourrait déclencher la réflexion et susciter le débat. Il nous a semblé que le théâtre, et plus particulièrement le théâtre-action, constituait un moyen propice à cela.

Nous avons donc établi un partenariat avec la Province de Namur et la Compagnie Buissonnière, tous deux interlocuteurs de qualité. Ils nous ont proposé une pièce écrite et jouée par une troupe de jeunes (15-18 ans) du Centre culturel de Bièvre. Ce qui nous a semblé très intéressant dans le spectacle qu'ils proposaient, c'est la démarche qui avait été menée par ces jeunes comédiens : ils avaient eux-mêmes réfléchi sur l'image que les adultes ont des jeunes. Il leur est apparu qu'il existe un fossé entre les jeunes et le monde des adultes, fossé fondé sur des incompréhensions mutuelles. Ils ont ensuite fait le choix de renverser la tendance en écrivant une pièce pour renvoyer aux adultes l'image que les jeunes peuvent avoir d'eux. Il s'agit d'une pièce à la fois drôle et sombre qui incontestablement, génère des réactions tant chez le public jeune que chez l'adulte.

Nous voulions avant tout inviter la population à un moment de détente convivial, moment auquel les gens ont pour habitude de participer à des sorties culturelles. Nous nous sommes arrêtés sur le samedi soir.

Pour d'emblée tenir compte des réalités de terrain, nous avons fait le choix de travailler avec des partenaires locaux au niveau de Fosses-la-Ville et Floreffe. Nous avons eu la chance de rencontrer des personnes motivées qui ont tout de suite adhéré au projet dans la mesure où il rencontrait leurs objectifs de travail. Nous avons collaboré avec les Centres culturels de Fosses-la-Ville et Floreffe, avec les conseils consultatifs des jeunes de ces deux communes, avec l'Échevinat de la Jeunesse de Floreffe et avec le T.T.A.F. (Troupe de Théâtre des Ados de Fosses). Ces partenaires nous ont aidés à peaufiner la forme de la table ronde à organiser dans leurs communes, à savoir :

- ▶ Réfléchir à l'endroit le plus adapté pour organiser cette soirée-rencontre, lieu déjà connu et identifié par la population locale
- ▶ Arrêter une date à laquelle aucune festivité locale n'avait lieu
- ▶ Organiser un moment convivial autour de la pièce de théâtre
- ▶ Impliquer des jeunes locaux dans l'organisation de la table ronde
- ▶ Etc.

Ces partenaires ont également joué un rôle essentiel dans la communication et la publicité de l'événement en faisant circuler l'information dans leurs réseaux.

## Table ronde

Lieu : **l'événement s'est déroulé dans la salle communale de Floreffe, lieu culturel tout fraîchement rénové.**

Public : **une centaine de personnes était présente, ce public était assez mixte au niveau du genre, de l'âge et du milieu social. Le nombre de personnes âgées présentes (plus de 60 ans) était, à notre surprise, élevé.**

Nous soulignons la participation active, remarquée et appréciée des comédiens du T.A.F.F. qui ont proposé du théâtre invisible et de l'improvisation toute au long de la soirée-rencontre en se mettant dans la peau de personnages jeunes stéréotypés (gothiques, «pétasses», «barakis», etc.).

Après avoir assisté au spectacle «Ceci n'est pas un rêve», nous avons proposé au public de débattre en sous-groupes. Les échanges ont été très riches, nuancés, denses et l'atmosphère conviviale.

La soirée s'est terminée autour d'un verre offert aux participants.

Nous souhaitons mettre en évidence la qualité des partenariats établis et l'impact extrêmement positif que cela a généré.

## Synthèse des débats

### *Par rapport à la pièce :*

Pour de nombreux participants au débat, la pièce reflète bien la réalité. Les situations sont bien observées : la routine au sein des couples, le rythme infernal du travail, les commérages, l'envie des jeunes de réaliser leurs rêves, le chômage. Les différentes scènes représentées signalent que notre société est malade. En guise de solution, un adulte défend l'utilité du service militaire obligatoire, qui permettrait de bonnes acquisitions, comme apprendre à se lever tôt, à s'affirmer dans la vie. Et puis, il permettrait de réduire le chômage, d'œuvrer pour des causes humanitaires et sociales. La pièce présente donc, pour certains, une bonne observation des situations réelles et une bonne mise en débat.

Pour d'autres, par contre, la pièce, par son réalisme poussé à l'extrême, présente trop de clichés. Par exemple, le rythme infernal du travail est exagéré. L'avenir de la jeunesse est présenté de manière pessimiste : quels sont les espoirs de vivre leurs rêves ? Le monde des adultes, tel qu'il est représenté, ne peut pas faire rêver les jeunes. D'ailleurs, explique une personne, les adultes eux-mêmes ne rêvent plus et cassent les rêves des jeunes. Ils rêvent encore, ajoute-t-elle, mais leurs rêves sont limités. Les adultes renvoient sans cesse aux jeunes que la vie est dure, qu'ils doivent se battre pour décrocher un diplôme, avoir un emploi... que la vie est chère... Un autre adulte poursuit cette idée : «La pièce montre un horizon bouché. Elle montre que les travers de la société amènent le jeune à ne pas vouloir y entrer. C'est aux adultes à donner envie. De plus, les médias mettent l'accent sur ce qui ne va pas.» «La pièce est elle-même le reflet de ce que montrent les médias, c'est caricatural, précise un intervenant. Il n'y a pas qu'une seule image des adultes et des jeunes : certaines sont plus positives, d'autres, plus négatives».

Même s'il est relevé que les inégalités sociales sont de plus en plus importantes, qu'il y a une certaine démission éducative de la part des parents et de l'école, d'aucuns précisent qu'il ne faut pas dramatiser la situation des jeunes. Une personne âgée explique qu'il n'y a pas vraiment de fossé entre jeunes et adultes, mais qu'il y a des rythmes différents, d'autant plus que la vie n'est plus la même qu'auparavant. «Aujourd'hui, les jeunes sont davantage livrés à eux-mêmes. L'éducation est différente. Les jeunes ont-ils encore la possibilité de rêver à un travail ? Ils ont toujours la possibilité de rêver, puisque les choix sont de plus en plus larges. Mais ils doivent être conscients que la réalisation de leurs rêves sera semée d'embûches et qu'ils devront ajuster leurs rêves. Ils ont besoin d'écoute et de soutien de la part des adultes, mais ceux-ci doivent d'abord balayer devant leur porte. Les jeunes ne doivent pas trop se reposer sur les adultes.»

### «Le jeune est une menace»

Quelques adultes font part de leurs observations. Certaines sont générales : beaucoup de jeunes détruisent tout, l'insécurité est partout : on n'ose plus laisser les enfants se promener seuls. D'autres se réfèrent à la vie locale. «A Floreffe, il n'y a pas vraiment d'insécurité : on est privilégié» explique un habitant. «Ici, on n'a peut-être pas beaucoup de contact avec les jeunes, mais c'est calme» poursuit un adulte. Et un autre ajoute : «A Floreffe, il y a des jeunes qui se regroupent, mais ils ne sont pas agressifs».

Le phénomène des rassemblements est dénoncé par certains comme impliquant une menace, ce qui se produit davantage dans les grandes villes où il existe une importante concentration de jeunes, au pied des immeubles. «Dans les petites communes, on connaît tous les jeunes, explique un adulte. Il y a donc un contrôle social, alors que dans les villes, on ne les connaît pas et on leur attribue des stéréotypes. On les accuse, quand il se passe quelque chose. Il existe un problème de méconnaissance.» Un jeune reconnaît qu'effectivement ils peuvent faire peur, quand ils se rassemblent, mais qu'il faut apporter des nuances. Par exemple, les jeunes sentent quand la personne est méfiante. Par contre, si elle entre facilement en communication avec le groupe, ne fût-ce qu'en disant bonjour, il n'y a pas de problème. D'autre part, le jeune peut devenir une menace sous l'effet de certains produits.

Il convient également de respecter la différence, poursuit un adulte. Cela fonctionne dans les deux sens, autant pour le jeune que pour le plus âgé. Les adultes doivent accepter que le jeune se cherche. C'est un passage obligé. A ce niveau, les adultes ont une mémoire sélective, reconnaît-il. Une jeune prend son exemple : elle a longtemps été considérée comme une droguée, parce qu'elle portait une crête et des piercings, alors qu'elle s'était toujours comportée correctement. Certaines tenues vestimentaires interpellent aussi. Il est important que l'adulte ne parte pas d'a priori et qu'il ait une attitude ouverte.

Le rôle des médias est également relevé. Ceux-ci sont accusés d'amplifier les peurs, en aggravant les faits divers, afin d'augmenter l'audience. Les informations pertinentes ne sont pas toujours montrées, ni celles qui sont positives. De même, l'accent est mis sur l'implication de la société et des politiques, lorsqu'un jeune dérape...

# LE JEUNE EST-IL UNE MENACE?



Si les jeunes se regroupent et peuvent être perçus comme menaçants, plusieurs raisons sont avancées. La première concerne l'absence d'encadrement familial. «Les jeunes manquent de repères, ils sont trop livrés à eux-mêmes», explique un adulte. La seconde relaie le fait que de nombreux jeunes ne veulent pas «écouter leurs parents» ou encore qu'ils ont «l'exemple de parents chômeurs». Une autre raison prend sa source dans le manque de communication. Comme l'adulte, le jeune a envie qu'on l'écoute. «On a tous le choix de prendre le temps de se parler», reconnaît un adulte. En cela, le rythme de vie des adultes ne facilite pas toujours les moments de communication. Par ailleurs, a-t-on réellement envie de se parler ? Quel rôle jouent les blogs ? «Chacun doit créer et innover pour communiquer», précise un adulte. Il faut accepter de se remettre en question, poursuit-il. Il faut aussi un cadre de rencontre, du respect. . .

## «Le jeune est con»

Le jeune n'est pas «con», mais on ne lui donne pas assez la parole, ou encore, lui-même ne veut pas communiquer, affirment unanimement les intervenants. Certains mettent en avant leur immaturité, d'autres, leur reconnaissent de grandes compétences, notamment au niveau informatique, ou encore une grande sensibilité à l'injustice. A ce niveau, il est précisé que les adultes devraient davantage être attentifs. De plus, on devrait les écouter concernant leurs centres d'intérêt et leur manière de voir la vie, explique un adulte. «La société est en train de changer, on rentre dans une société de collaboration. Moi, j'ai quelque chose à apprendre de ces jeunes. Comme ça va beaucoup plus vite, eux, ils apprennent beaucoup plus vite. Il faut être prêt à leur laisser cette place, mais les adultes ne sont pas encore prêts à lâcher» poursuit-il.

D'aucuns expliquent que des lieux de parole pour les jeunes existent dans les conseils consultatifs et les conseils de classe, par exemple. On ne leur fait cependant pas assez confiance. D'autre part, un adulte précise que les jeunes ne doivent pas hésiter à s'affirmer. Il est également relevé que «les jeunes veulent avoir du temps pour s'exprimer, mais, quand ils revendiquent quelque chose, il faut que cela aille vite».

### **«Le jeune a le cul dans le beurre»**

«Pour moi, avoir le cul dans le beurre, c'est rester chez moi, n'avoir rien à faire et avoir tout ce que je veux», explique un jeune. Puis il ajoute : « Ce n'est heureusement pas ce que je vis ».

Les différents échanges nuancent ces propos. Tous les jeunes n'ont pas le même statut, les réalités sont différentes. Si certains jeunes peuvent avoir le «cul dans le beurre», c'est à cause des parents qui les éduquent mal ou qui démissionnent, avance un adulte. Un autre explique que, pour beaucoup de jeunes et d'adultes, «le bonheur est dans la consommation» : on s'y installe pour compenser le manque de communication. Mais ce n'est pas pour autant que l'on a «le cul dans le beurre».

Un quinquagénaire prend son exemple pour dire qu'en 1972, il avait le «cul dans le beurre», parce qu'il n'y avait pas de chômage et que l'avenir était envisageable. «Après la guerre, explique une personne plus âgée, on vivait dans un certain confort : on nous a aussi dit qu'on étaient des fainéants.» D'autres adultes avancent que la vie des jeunes, actuellement, n'est pas facile : ils supportent beaucoup de souffrance, on leur donne beaucoup de responsabilités, les études sont longues, ils vivent parfois des situations familiales malheureuses (séparations, divorces, alcoolisme...). De plus, «on ne leur a pas nécessairement appris à se battre pour obtenir les choses». Certains veulent vivre le résultat de leur projet avant de l'élaborer. D'autres mettent beaucoup de temps à se motiver et réagissent quand c'est trop tard. Il est de plus en plus difficile de capter leur attention et de les motiver, explique un enseignant. «Parfois, ils voudraient zapper leurs professeurs, comme ils zappent devant la télévision», ajoute celui-ci.

Le travail est repris par un adulte comme un moyen incontournable pour accéder au bonheur, «pas rien que pour soi, mais également pour la collectivité». «Le tout est de pouvoir faire le travail qu'on aime bien... mais ce n'est pas toujours le cas», poursuit-il. Une personne plus âgée explique que «maintenant, les jeunes ne savent plus cuisiner, ne savent plus bêcher la terre. Avant, c'était suffisant. Maintenant, il faut plus... Mais, plus haut, ce n'est plus possible. Et, plus bas, les jeunes ne veulent plus travailler de leurs mains».

Des réactions de jeunes et d'adultes nuancent ces propos : de nombreux jeunes travaillent ou ont envie de travailler, mais la plupart se posent des questions concernant le sens qu'ils veulent donner à leur vie. Et c'est bien légitime... étant donné que la société de consommation «nous broie» et que l'«on vit tous dans un monde où tout est difficile».

### **«Le jeune est inconscient»**

La notion d'«inexpérience» est préférée par de nombreux intervenants. L'enfant, le jeune a besoin de tester les choses : «c'est en roulant à vélo que l'on tombe, mais c'est de cette manière que l'on apprend». «On doit accepter que les jeunes soient audacieux pour qu'ils puissent grandir.» Les conflits qui en résultent sont importants, mais ils sont nécessaires pour que le jeune se construise.

D'aucuns soulignent que les jeunes actuels sont «plus éveillés», qu'ils connaissent beaucoup de choses, notamment par les canaux qui n'existaient pas auparavant, comme l'Internet. Ils ne sont pas plus

inconscients, mais les situations de danger ont évolué, principalement à cause de la difficulté à se fixer des limites. Or, «devenir adulte, c'est se créer ses propres limites», explique un adulte. A ce niveau, le rôle éducatif des parents est mis en avant.

L'alcool, les drogues et l'utilisation de la voiture sont les dangers principaux relevés par les participants au débat. Concernant l'alcool, plusieurs adultes expliquent que, plus qu'auparavant, l'on incite les jeunes à consommer. Ce qu'ils font effectivement, de plus en plus jeunes et en grande quantité, dans les discothèques, notamment. Il y a également une plus grande consommation de drogues dures, ajoute un jeune. L'alcool et la drogue sont en grande partie responsables des accidents de la route où le jeune devient alors inconscient. Un adulte ajoute qu'à ce niveau, on doit bien se rendre compte qu'il convient de mettre des limites et que nous sommes tous impliqués dans cette prise de responsabilité. D'ailleurs, des adultes conduisent également sous l'effet de l'alcool.

La notion d'interdits est également abordée, dans la mesure où chacun reconnaît que les jeunes aiment les défis, les compétitions entre eux. «A Floreffe, à la carrière, ils bravent les interdits et c'est dangereux», précise un adulte. Un intervenant explique que le problème est complexe dans la mesure où, justement, c'est l'interdit qui attire le jeune et que, plus il y a d'interdits, plus il a envie de les transgresser. C'est une réaction inhérente à la construction identitaire de la jeunesse. Alors, que faire, sinon expliquer l'utilité des interdits. Un jeune émet des doutes quant à la pertinence de cette façon de procéder.

### ***Au niveau local***

Quelques constats d'ordre général sont mis en évidence, notamment au niveau des Comités de fêtes. Il est reconnu que ceux-ci perdurent dans la mesure où ils intègrent des jeunes. D'autre part, s'il est important de développer des lieux de rassemblement, l'initiative doit en être laissée aux jeunes, de même, il doit être tenu compte des intérêts communs. D'aucuns constatent le manque d'espaces de rassemblement, d'infrastructures pour les plus de 12 ans, ainsi que des éducateurs de rue. Cependant, il convient de maintenir toutes les occasions de développer des relations entre adultes, jeunes et enfants, comme les écoles de devoirs, les relations inter-villages, les maisons de jeunes... Les Conseils Consultatifs des Jeunes sont ouverts à tous, sans hiérarchie, mais tous les milieux socio-économiques et culturels ne sont pas représentés.

Jeunes et adultes relèvent des réalités différentes entre Fosses-la-Ville et Floreffe. Un adulte explique qu'«à Floreffe, le milieu social est plus aisé et il n'y a pas de violence et donc pas de peur par rapport au jeune». «Par contre, à Fosses, poursuit un autre adulte, le milieu est plus défavorisé. Beaucoup de maisons ont été transformées en appartements, ce n'est plus agréable d'y vivre. De nombreux jeunes traînent dans les rues. Mais les jeunes de Fosses sont corrects, seule une minorité d'entre eux font des «conneries».» Un jeune ajoute : «A Fosses, il n'existe plus de Comité des jeunes et c'est normal qu'ils traînent dans les rues». Par contre, il est précisé que le C CJ de Fosses «travaille beaucoup, alors qu'à Floreffe, il fonctionne probablement moins bien, car il est moins représentatif des jeunes qui restent plus volontiers chez eux». A Floreffe, il s'agit plutôt de proposer la création d'espaces informels, des lieux de passage, sans l'obligation de s'engager.

## 3.2 Table ronde de la zone d'Andenne/ Ohey/Fernelmont/Assesse

23 avril 2009



### Rencontres préalables et préparation des Tables rondes.

Pour construire la Table ronde d'Andenne/Ohey/Fernelmont/Assesses, l'équipe du Service Droit des Jeunes a intégré un groupe «Jeunesse» existant déjà au niveau de la ville d'Andenne coordonné par Zone T, service spécialisé en toxico-dépendance et se préoccupant préalablement de susciter des projets en faveur des jeunes locaux. Bien que compétente sur le territoire de la Table ronde, l'équipe du SDJ a dû investir cette zone car notre activité semble peu connue en dehors de grand Namur. Le groupe se compose de plusieurs asbl : PMS provincial, la maison des jeunes «le hangar», la maison de la convivialité, le service de santé mentale, la maison de quartier, les logis andennais, représentants communaux, le service ACTE ainsi que différentes écoles : l'institut Saint-Begge, l'IPES de Seilles, ... Le SDJ a alors dû composer avec une région où il y a très peu d'initiatives en matière de jeunesse : absence d'un planning familial, d'un service d'information pour jeunes ou d'une AMO de proximité... Maisons de jeunes en nombre limités, etc. Les acteurs de terrain le déplorent et sollicitent une réflexion plus profonde à ce niveau. Or, notre projet ne proposait pas de pistes à long terme pour pallier à ce(s) manquement(s) mais il offrait la possibilité de réunir les différents acteurs concernés en leur proposant de pouvoir par la suite et avec leur moyen réutiliser les informations/constats/idées obtenues via la tables-ronde. Ainsi, le SDJ a pu compter sur le soutien de certains au travers des partenariats qui ont été mis sur pied et sur leurs précieuses suggestions.

La commune d'Andenne dont dépendent de nombreux services a mis plusieurs fois des locaux à notre disposition.

Aussi, le projet a permis de créer du lien entre acteurs, de mieux se connaître mutuellement et d'être identifiés comme des relais potentiels.

D'autres associations ont été rencontrées telles que le conseil consultatif des aînés andennais (CCAA), le conseil communal des jeunes (CCJ), le centre culturel d'Andenne.

La difficulté était de mobiliser des acteurs ayant parfois un lien indirect à la jeunesse autour de ce projet.

L'animateur de ce débat était Monsieur De Rue, journaliste à Canal C.

La presse locale avait bien sûr été sollicitée pour relayer l'information relative à la tenue de cette soirée. Un large envoi postal et mail avait été effectué auprès de l'ensemble des services sociaux locaux. Des invitations personnalisées et des affichages grand public ont aussi été envoyées et/ou déposées.

## Soirée Table ronde.

Lieu : **Centre Culturel d'Andenne**

Public : **30-40 personnes, associations, professionnels locaux, politiques, citoyens rencontrés dans le cadre de la préparation de cette table-ronde.**

Le programme de cette table-ronde était en deux phases.

Pour débiter celle-ci, deux supports ont été proposés au public : les capsules réalisées avec Canal C sur l'image des jeunes et un petit film «micro-trottoir» proposé par la Maison de la Convivialité sur le même thème et qui se voulait plus proche des préoccupations locales.

Dans un second temps la trentaine de participants présents ont été invités à réagir à ces deux supports, un débat ouvert s'en est donc suivi et avant de terminer des groupes ont été formés en vue de retenir deux pistes de solution afin d'améliorer la prise en considération de la jeunesse sur le territoire andennais.

## Synthèse des débats

Nous reprendrons la synthèse des éléments du débat en nous focalisant sur les thèmes majeurs abordés.

### *Réactions concernant le contenu des capsules et des micros-trottoirs*

«Certaines questions sont bonnes», explique un jeune. «Cela donne une vision générale de la jeunesse», précise-t-il. Un adulte marque son désaccord en argumentant que la présentation faite de la jeunesse est stéréotypée, réductrice, que les images montrent des jeunes «bien sages, bien gentils». Pour lui, on se trompe de débat : «Il n'y a pas une problématique des jeunes, mais une problématique de société». Il prend pour exemples le manque actuel d'emploi et le fait que l'on médiatise à outrance la «moindre connerie» faite par un jeune. «Auparavant, précise-t-il, on se contentait de l'appel des cloches».

Un autre adulte plus âgé poursuit en expliquant que «les jeunes actuels ne sont pas vraiment différents de ceux de son époque», mais que le contexte a changé. La société de consommation met beaucoup de pression sur les jeunes qui, de ce fait, ont plus de mal à gérer leurs envies. «C'est une évolution des choses», conclut-il. Un autre adulte explique que le seul modèle proposé est celui de la consommation. «Pour être quelqu'un dans la société, il faut consommer. Le bien-être est-il mesurable aux biens de consommation ? Ne faudrait-il pas en débattre avec les jeunes ?» interroge-t-il. Une personne explique qu'il existe à Andenne un service local d'échanges, où les compétences de chacun sont mises à la disposition des autres.

«Par rapport aux quatre films, reprend un autre intervenant, on ne parle pas assez du parent. Or, c'est le premier exemple. Beaucoup de parents se désintéressent de ce que le jeune devient, poursuit-il. Le parent est le premier rempart contre l'insolence et la violence. La famille et l'école sont deux repères pour les jeunes, or ce sont deux institutions qui tombent en ruine.»

La partie du reportage consacrée à la consommation d'alcool a particulièrement interpellé deux adultes qui font part de leur peur par rapport à la mise en danger du jeune. «On peut faire la fête, mais jamais se mettre en danger mortel», dit l'un. «On devrait faire davantage de prévention», reprend un autre intervenant.

### ***La part de rêve***

«Quelle place a-t-on pour réaliser nos rêves ?» interroge un jeune. «C'est plus difficile de trouver un travail qu'on aimerait faire. Les études sont longues et il faut toujours se battre. On a vraiment la pression, poursuit-il.» Un adulte explique qu'à son époque, les parents aidaient les jeunes à réaliser leurs rêves et il pense qu'aujourd'hui, les jeunes sont beaucoup plus libres, mais ne savent pas vraiment où aller. «Nous, on décidait ou les parents décidaient pour nous, explique-t-il. J'ai l'impression que les parents actuels ne sont plus aussi près de leurs enfants et vice versa. Il y a un gros problème d'accompagnement». Un jeune prend la parole pour marquer son désaccord par rapport à ce qui vient d'être dit. Il cite son cas pour préciser que ses parents sont proches de lui.

Un adulte intervient pour expliquer que les rêves des jeunes n'ont pas changé : c'est la société qui n'est plus la même. Les jeunes ont plus de facilités au niveau matériel, mais la société s'est complexifiée au niveau des choix, explique-t-il. Il y a une palette importante de métiers, mais peu de possibilités.

### ***Particularités de la jeunesse***

«Quand on est jeune, on ne sait pas ce qu'on veut... du moins, on cherche, on se cherche», explique un intervenant. Il poursuit en précisant qu'il convient de se décentrer de notre point de vue d'adulte. Le jeune a une idée de ce qu'il fera plus tard, mais cela peut rester vague et il ne sait pas s'il y arrivera.

Un autre aspect de la jeunesse est abordé par un autre adulte. «Quand on est jeune, c'est l'interdit qui plaît. On a envie d'essayer, de faire ses expériences», explique-t-il. «On veut tout connaître, et c'est normal», ajoute un jeune.

Pour d'autres, la violence serait propre à l'expression du mal-être des adolescents qui ne parviennent pas à l'exprimer par les mots. D'autre part, certains jeunes «fonctionnent de travers», en confondant le monde réel avec ce qui appartient au virtuel, notamment via les jeux, internet, les films pornographiques... Mais, précise un adulte, il y a toujours eu des problèmes liés à la jeunesse : dans l'Antiquité, les moyens étaient bien sûr différents, mais on en parlait déjà.

### ***Davantage de communication***

A l'exemple du débat en cours que plusieurs personnes trouvent utile, pertinent et «à recommencer», certains expriment le besoin de créer de la communication. «Le rôle de la société est de construire toujours plus de dialogue, explique une intervenante, mais on n'a pas le temps, ou pas l'envie...». «Comment faire pour écouter nos jeunes, prendre en compte ce qu'ils disent et trouver des solutions ?» interroge un adulte. Il lui est répondu qu'il convient de créer des espaces de rencontre.

Un jeune explique, qu'en effet, il n'en existe pas beaucoup et ceux qui existent ne sont pas connus. On ne fait malheureusement pas de publicité pour ces endroits, comme on en fait pour les soirées de jeunes. Un adulte reprend que le Conseil des jeunes existe, ainsi que la Maison de la convivialité.

Plusieurs difficultés sont relevées concernant la création et le fonctionnement des espaces de rencontre. En ce qui concerne le Conseil des jeunes, il est fait mention du manque de motivation des jeunes. Avoir envie de changer les choses, d'aider «tout le monde» demande un véritable engagement. . . Quant à la création d'espaces de rencontre, des nuances sont apportées. «Il y a ceux qui monopolisent la parole et ceux qui n'ont pas envie de la prendre», explique un intervenant qui poursuit en exprimant ses doutes concernant l'efficacité des espaces de parole et finit, en proposant de cibler les espaces à créer, en analysant davantage la demande.

«Donner la parole aux jeunes, d'accord. . . Mais, en quoi ça consiste ?» interroge un adulte qui poursuit en demandant ce que les jeunes revendiquent. Pour celui-ci, le problème est propre à la jeunesse : ils vivent aujourd'hui dans l'inconscience, comme si demain sera pareil. Ils n'imaginent pas un avenir différent de ce qu'ils vivent au présent. Il termine son intervention en exprimant des doutes concernant la clarté de leurs demandes. Un jeune répond en précisant qu'ils ont besoin d'apprendre, d'être aidés par les adultes pour prendre la parole, formuler leurs demandes.

«Mais, est-on prêt à écouter les jeunes et prendre en compte ce qu'ils disent ?» relance un adulte qui explique qu'«à partir du moment où on ne tient pas compte de leurs avis ou que l'on nie les problèmes, on ne résout rien». «Il revient au Communal d'imaginer des rencontres pour poser les vrais problèmes», précise un adulte.

«Comment conscientiser les jeunes sur les défis, les enjeux de la société ?» se demande un adulte. «Dans la société, où les rapports de force sont essentiels et déterminants, les jeunes doivent faire une révolution, interpeller le monde politique» répond un autre adulte, qui poursuit en expliquant qu'en mai 68, les jeunes n'ont pas demandé la permission pour agir. . . Un jeune fait part de ses doutes concernant cette méthode, insistant sur l'aide des adultes dont ils ont besoin pour se rassembler sur des points communs.

### **Au niveau local**

D'aucuns essaient d'en savoir plus sur les éventuels problèmes à Andenne. «A part le problème du cinéma réclamé depuis longtemps par les jeunes et celui des carrières qui constituent des lieux de rassemblement dangereux, il n'y a pas de grandes demandes», avance un adulte. Un autre reprend : «Dans l'ensemble, on ne montre pas beaucoup de problèmes à Andenne. Dans quelles situations les parents démissionnent-ils ?» Lui-même dit ne pas connaître de situations problématiques.

Un intervenant explique qu'il n'y a pas que le désintérêt parental, il existe des problèmes d'ordre scolaire, notamment. «Le décrochage scolaire existe. Un réseau a été mis en place. Le travail est mené avec les écoles et les ASBL.» Un autre adulte fait part de la problématique des jeunes d'origine étrangère dont le premier souci est l'intégration. «Or, dans les parcs, ils ont l'impression de déranger. On les stigmatise un peu», explique-t-il.

A Andenne, des lieux de parole et de rencontre existent, tels le Conseil communal des jeunes, la Maison de la convivialité, la Maison des jeunes, la Maison de quartier. Ce qui ne signifie pas que des difficultés n'existent pas. Deux interpellations en témoignent.

La première concerne le Conseil communal des jeunes. S'il existe à Andenne, sa pérennité est remise en question, étant donné que des élections sont organisées cette année et qu'il n'y a que 15 candidats, explique une adulte. Avec l'appui de la Maison de la convivialité et d'autres ASBL, une démarche de sensibilisation des jeunes est effectuée.

La seconde interpellation concerne l'existence même des maisons de jeunes, en général. Un intervenant décrit brièvement l'histoire de leur fondation, dans les années 1950, et l'effet «stigmatisation» qui en a résulté. «Le jeune est fragmenté, explique-t-il, il y a un ministère de l'enseignement, de l'aide à la jeunesse, de la culture, des sports... pour gérer les problématiques des jeunes. Il n'est plus reconnu dans son individualité. Auparavant, il y avait un contrôle social à l'échelle de la famille, à l'échelle du quartier.» Celui-ci poursuit en expliquant que le mot «jeune» fait peur, parce que, entre autres, il a été mal utilisé par les journaux. Il conviendrait de repenser les Maisons de jeunes. Il propose un «Syndicat d'initiatives des jeunes d'Andenne» qui permettrait de «renouer avec l'intergénérationnel». Les jeunes pourraient y trouver des informations, des conseils donnés par des personnes plus âgées... Il termine son intervention en précisant leur «intention de créer une ASBL pour essayer de coordonner les initiatives».

Une personne plus âgée se dit frappée par la précédente intervention. Pour celui-ci, on «touche le fond du problème». Il explique qu'il a l'impression que l'on cloisonne tout dans la société : entre les crèches et les maisons de retraite, il y a l'école, etc. Le jeune est présenté comme «le chancre». C'est un mécanisme qu'il convient d'arrêter, parce que la jeunesse constitue la société de demain. «Il faut travailler à mieux intégrer le social», conclut-il.

### 3.3 Table ronde de la zone de Namur

25 avril 2009



#### Rencontres préalables et préparation de la table ronde

Comme pour la table ronde organisée à Floreffe, nous avons proposé le spectacle «Ceci n'est pas un rêve», ce qui a été possible grâce au partenariat avec la Province de Namur et la Compagnie Buissonnière.

Etant nous-mêmes une association située à Namur, nous avons assuré la communication de l'événement via nos réseaux habituels.

Pour une ville comme Namur, le challenge était de faire venir à cette soirée des citoyens qui n'ont pas spécialement de lien avec les secteurs associatif et politique.

Pour se faire, nous avons invité à cette soirée des jeunes et familles qui fréquentent l'AMO. Des cartons d'invitation ont également été distribués sur le marché et dans des lieux publics du centre-ville.

Nous souhaitons également mettre l'accent sur la collaboration qui s'est mise en place avec la troupe de théâtre de l'EC-MJC Balances.

#### Table ronde

Lieu : **nous avons organisé la soirée table ronde au théâtre «Jardin Passion», lieu culturel bien connu à Namur**

Public : **parmi les personnes présentes, on trouvait aussi bien des jeunes, des adultes, des personnes venues en famille, des travailleurs sociaux et des représentants politiques**

Les jeunes comédiens de la troupe de l'EC-MJC Balances ont proposé du théâtre invisible tout au long de la soirée table ronde.

Dans un premier temps, le public a assisté au spectacle «Ceci n'est pas un rêve». L'assemblée s'est déjà montrée très réceptive et réactive pendant le spectacle.

Dans un second temps, un temps d'échange, en grand groupe, avec toutes les personnes de l'assemblée, a été proposé. Nous avons donné l'occasion à tous ceux qui le souhaitaient de s'exprimer sur l'image des jeunes.

#### Synthèse des débats

##### *Réactions par rapport à la pièce «Ceci n'est pas un rêve»*

Plusieurs jeunes et adultes témoignent d'abord de leur appréciation de la pièce : «j'ai bien aimé», «la pièce était super» ...

Les commentaires qui suivent différencient le monde des adultes et celui des jeunes.

Un jeune dit voir la réalité des adultes telle qu'elle est montrée dans la pièce. Un autre jeune lui répond que, heureusement, il ne voit pas tous les adultes de cette façon, sinon, il n'aurait pas envie de le devenir.

Un autre jeune explique que le travail sert à nourrir la famille, mais qu'il ne faut pas travailler «dans un tel rythme». Une adulte poursuit en précisant que le travail est vital pour la famille, mais qu'aujourd'hui, «on n'a plus le temps d'éduquer les enfants. Alors, l'alcool sert à oublier. Mais, on n'oublie pas. . . on est mal et ça complique les choses, ça apporte de la violence.» Elle termine son intervention en disant qu'il convient de trouver un équilibre entre le travail et l'éducation des enfants. Un intervenant ajoute que les adultes ont également besoin de s'amuser et qu'ils font aussi des «folies».

Un jeune explique que «la pièce montre bien ce qu'est la jeunesse. C'est un temps magique pendant lequel on peut réfléchir sur soi, sur ses idéaux parce que, quand on est adulte, on a du mal à revenir sur soi et sur ses rêves».

### **Réactions à partir des différents thèmes**

#### **«Le jeune est con»**

Un adulte s'exprime avec humour : «On est tous le con de quelqu'un d'autre. Que les jeunes se rassurent : ils ne sont pas les seuls. . .». Un autre adulte ajoute que le jeune est «pris pour un con, parce qu'il a encore des rêves».

Un jeune explique qu'il «est pris pour un con», parce qu'il n'a pas d'expérience. Il poursuit en précisant que les jeunes ont droit à l'erreur, alors que les adultes ne se le permettent pas. Ils ne supportent pas de se tromper, alors que pour les jeunes, cela reste un droit.

#### **«Le jeune est une menace»**

Un jeune définit d'abord ce qu'il entend par «menace» : «c'est lorsqu'on met la musique à fond ou quand on est ensemble». Il poursuit : «Quand on sort de l'école, on rigole, on joue, on fait un peu les fous. On sait alors qu'on nous regarde bizarrement, on nous prend pour des délinquants». Une adulte fait part de son ressenti : «J'ai peur, dit-elle, de l'image que ma fille renvoie aux autres, parce que, à travers elle, je suis jugée comme une bonne ou une mauvaise mère.» Un autre intervenant précise que l'on peut admettre que l'adulte soit interpellé, parce qu'il ne comprend pas où est la limite entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Mais, poursuit-il, il faut faire la différence entre jeunes et délinquants : «Des jeunes qui font du bruit, c'est normal». Un autre adulte explique qu'à la sortie d'un match de football, il y a également beaucoup de bruit. Pour celui-ci, la réalité est beaucoup plus complexe : il convient de se méfier des clichés.

Un adulte précise que certains jeunes ne sont pas polis. Un jeune répond que certains adultes sont également impolis à l'égard des jeunes. Il poursuit en expliquant que les jeunes aimeraient que les adultes ne les «regardent pas toujours négativement». Pour celui-ci, on accorde trop d'importance aux préjugés. Les jeunes voudraient aussi du respect. Ils aimeraient que les adultes apprennent à les connaître, avant de les juger. Un autre jeune prend l'exemple des rassemblements qui font souvent peur aux adultes. Il explique : « On se rassemble pour ne pas être seuls, pour ne pas rester chez soi et s'ennuyer».



### «Le jeune a le cul dans le beurre»

Un jeune marque son désaccord en expliquant que les adultes ont «un avenir tout tracé», alors que les jeunes doivent encore tout construire. «C'est en rêvant que l'on doit tracer notre avenir, poursuit-il. Et c'est une chose très compliquée.» Un autre jeune nuance ces propos en précisant que c'est à tout âge que l'on doit construire son avenir.

Un adulte explique que le jeune a «le cul dans le beurre» au point de vue matériel. Cependant, «les choses paraissent plus simples avant». «Quel défi pour le jeune ! poursuit-il. Au point de vue social : construire sa vie, se retrouver dans la société qui va vite, qui se complexifie, ce n'est pas facile.»

### Au niveau local

Les échanges, principalement organisés autour des thèmes de la propreté, des rassemblements, de l'usage de l'alcool et des drogues, ont été émaillés de nombreuses nuances, tant de la part des jeunes que des adultes.

Pour d'aucuns, Namur est «une ville propre», où il n'y a «pas beaucoup de problèmes de jeunes». Pour certains, «ce calme» est dû à la présence de nombreux policiers. A ce propos, les avis sont partagés. «Il y a un policier à chaque coin de rue. Il y en a trop pour une population qui n'est pas violente» explique un jeune. Un autre ajoute : «Ils contrôlent même la population scolaire, mais ne voient pas tous les délits : les jeunes qui boivent, à la sortie des écoles et près de la gare». Un jeune reprend : «Il ne fait pas toujours bon vivre à Namur. Sans la police, ce serait «le bordel» dans les rues». Une adulte poursuit : «La présence de policiers est importante pour protéger de la drogue et du deal». Elle ajoute : «Je suis tout de même gênée de voir l'ascenseur de la gare rempli de déchets».

Les lieux de rassemblement sont évoqués avec beaucoup de crainte. «Comme Namur est une ville calme, les habitants y sont habitués. Ils ont donc vite peur des rassemblements», explique un jeune. «Un moment critique dont on parle beaucoup est la sortie des écoles», ajoute un autre. Une adulte fait part de son inquiétude de parent : «A la gare, je sais qu'on vend de la drogue. Ma fille passe par là et j'ai peur.» Un autre adulte ajoute que «la gare est un endroit dangereux».

Les fêtes de Wallonie à Namur suscitent quelques commentaires, notamment concernant l'interdiction de vendre de l'alcool aux jeunes. «Il y aura toujours des fauteurs de troubles : c'est une question de seuil de tolérance» explique un adulte. Celui-ci ajoute : «Il serait préférable de faire de l'éducation sur les effets de l'alcool et donc faire de la prévention.»

Après avoir précisé que «la casse» durant les fêtes de Wallonie n'était pas le seul fait des jeunes, mais concernait aussi les adultes, le débat est orienté vers les structures et les moments permettant aux jeunes

«de se défouler», en dehors de la période festive de septembre. Une première interpellation d'un adulte relève le manque de structures et de moyens financiers. «Est-ce parce qu'il y a des structures que les gens se rencontrent ?» interroge un autre intervenant. Celui-ci poursuit en précisant qu'un abri de bus peut constituer une structure. Un autre adulte ajoute qu'il est légitime que les jeunes ne veuillent pas entrer dans des structures... «Il faut aussi nous laisser créer, avec des seuils de tolérance», conclut un jeune.

### 3.4 Table ronde de la zone de Jemeppe-sur-Sambre

30 avril 2009



#### Rencontres préalables et préparation des Tables rondes.

En Basse Sambre, le Service Droit des Jeunes n'étant pas identifié comme «proche géographiquement», nos missions restent méconnues. De plus, cette zone qui se compose d'une seule commune ne déploie que peu de moyens en matière de jeunesse, il y avait donc peu de ressources mobilisables concrètement et ce, alors que la commune est vaste et très hétéroclite au niveau de sa population.

Dans un premier temps, l'équipe du SDJ est allée rencontrer le GABS, service en contact avec une vaste population (jeunes et plus âgés) sur Jemeppe-sur-Sambre mais également sur Sambreville. Le service «le Bol d'air» fût également un partenaire clé car il a une action reconnue et encrée sur le territoire depuis plusieurs années.

Sur Jemeppe-sur-Sambre, nous avons aussi pu compter sur la collaboration directe du Service J, organisme reconnu notamment pour ses multiples activités à l'attention des jeunes en période de vacances scolaires. Nous avons rencontré le responsable de ce service afin de travailler en collaboration sur notre projet. De là, sur base de leur disponibilité, ils ont réalisé un micro-trottoir auprès des habitants afin d'approcher leur vision de la jeunesse au sein de leur commune.

Nous avons également sollicité une petite troupe de théâtre amateur : «les Gamapias en herbe» composée d'adolescents qui pratiquent essentiellement l'improvisation. Ils étaient intéressés de prendre part à ce projet pour démontrer que les jeunes peuvent –aussi – avoir des loisirs constructifs mais souhaitent également interpellier les «mandataires» politiques en vue de solliciter davantage d'initiatives en faveur des jeunes sur la commune.

Ces partenaires se sont chargés de la campagne publicitaire auprès de leur public et de la population locale tandis que notre service adressait certaines invitations personnelles auprès de responsables communaux, de la police, etc.

Lors de la table-ronde, l'AMO Basse-Sambre était présente puisque également compétente sur cette zone et de ce fait a pu apporter ses constats et sa pratique.

Un représentant du CAAJ (Monsieur Sols) était également présent puisqu'il connaît bien cette zone. Le modérateur de cette soirée fut Monsieur Blairon, responsable du service RTA à Namur.

## Soirée Table ronde.

Lieu : **Salle du GABS à Spy**

Public : **30 personnes, principalement les professionnels ayant été contactés lors de l'élaboration de la soirée, aucun politique et peu ou pas de citoyens, jeunes et moins jeunes, venus en tant que tels.**

Cette soirée Table ronde gérée par le SDJ a été construite selon le même schéma que celle organisée à Andenne : diffusion des capsules «Jeunes à la une» lors de l'accueil puis présentation et projection du film réalisé par le Service J, ensuite une séance de théâtre d'improvisation a suivi sur base de quelques saynètes basées sur des thèmes d'actualités : le jeune et la police, les rapports jeunes et moins jeunes, etc. Un débat est très vite né suite aux éléments déjà soulevés en ce début de soirée. Il s'est clôturé par un travail en sous-groupe où chacun a planché sur des «propositions» à relayer à l'avenir au niveau politique pour renforcer le secteur jeunesse sur le territoire.

Cette table-ronde fût l'occasion de rassembler les quelques partenaires «jeunesse» et va sans doute donner lieu à des réunions entre ceux-ci afin de parvenir à une position commune qui sera celle défendue devant les autorités de la ville.

## Synthèse des débats

### ***Commentaires à partir du support (capsules)***

Un rapide tour de table est organisé afin de recueillir des commentaires sur les différents thèmes abordés par les reportages.

#### ***«Le jeune est con»***

Les avis sont partagés. D'aucuns affirment que les jeunes ne sont pas plus «cons» qu'auparavant, qu'ils ont plein de projets, ou encore, qu'ils sont seulement insouciant. D'autres, par contre, mettent l'accent sur le fait que le jeune fait des bêtises et qu'il est «con» lorsqu'il n'étudie pas et qu'il s'amuse à taguer, à traîner dans les rues ou quand il joue à la Playstation.

#### ***«Le jeune a le cul dans le beurre»***

La majorité des quelques personnes qui prennent la parole répondent par l'affirmative, en justifiant que le jeune «a tout ce qu'il veut». D'autres nuancent en disant que ce n'est pas le cas de tous les jeunes. Un intervenant trouve que les jeunes n'ont pas beaucoup de facilités, étant donné que l'emploi est de plus en plus difficile à trouver.

### **«Le jeune est une menace»**

Il est majoritairement répondu que le jeune n'est pas une menace. Il ne l'est pas «puisqu'il est l'avenir de la société». Des nuances sont toutefois apportées : «Ils sont parfois un peu remuants, ils font du bruit dans la rue, bravent les interdits», «Ils ont besoin d'être éduqués», «On a parfois des difficultés à les comprendre» ou encore «Le comportement de certains amène à penser que le jeune est une menace, mais c'est une minorité».

D'autres intervenants, par contre, rappellent quelques faits divers forts médiatisés pour avancer une vision agressive des jeunes.

### **«Le jeune est inconscient»**

Les trois personnes qui s'expriment à ce propos sont plutôt d'accord avec ce stéréotype. Pour l'un, l'inconscience est le propre de l'adolescence : il manque d'expérience. Pour les deux autres intervenants, le jeune est particulièrement inconscient au volant, surtout lorsqu'il consomme de l'alcool.

### **Commentaires, à l'issue des «matchs d'improvisation»**

Pour certains, les saynètes représentent une vision trop stéréotypée des jeunes. «Chacun est différent. Pourquoi généraliser ?» s'interroge un intervenant. «On imagine toujours les jeunes devant la télévision, leur playstation ou encore qui n'étudient pas... c'est un peu caricatural», explique un jeune.

La suite du débat a principalement pour thème l'éducation, avec la mise en évidence des difficultés rencontrées par les parents. Quelques personnes font d'abord part de leurs observations des jeunes de Jemepe.

«Il fait bon vivre à Jemepe», avance un adulte. Ce qui n'est pas l'avis d'un autre intervenant qui affirme qu'il y a «beaucoup de problèmes à Jemepe, principalement à la sortie de l'Athénée...». «Ils volent, traînent dans les rues et agressent les gens», poursuit une dame. «Pourquoi les jeunes sont-ils encore en rue à 9 heures du soir ?» interpelle une autre personne à laquelle un jeune répond que «ce n'est pas parce que les jeunes sont dans la rue, qu'ils font du mal». Un adulte poursuit : «Il faudrait restaurer le service militaire : quand on rentrait cinq minutes en retard, on était puni. Si les jeunes ont des droits, ils ont aussi des devoirs...»

La discussion prend alors la forme d'échanges sur la compréhension de la problématique, notamment en matière d'éducation.

Un adulte explique que les parents ne sont pas infaillibles : ils peuvent perdre le contrôle de leur adolescent à la suite, par exemple, d'une mauvaise fréquentation. Ils peuvent dès lors être mis en difficulté. Une dame poursuit en relevant l'importance de l'éducation. Pour celle-ci, les Droits de l'Enfant ont introduit des effets pervers. Elle prend l'exemple d'enfants de 5/6 ans «qui répondent méchamment à leurs parents» ou qui les menacent d'appeler le 103. S'il est normal de protéger les enfants afin qu'ils ne soient pas maltraités, les parents se trouvent parfois limités dans l'éducation qu'ils veulent donner à leurs enfants, surtout en matière de règles, explique l'intervenante. Un autre adulte ajoute que les parents sont souvent dépassés par la technologie : les enfants savent très tôt utiliser ordinateur et GSM, ce qui peut «mettre les parents à mal dans leur autorité».

Pour plusieurs intervenants, il est plus difficile aujourd'hui, pour les parents, de faire respecter des règles à leurs enfants. Deux raisons principales sont évoquées. La première qui est abordée concerne l'absence des parents, quand l'enfant rentre de l'école. Souvent, en effet, les deux parents doivent travailler et, lorsqu'ils rentrent à la maison, ils doivent user de leur autorité pour que l'enfant fasse ses devoirs. Ce qui n'est pas toujours simple. Une seconde raison concerne l'ouverture au monde. Auparavant, le jeune vivait dans un monde beaucoup plus restreint : le milieu familial était une «petite forteresse bien protégée», il n'y avait ni télévision, ni internet. Aujourd'hui, les limites sont beaucoup plus difficiles à mettre, étant donné l'ouverture importante au monde. A cela s'ajoute ce qu'une intervenante appelle «l'illusion de communication». «En effet, explique-t-elle, aujourd'hui, beaucoup de communications sont données dans le vide et non plus sur l'essentiel». Elle cite l'exemple des SMS envoyés pour connaître l'heure du retour à la maison.

Enfin, conclut un intervenant, il est nécessaire de faire confiance aux jeunes et ne pas avoir peur d'eux. Ils en ont besoin pour se construire. Les adultes doivent apprendre à relativiser. «Des graffitis, ce n'est pas si grave, ça peut être un moyen d'expression», explique celui-ci. Une adulte poursuit en dénonçant les spots publicitaires qui, selon elle, véhiculent des stéréotypes massifs sur l'image des parents, des adolescents et de leurs relations. «Le siècle cultive le malaise, le mal-être. Aujourd'hui, il y a plus de jeunes en manque d'amour et d'écoute que de jeunes délinquants».

### **Au niveau local**

Un intervenant déplore qu'aucun représentant politique ne soit présent au débat, mais concède qu'un conseil communal a lieu au même moment. Il a l'impression que le pouvoir communal «se désintéresse des jeunes». Il avance deux arguments à ses propos. «Depuis un an, il n'y a plus aucune réunion à Jemeppe concernant le plan de proximité». Il poursuit en dénonçant ce qu'il appelle une «contradiction». «Les frais de location des locaux communaux pour des clubs sportifs sont trop élevés. Ce qui entraîne l'ouverture d'un bar pour récolter de l'argent et donc la vente de boissons alcoolisées à des jeunes».

«En matière de sécurité, Jemeppe est une zone relativement calme par rapport à Sambreville», précise un autre intervenant. Celui-ci poursuit en expliquant que «certains parents sont démissionnaires et ne veulent plus s'intéresser à leurs enfants» : ils les isolent dans leur chambre sans vérifier l'usage qu'ils font de la télévision ou d'internet. Ou encore, explique-t-il, ils ignorent «ce qu'ils font de leur GSM».

Une autre personne explique que, dans certains quartiers de Jemeppe, «il n'y a rien». Il existe des «quartiers ghettos» qui se trouvent à plus de deux kilomètres du centre. Ce sont des «quartiers défavorisés» où les gens ne peuvent pas se déplacer, «parce qu'ils n'ont pas de voiture ou encore parce qu'ils ont des problèmes de santé».

La question des structures d'animation à Sambreville et à Jemeppe est alors mise en débat, de manière engagée. «Ce n'est pas la première fois que l'on entend qu'à Jemeppe, il n'y a rien. Au niveau communal, la jeunesse, ça n'existe pas.» «On dit la même chose de Sambreville.» «A Jemeppe, l'implication budgétaire est moins importante.» «Au service J, nous sommes deux animateurs pour nous occuper d'une population de 2200 jeunes âgés de 10 à 18 ans. On canalise pas mal de jeunes. . . des centaines, mais à deux, on ne sait pas faire plus. . . » «On a beaucoup de difficultés à contacter les jeunes, à les motiver à fréquenter les activités proposées.» «On a affaire à des publics totalement différents qu'il est difficile de faire côtoyer.» «Le travail

se fait toujours au niveau de la prévention sociale, même si les appellations ont changé.» «Il manque des animateurs.» «Attention aux risques pris lorsque l'on met ensemble des publics différents. Il y a le danger de mettre un loup dans la bergerie».

Suite à cet échange, une jeune intervient en s'étonnant que «si tant de choses sont mises en place, pourquoi n'en entend-on pas parler ?» «Est-ce que cela correspond à la demande des jeunes ?» s'interroge-t-elle. Un adulte explique qu'il y a eu une volonté de créer un Conseil consultatif des adolescents, mais que celui-ci n'a pas pu voir le jour. Toutefois, poursuit-il, l'ASBL «Bol d'air» a été créée, un an après un fait divers dramatique. «Il manque des moyens politiques à Jemeppe», conclut-il.

Une intervenante précise qu'il n'existe pas de «lutttes intestines entre les populations de Jemeppe et de Sambreville». Un adulte poursuit en expliquant qu'il faudrait davantage favoriser les moyens d'expression. L'apparition de nombreuses petites troupes de théâtre témoigne de l'importance du besoin de communiquer. Un autre adulte ajoute qu'il convient de tenir compte des réalités différentes. «Chacun a sa manière d'éduquer. La tolérance zéro n'existe pas et n'existera jamais.» Il termine en expliquant qu'il est persuadé que, quoi que l'on fasse, certaines personnes ne fréquenteront jamais les services proposés aux jeunes.

### ***Réflexions et propositions issus des mini-groupes***

Un premier groupe relève l'importance des structures, des points de repères clairs, de la mise en place d'espaces où chacun a la parole, dans le respect de son parcours de vie et de son histoire. Il convient d'oser faire confiance aux jeunes pour leur permettre d'agir. Il faut également tenir compte du phénomène de groupe : un jeune pris individuellement se comporte de manière différente que lorsqu'il est avec ses pairs.

Le deuxième groupe mentionne que l'on a beaucoup parlé de politique. Toutefois, «Les forces vives et la volonté sont présentes mais, ce qui manque, c'est la concertation entre le terrain et le monde politique.» Il est également relevé que «le monde associatif attend beaucoup du nouveau plan de cohésion sociale».

Le troisième groupe pose la question du partenariat social et exprime la volonté d'agir différemment, «étant donné qu'il n'est pas évident de se faire entendre par le monde politique». Avoir davantage de projets et les travailler en synergie avec les services qui existent, permettrait, selon eux, d'apporter davantage de cohésion au niveau social.

Le dernier groupe, exclusivement formé de jeunes, fait d'abord part du sentiment de ne pas être écoutés et de manquer d'intérêt aux yeux des adultes. Ils expriment leur volonté de ne pas faire le premier pas... Le rapporteur du groupe poursuit en son propre nom pour demander si ce n'est pas aux adultes à faire ce premier pas. D'autre part, il explique que «Les jeunes ne sont pas intéressés par les tracts, c'est le bouche à oreille qui fonctionne le mieux». Il insiste : «Malgré l'image négative véhiculée par certains, il existe des jeunes qui veulent être constructifs.»

En guise de conclusion à la soirée, plusieurs éléments sont mis en évidence telle la volonté de mieux prendre contact avec les jeunes, de mettre en place de nouveaux projets, de conscientiser davantage le pouvoir politique, de travailler en meilleure synergie avec toutes les associations et surtout, de multiplier les lieux et moments d'échanges.

### 3.5 Table ronde de la zone d'Eghezée/La Bruyère/Gembloux

7 mai 2009



#### Rencontres préalables et préparation des Tables rondes.

Pour construire la Table ronde d'Eghezée/La Bruyère/Gembloux, l'équipe d'Imagin'AMO, l'AMO de Gembloux, a fait appel au réseau d'acteurs qui étaye sa pratique quotidienne. Implantée sur le territoire de la Table ronde, l'équipe a donc tout d'abord concerté ses partenaires proches : le PSE et le PMS Provinciaux de Gembloux, le Service Jeunesse de la Ville, l'ALE, le Centre Culturel de Gembloux, le Centre El Paso (centre Mena) de Gembloux, l'asbl Loisirs Actifs de Loncée ->«Allo»-, le Service Actions Famille-Santé de la commune de Gembloux... L'équipe a alors rencontré la réserve des uns face à un projet demandant de «mobiliser les acteurs et la population dans cette commune où les personnes «sortent» peu et où elles sont difficiles à atteindre». Mais, l'AMO a aussi reçu le soutien d'autres, par des idées soulevées ainsi que par des propositions concrètes d'aide et de collaboration.

Rencontrer Victor Braconnier, le rapporteur de l'ensemble des Tables rondes, a aussi apporté un certain recul aux démarches de l'équipe.

Le projet a aussi amené vers de nouvelles rencontres, ou a permis de renforcer certains partenariats naissant : avec la Maison des Jeunes de Rhisnes-La Bruyère, les Restos du Cœur de Gembloux, le Centre Culturel d'Eghezée, le Centre Sportif de Gembloux, la Police de la zone Orneau-Mehaigne, Silvio Cesaraccio du CAAJ, les écoles des différents réseaux, l'Athénée, le Collège, l'ITHCF ainsi que la FusaGx, la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux, l'Association Générale des Etudiants de la Faculté, sans compter les nombreux contacts et discussions avec la population, jeune et moins jeune, ainsi que la presse locale et les commerces, par l'intermédiaire de la campagne publicitaire.

#### Soirée Table ronde.

Lieu : **Centre Culturel au Cinéma Royal de Gembloux**

Public : **60 personnes, associations, professionnels locaux, politiques, citoyens rencontrés dans le cadre des missions de l'AMO ou récemment pour le projet, public somme toute assez hétérogène, quelques jeunes seulement.**

Les Tables rondes gérées par Gembloux ont suivi un même programme :

Le choix de l'AMO s'étant porté sur l'organisation d'ateliers-débats (en petits groupes au sein desquels l'expression de chacun serait facilitée), Imagin'AMO a débuté la soirée en s'entourant de professionnels locaux de son réseau (PMS et PSE Provinciaux, le centre Mena «El Paso», Restos du Cœur de Gembloux, MJ de Rhisnes-La Bruyère et des travailleurs des deux autres AMOs partenaires sur le projet «Jeunes à la Une») qui tiendraient les rôles d'animateurs et de secrétaires des sous-groupes. Cela, afin de s'accorder

sur les objectifs d'animation et de prise de notes des ateliers et d'aborder conjointement la soirée.

Pour débiter celle-ci, deux supports ont été proposés au public : les capsules réalisées avec Canal C ainsi qu'une intervention de Bruno Humbeek, psychopédagogue au «Galion» -Centre d'éducation familiale du CPAS de Péruwelz-, chercheur à l'UMH et auteur de «L'humour pour aider à grandir».

Dans un second temps la soixantaine de participants présents ont été invités à prendre part à des débats en petits groupes sur le thème de l'Image des Jeunes, encadrés par les travailleurs présents au briefing préalable à la soirée.

Aussi, lors d'une réunion CPSA, Cédric Clause, psycho-sexologue au Centre de Planning Familial de Namur, a informé d'un projet dont il est à l'initiative, l'exposition «Ado-Les-Sens - Images et Mots d'Adolescents», réalisée avec la collaboration des professeurs et élèves de l'Institut Félicien Rops de Namur (cf. texte en annexe). Jacqueline Dumoulin du PSE Provincial de Gembloux, présente à cette réunion, a pensé aux Tables rondes et a relayé l'information. L'exposition a tenu lieu de «toile de fond» lors des deux soirées organisées par Imagin'AMO.

Après la rédaction et les conclusions du rapport, afin de les confronter à la pratique de terrain et d'envisager les suites possibles, une rencontre est prévue avec les animateurs, secrétaires, partenaires et participants qui ont déjà manifesté leur intérêt.

## Synthèse des débats

### ***Réactions à partir des capsules et de l'intervention de Bruno Humbeek***

D'emblée, plusieurs personnes réagissent pour dénoncer les stéréotypes qu'elles entendent dans les reportages.

Tout d'abord, une seule catégorie de jeunes est représentée : si l'on avait donné la parole à des étrangers, ou encore à des jeunes à la sortie d'une soirée, le discours aurait été différent. Ils s'expriment avec des mots d'adultes. Ensuite, les micro-trottoirs paraissent «orientés», «stigmatisants». On met facilement une étiquette sur les jeunes. Ils se défendent et ont raison. «Toute étiquette est oppressante», précise un adulte, «on sait difficilement s'en défaire». Cependant, l'image est renvoyée aux parents. Dire à un jeune que c'est un «fainéant», cela ne lui cause pas trop de problèmes. Mais, cela est renvoyé au parent qui se sent jugé dans l'éducation qu'il donne à son enfant. Une image adolescente trop ciblée ne représente pas la réalité.

Pour d'aucuns, cette présentation risque de renforcer les clichés. Les jeunes ne sont pas comme cela, dans la réalité. Dans les capsules, ils sont présentés en décalage : on les décrit trop sages. «C'est comme un film fait par les adultes, c'est trop édulcoré». Un adulte relève qu'il s'agit ici de «clichés classiques», qui se reproduisent de génération en génération. Un jeune ajoute qu'il se sent dévalorisé par ce qui est présenté. Pour celui-ci, les jeunes sont jugés par les adultes sur ce qui ne va pas, alors que la plupart vont bien. Il faut uniquement leur laisser vivre leur passion. Un adulte reprend «on ne parle pas de ce qui va. La majorité des jeunes sont supers. Les moments importants avec les jeunes sont des moments de pause, de discussion, assis par terre.» Un adulte ajoute : «le jeune n'est jamais mauvais, il faut l'aider à découvrir ses capacités».

Les capsules aident aussi à réfléchir : elles avancent des questions sans y répondre. Elles peuvent être pertinentes en suscitant le débat. Elles provoquent. Ce sont des idées reçues sur les jeunes, qui cachent «des choses profondes». «C'est hors du temps, mais intéressant». Le manque de communication, plus particulièrement de dialogue, apparaît comme un élément majeur du fossé entre jeunes et adultes. Il semble que les jeunes soient de plus en plus livrés à eux-mêmes, sans qu'il y ait nécessairement l'envie de dialoguer. Un jeune nuance en précisant qu'ils ne se sentent pas assez compris, écoutés. Un autre jeune explique que la plupart ont peur de parler, de peur d'être jugés. Il prend l'exemple d'un de ses copains, gothique, qui a subi un refus d'inscription dans plusieurs écoles parce que «son apparence ne plaisait pas». Il reprend les paroles de ses parents à propos de sa relation avec ce jeune : «Tu traînes avec ça . . . ». Or, pour ce dernier, son copain est «bien» et «n'a pas peur des préjugés». Il s'assume et connaît bien ses limites. Un adulte commente ces propos en précisant que le problème est pour celui qui observe. L'ado n'est pas dérangé par son image : il joue sur la provocation pour mettre à distance le monde adulte. «Si les jeunes étaient trop lisses, cela ne passerait pas». De plus, l'ado éprouve le besoin de choquer, pour voir jusqu'où on l'accepte, jusqu'où on l'aime. C'est également tester l'adulte, pour se découvrir soi-même, puisqu'il ne se connaît pas.

«Les clichés et les préjugés ne seraient-ils pas une manière pour la jeunesse d'entrer en communication avec le monde des adultes ?» Une mère de famille nuance cependant : «Les ados ne demandent pas nécessairement d'être compris, pour autant qu'ils se sentent écoutés. . . En ce qui concerne mon rôle de parent, je ne suis pas la copine de mes enfants : je suis leur maman, et je leur mets des limites». Un adulte précise qu'il faut privilégier le dialogue, ne pas se mettre à la place du jeune, mais l'accepter tel qu'il est. Mais les jeunes ont-ils l'envie, l'énergie de prendre la parole ? Un jeune défend l'idée que les adultes doivent faire le premier pas. Un adulte prend l'exemple de l'école en avançant que le Règlement d'Ordre Intérieur peut faire l'objet d'un dialogue dans la mesure où on fait participer le jeune dans son élaboration. Faire en sorte que le jeune ait confiance en lui, pour qu'il ait confiance dans les autres. «Mieux se connaître pour mieux se comprendre. . . Mais cela doit aller dans les deux sens.» L'humour serait également un bon moyen pour entrer en communication, ou encore partir du vécu.

L'éducation et l'école sont mises en débat. Un certain nombre de constats sont avancés : «on a de plus en plus d'enfants-rois qu'on dit hyperkynétiques», «il y a un problème de limites», «il existe une hyperparentalité qui consiste à rêver un avenir radieux pour ses enfants», «on met les enfants dans des cocons», «il y a de plus en plus de violence dans les écoles» . . .

Deux jeunes investissent le débat en précisant que l'adulte a des idées préconçues sur les professions. «En pensant bien faire, ils font mal, car ils projettent leur vie dans celle des jeunes. Les jeunes ne sont pas entendus sur leur choix de vie. Pour les parents, si l'enfant doit consulter le psy du CPMS, c'est mal, alors ils paniquent. Souvent, les jeunes n'ont pas d'aide de la part de leurs professeurs. Les adultes n'entendent pas les SOS des élèves qui ne suivent pas, ils pensent tout de suite à la paresse.»

Pour un intervenant, l'éducation consiste à mettre l'enfant sur les rails, le sociabiliser, l'aider à devenir lui-même, le responsabiliser. Cependant, chercher l'épanouissement personnel suppose des moments de crise. L'adolescent vit des choses difficiles. Or, la société cherche à le protéger, à faire, comme si cela n'existait pas :

on évacue l'idée du risque, de la mort. Un adulte ajoute que l'on cache souvent la séparation et l'échec. . . ce n'est pas facile d'être adolescent dans une société anxieuse. Un parent s'interroge : «Où se situer ? Ne suis-je pas trop exigeant avec mon fils ? Moi, à 15/16 ans, je ne pouvais pas sortir. Et maintenant, que faut-il faire ? Quelles sont les limites ?»

La question du respect est également soulevée. Un adulte explique que, pour lui, il n'y a plus, dans l'éducation, de référence au respect. Il ajoute que cela concerne aussi les adultes.

Le problème des limites est abordé par un adulte qui explique que les parents ont peur pour leurs enfants, parce qu'il n'y a presque plus d'interdits et que la transgression apporte beaucoup de plaisir. Par contre, la répression est rapide : plus aucun humour n'est autorisé. Un jeune poursuit en précisant que, dès qu'il y a du bruit dans la rue, la police intervient. Un adulte explique que l'on met beaucoup de pression partout, dès la maternelle.

Et puis, la société a changé, reconnaît un adulte, qui se dit effrayé. Elle impose d'avoir toujours quelque chose en plus. «Mais, est-ce en plus ou est-ce quelque chose de différent ?» s'interroge un adulte, qui ajoute : «Les jeunes n'ont pas l'air contents. Quelle société construisons-nous ? Ca pose question.» Une personne plus âgée poursuit en affirmant qu'à son époque, les jeunes étaient plus heureux. Ce qui conduit au constat qu'il n'y a plus d'imaginaire ni de magie. Il n'y a plus le plaisir d'attendre, «on a tout, tout de suite». Par la création des besoins, la société assure le contrôle. Les jeunes sont «formatés» pour être les meilleurs acheteurs. Et l'adolescent, comment se situe-t-il par rapport à cela ? C'est la problématique de l'être et de l'avoir : «Je suis ce que j'ai. Etre anticonformiste dans le conformisme. Avoir le même GSM, mais avec une housse ou une fonction différente. Le jeune est relié aux autres tout en étant différent.»

Au niveau du lieu de vie, il faut faire la différence entre la campagne et la ville. Dans les villages, explique un adulte, tout le monde se connaît, on se dit bonjour. En ville, comme il y a beaucoup d'habitants, il y a un phénomène de masse, d'anonymat. Comme les jeunes ont besoin de se singulariser, ils vont tout mettre en place pour sortir du lot.

### **Débat à partir des différents thèmes**

#### **«Le jeune est con»**

Un jeune marque son désaccord en expliquant qu'il ne pense pas que les adultes ont cette perception des jeunes. Sur le ton de l'humour, un autre jeune affirme : «Nous sommes intelligents, mais nous n'avons pas envie de le montrer».

Des adultes prennent la parole pour prendre la défense des jeunes. Trois arguments sont avancés. Tout d'abord, dans la capsule traitant du sujet, les questions sont posées de manière trop agressive. Ensuite, «il n'y a pas d'âge pour être con ou intelligent» : les adultes peuvent apprendre beaucoup des jeunes. Enfin, il convient de nuancer : «Le jeune fait le con : il n'est pas con». A ce propos, les médias renforcent une vision erronée des jeunes, mais, en fait, ils répondent à la peur des adultes . . . la crainte que les jeunes aillent trop loin et recommencent leurs bêtises. Et un père d'ajouter : «Je surveille ma fille adolescente, pour qu'elle soit en sécurité. On veut lui donner des racines, un nid, parce qu'on a peur de son envol.»

Un jeune relève que l'on ne leur fait pas assez confiance et que, bien souvent, l'adulte estime que le jeune a tort, parce qu'il est inexpérimenté. Il revendique davantage de place pour le dialogue, afin de pouvoir exprimer son vécu, qui est différent.

### **«Le jeune est une menace»**

C'est essentiellement lorsque les jeunes sont en bande que l'adulte a peur. Une distinction est toutefois faite entre la ville et la campagne. En ville, explique un adulte, les jeunes ne sont pas délinquants, ils sont révoltés et le phénomène de rassemblement fait peur. Par contre, dans les villages, il fait très calme. Lorsque des jeunes se regroupent, c'est si peu habituel, que les villageois ont le sentiment d'une menace, alors qu'il n'y a rien de répréhensible. Un adulte ajoute que le phénomène de bande s'est amplifié depuis les années 70. A cette époque, les villageois sortaient sur la place du village et se parlaient, ce qui n'est plus le cas actuellement : «on reste chez soi».

Si les jeunes peuvent être ressentis comme menaçants, c'est aussi parce qu'ils ont besoin de tester leurs limites, de se tester pour se connaître, mais avec la volonté de contrôler leur vie, explique un jeune. Par ailleurs, les limites ont changé et sont tellement hautes, qu'il faut déployer beaucoup d'énergie, pour les franchir. Un adulte situe le problème au niveau des enfants qui ne respectent pas les limites imposées par leurs parents. Que faut-il faire alors ? Un autre ajoute que le problème est amplifié lorsque les repères ne sont pas clairs. Un exemple est cité : que penser des parents qui prennent à tort la défense de leur enfant, face au professeur ? Une mère explique qu'elle n'a pas peur des jeunes, parce que ses enfants l'ont fait évoluer avec eux. Elle peut donc mieux comprendre les jeunes. Elle a cependant l'impression que c'est plus difficile d'être parents aujourd'hui.

### **«Le jeune a le cul dans le beurre»**

Le débat s'exprime autour de deux notions. Tout d'abord, l'idée d'«avoir de la chance». Un jeune reconnaît avoir plus de facilités par rapport à ses parents, dans leur jeunesse : possibilité d'obtenir un diplôme, plus d'opportunités de se réaliser. Et puis, en Belgique, on a plus de chance, ajoute-t-il.

L'autre notion concerne «la paresse», traduite en terme de «glandage». Un jeune se défend : «Je ne suis pas un glandeur. . . ce sont des jeux entre nous, c'est de la «provoc»». Un adulte précise que tout dépend de l'éducation que l'on donne au jeune. C'est, par ailleurs, difficile pour les parents, explique-t-il, car la société ne valorise plus le travail comme auparavant : on parle davantage de loisirs, aujourd'hui.

### **«Le jeune est inconscient»**

Un adulte explique qu'il a l'impression qu'autrefois, le jeune prenait plaisir à se mettre en danger et, qu'actuellement, c'est plutôt dans le but de pallier à un mal-être. Le processus est le même : il s'agit toujours d'un déficit. Par contre, le questionnement n'est plus présent : on analyse après. . . Toutefois, le jeune sait ce qu'il fait, il sait dire non, même si la pression est là, même si le phénomène de groupe est important. Il faut cependant que l'éducation soit présente et que le jeune ait une certaine force de caractère pour résister. Il est vrai, ajoute un adulte, que les jeunes qui sont exclus fuient leurs problèmes en se droguant.

Un jeune précise que l'accès à l'alcool et à la drogue est facile et que l'on peut se mettre plus vite en danger actuellement. Ce à quoi un adulte répond qu'à son époque, il avait également accès à la drogue, à l'alcool, au tabac... que les jeunes ne se cachaient pas... qu'il y avait déjà du laxisme... mais que la pénalisation était différente.

Il est également relevé que l'on fait de la publicité pour l'alcool et qu'il faudrait que la société soit davantage cohérente...

### Au niveau local

Les réactions sont diverses, parfois contradictoires, et émanent principalement des adultes.

Un adulte précise qu'à Eghezée, on ne vit pas un sentiment de menace, même si les rassemblements font peur, actuellement. A Gembloux, ajoute une habitante, «on entend des discours sur les jeunes qui traînent et qui cassent tout, surtout à la rue Notre-Dame, dans le centre ville». Elle-même dit n'être pas rassurée, quand elle se promène seule, le soir.

Une intervenante explique qu'à Loncée, un Club des Jeunes existe : des activités sont proposées, mais ne recueillent pas beaucoup de succès. Une autre personne constate que les jours de semaine, les jeunes se rencontrent souvent chez l'un d'entre eux, où les parents sont sans doute plus tolérants.

A Gembloux, dans la rue Notre-Dame, on voit beaucoup de jeunes pendant le temps de midi. Après 16 heures, on n'en voit plus, sauf rue de Mazy, à la cité des «Tous vents» où des activités sont organisées, mais, ajoute une autre personne, «rien n'est prévu au niveau des infrastructures collectives : skate parc, plaine de jeux, infrastructure d'accueil...». Un adulte a l'impression qu'en dehors de cet endroit, rien n'est organisé pour les jeunes et se pose des questions concernant ceux qui n'appartiennent pas à des milieux défavorisés : où vont-ils ? Dans des mouvements de jeunesse, comme les scouts ? Dans des clubs sportifs ? Des académies ? A Gembloux, précise un intervenant, il existe «une jeunesse à deux vitesses. Quand les jeunes ont de l'argent, ils se réunissent dans les cafés et font un billard. Quand ils n'ont pas d'argent, ils restent dans la rue, ils se rassemblent près des Night and Day, avec un effet de désarroi et de menace». Il y a d'autres lieux de rassemblement, ajoute un adulte, ce sont les terrains de sports, mais ils se trouvent en dehors de la ville.

La commune de Leuze-Eghezée est composée de 18 petits villages très éloignés les uns des autres, explique un adulte. Les jeunes sont donc répartis géographiquement. «A Leuze et à Eghezée, des organismes s'occupent des jeunes. Il y a plus de sécurité qu'à Gembloux, car ils sont encadrés dans des activités de village». Un autre adulte nuance : «A Eghezée, les bancs, le long du Ravel, servent de lieux de rassemblement. Ils ne font rien de mal, mais ils créent un sentiment d'insécurité lié au phénomène de groupe».



### 3.6 Table ronde de la zone de Sombreffe/Sambreville

14 mai 2009



#### Rencontres préalables et préparation des Tables rondes.

Dans un premier temps, l'équipe Imagin'AMO est allée rencontrer le service des Sports de la Commune de Sombreffe, service en contact avec la jeunesse sombreffoise. Au-delà de nombreuses pistes de réflexion qui ont pu être engagées, cette rencontre a permis d'établir un partenariat : une salle communale a été mise à la disposition de l'AMO.

Sur Sombreffe et Sambreville, Imagin'AMO a aussi pu compter sur la collaboration directe de plusieurs personnes et services-clé, établis et actifs sur la zone. L'équipe a rencontré ces personnes ressources qui se sont proposées d'être relais pour le projet, s'appuyant sur leur connaissance de leur territoire respectif.

Ainsi, l'AMO Basse-Sambre, partenaire sur le projet le temps de la journée conférence et de sa préparation, s'est proposée de diffuser l'information et de prendre des contacts sur Sambreville. Le Service Jeunesse de la commune de Sombreffe, particulièrement présent sur la commune de Ligny, y a relayé l'information. Christian Bridoux, membre du CAAJ de Namur et Conseiller au CPAS de la commune de Sombreffe, s'est proposé de couvrir largement cette zone.

#### Soirée Table ronde.

Lieu : **Centre Culturel de Ligny**

Public : **40 personnes, principalement les professionnels ayant été contactés lors de l'élaboration de la soirée, quelques politiques et peu de citoyens, jeunes et moins jeunes, venus en tant que tels.**

Cette soirée Table ronde gérée par Imagin'AMO a été construite selon le même schéma que celle organisée sur Gembloux : diffusion des capsules et intervention de Bruno Humbeeck suivies d'ateliers-débat en sous-groupes autour du thème de l'Image des Jeunes particulière à cette zone. De même qu'à Gembloux, l'exposition «Ado-Les-Sens» a aussi été proposée à la réflexion des participants.

Les deux autres AMOs partenaires sur le projet ainsi que l'AMO Basse-Sambre, l'asbl Excepté Jeunes de Sambreville et le Planning de Tamines (qui est aussi celui de Namur et qui est à l'initiative de l'exposition «Ado-Les-Sens») ont aussi apporté leur concours à la soirée.

Cette Table ronde et sa préparation ont permis à l'équipe d'Imagin'AMO d'entrevoir de nouvelles possibilités de partenariats et d'appréhender davantage les réalités du terrain sombreffois, ce territoire auquel s'étend le champ d'action de l'équipe mais sur lequel elle n'était jusqu'alors que peu implantée, si ce n'est lors des suivis individuels.

## Synthèse des débats

### *Réactions par rapport au support (capsules)*

Adultes et jeunes réagissent de manières diverses tant au niveau des différentes images véhiculées par les différents reportages que par rapport à leurs implications plus générales. Il est d'abord relevé que beaucoup de vérité est montrée en ce qui concerne le regard de la société sur la jeunesse, mais également au niveau de l'image que les jeunes ont d'eux-mêmes, malgré que le «tableau soit montré de manière relativement pessimiste». Cependant, d'aucuns font remarquer que la majorité des reportages ont été réalisés à Namur et que beaucoup de réponses sont certainement orientées par un milieu de vie et un environnement socioculturel différents des autres villes. «Dans des milieux plus difficiles, aurait-on eu les mêmes témoignages ?»

Un adulte nuance ces propos, en précisant que, dans la société, les jeunes ne sont pas aussi stéréotypés. Un jeune poursuit en ajoutant qu'il a le sentiment que les participants au débat fonctionnent «un peu comme dans le reportage». Il regrette que, d'emblée, les interpellations soient orientées «vers ceux qui font courir des risques, et que l'on ne parle pas de tous les autres qui vont bien». «Il y a des proportions identiques chez les adultes : ceux qui exagèrent et les autres...» ajoute un jeune. «Comment le jeune peut-il créer son identité, entre les images qu'on montre de lui et ce qu'il veut montrer de lui ?», interroge-t-il. Un adulte fait remarquer que les livres de psychologie concourent à classer les jeunes et donc à créer des stéréotypes.

Pour certains, les reportages ont pour but d'interpeller par des questions ouvertes. «Les jeunes nous appellent au secours depuis un petit temps, mais, les entend-on ?» se demande un adulte, qui poursuit en expliquant qu'auparavant, les jeunes savaient qu'ils pouvaient demander de l'aide. Selon lui, la responsabilité incombe à l'adulte qui doit se décentrer de lui-même et partir du vécu de l'adolescent. Et, «même si ce sont des conneries qu'il commet, il faut pouvoir l'aider à leur donner du sens».

D'autre part, il est avancé que les jeunes vivent des difficultés, parce que les adultes sont eux-mêmes porteurs de difficultés. Il est dès lors important, souligne un adulte, que les générations s'écoulent : les échanges doivent être réalisés dans les deux sens. Quelques jeunes expriment leur envie de s'extraire de cette relation. L'un dit qu'il n'attend rien des adultes. Un autre explique que les jeunes doivent se faire leurs propres opinions en faisant abstraction de «tout ce qu'on veut leur mettre dans le crâne». Un troisième dénonce le fait que l'on veuille le jeter tout de suite dans le monde des adultes, en lui demandant quel métier il veut faire.

Le milieu familial et scolaire est mis en débat dans la perspective de comprendre les difficultés vécues par les jeunes. Il est principalement question des limites à imposer, de la démission des parents et des enseignants et, enfin, du manque de communication.

Tout d'abord, au niveau des règles, il est fait mention des difficultés que le jeune rencontre lorsque c'est à l'école qu'il doit faire face à ses premières frustrations. Il est question ici de l'enfant roi qui a l'habitude d'être considéré comme le centre du monde. Par exemple, explique un adulte, quand les parents défendent systématiquement leur enfant face à l'enseignant, «le jeune se retrouve perdu, complètement

livré à lui-même, parce qu'il n'a plus de repères». «Il n'y a plus d'autorité ni de respect : il faut restaurer le service militaire», s'exclame un adulte. Un autre intervenant prend la défense des parents en précisant qu'ils ont le mauvais rôle. Ceux-ci peuvent être considérés comme laxistes, mais les rituels ne sont plus les mêmes, comme, par exemple, enlever son chapeau lorsque l'on entre dans un lieu... «Ce sont toutes ces petites choses mises bout à bout qui créent des difficultés à mettre des limites», ajoute-t-il. D'autre part, explique un adulte, c'est très difficile d'être parents aujourd'hui, parce qu'il y a beaucoup de messages contradictoires. De plus, les parents sont souvent dépassés, parce qu'ils ont eux-mêmes manqué de repères. A cela s'ajoute, précise-t-il, l'idée que l'éducation se joue avant cinq-six ans, ce qui culpabilise beaucoup et laisse peu d'espoir pour l'avenir.

«Massivement, explique un enseignant, la difficulté pour le jeune se situe dans l'absence de projet. Il y a des problèmes de comportement lorsqu'il fait des choix d'études par défaut». Un adulte poursuit en faisant mention d'une enquête réalisée à Sambreville qui met en évidence l'anxiété des jeunes par rapport à leur avenir, d'autant plus qu'ils doivent choisir leur voie relativement tôt. La difficulté est amplifiée par la réticence de nombreux jeunes à consulter le psychologue du Centre PMS. La démission de certains enseignants est mise en avant par un jeune. «A l'école, explique-t-il, c'est difficile pour nous quand on ne se sent pas soutenus. Il y a des professeurs qui ne se laissent pas interpellés par les élèves à qui ils enseignent.»

La nécessité d'une bonne communication entre l'école et les parents est mise en évidence par un adulte qui poursuit en expliquant que l'on peut faire la comparaison avec un couple parental : «L'enfant est perdu lorsque le père et la mère ne s'entendent pas et défendent des positions contradictoires. Il n'y a rien de pire pour un enfant. Il se retrouve livré à lui-même, sans aucun repère.»

### **Débat à partir des différents thèmes :**

#### **«Les jeunes sont une menace»**

Les rassemblements peuvent être perçus comme une menace. Mais, fait remarquer un adulte, «se rassembler est avant tout un droit, dans la mesure où on respecte les voisins».

Plusieurs adultes portent un regard critique sur leur propre manière de percevoir la menace où, en fait, elle n'existe pas : «la société devient paranoïaque», «c'est nous, adultes qui rendons la jeunesse mauvaise, on leur lègue un monde difficile», «notre peur engendre la menace». Et un adulte de poursuivre en expliquant qu'il n'a jamais eu de problèmes avec les jeunes, parce qu'il les a toujours respectés. Pour celui-ci, il faut faire des petits gestes, comme répondre à leur «bonjour». Il faut prendre le temps de les écouter.

#### **«Le jeune est con»**

Un adulte explique que le phénomène de groupe amplifie ce stéréotype : pour certains, «bande de jeunes» est synonyme de «bande de cons». Un jeune répond en s'offusquant que l'on parle toujours de «planète adolescente». Celui-ci poursuit en expliquant que, s'il est vrai que les jeunes fuient les adultes qui les déconsidèrent, cela ne justifie pas qu'on «les mette à part».

Le débat se poursuit autour de la difficile implication des jeunes dans les CCJ et les CCE qui, reconnaît-on, constituent de bonnes initiatives, parce qu'ils apportent une dynamique supplémentaire, une meilleure connaissance du rôle citoyen... Il faut cependant reconnaître, explique un adulte, que tous les jeunes ne se sentent pas concernés par ce genre de démarche. D'autre part, de nombreux jeunes veulent s'exprimer dans ces conseils, mais n'ont pas nécessairement l'envie de s'engager dans le long terme. De plus, quand ils émettent des demandes, il convient d'en tenir compte rapidement. Un autre adulte fait part des difficultés à mobiliser les jeunes à des soirées de réflexion. «Si le mouvement ne part pas du cœur des jeunes, ils ne suivent pas», précise-t-il.

Existe-t-il une culture propre aux jeunes. Oui, répond l'un d'entre eux : c'est en général la PlayStation, le nouveau DJ... «Arrête, lui rétorque une adolescente, je ne suis pas comme ça.» Un adulte poursuit en expliquant que, pour lui, les jeunes ont plus de mal à accéder à une culture qui leur soit propre, par rapport aux générations précédentes, étant donné qu'ils ont trop vite accès à la consommation. Ils sont «hyperadultifiés», poursuit-il. Les jeunes consomment beaucoup au point que cela devient une toxicomanie.

Il est également mis en évidence que les adultes n'écoutent pas assez les jeunes. Ils sont trop souvent dévalorisés. Or, on ne peut pas les responsabiliser en leur reprochant sans cesse leur immaturité, explique un intervenant.

### «Le jeune a le cul dans le beurre»

Quelques considérations sont émises par des adultes : «on a toujours dit cela», «c'est bon d'entendre aussi que l'on peut être un adulte oisif», «la PlayStation est l'outil de «glandouillage» par excellence»...

**LE JEUNE  
EST-IL  
INCONSCIENT?**



Il est néanmoins considéré que l'école et l'éducation sont en partie responsables de l'oisiveté des jeunes. Pas de devoirs à faire à la maison, dévalorisation du goût de l'effort, absence de soutien et d'intérêt de la part des parents : telles sont les raisons évoquées. Il est également avancé qu'un fossé se creuse de plus en plus entre l'école et les parents, surtout lorsqu'un jeune éprouve des difficultés.

### «Le jeune est inconscient»

«Sur cent jeunes, quatre-vingt sont inconscients», avance un adulte. La raison principale réside dans le fait qu'ils vivent dans le moment présent. Il est donc nécessaire de mettre des limites, même si on sait qu'elles seront dépassées, précise-t-il.

Un autre adulte explique que, par nature, le jeune ne connaît pas la modération. C'est particulièrement préoccupant aujourd'hui au niveau de la vitesse : que ce soit en buvant très vite de l'alcool, pour se faire accepter par le groupe, que ce soit en voiture...

## Au niveau local

Les éléments mis en avant à l'issue du débat peuvent être regroupés en trois parties : les considérations générales, notamment environnementales, les constats spécifiques aux différents lieux et, enfin, le relevé des initiatives et propositions.

La vision générale de la problématique locale décrite par les différents intervenants est principalement centrée sur l'aménagement du territoire et ses conséquences. A Sambreville, il s'agit d'un milieu semi-urbain, voire urbain, avec cinq cités sociales, explique un adulte. Par contre, à Sombreffe, c'est rural. «A Spy, où il existe une cité sociale, on voit deux parties dans le village, précise un autre adulte, un côté «Basse-Sambre» et un côté «Namur.» Ce dernier ajoute : «On y a vu arriver une population de personnes assez aisées, à cause de sa situation à proximité du Brabant wallon et de la Province de Namur.»

Cet aménagement du territoire a, selon d'autres, des implications sociales différentes. Ainsi, relève un intervenant, il existe un brassage de différentes catégories de jeunes à Sambreville. Toutefois, comme partout, les jeunes des cités se donnent une image «Hip Hop» et, les plus nantis, une image plutôt «Hard Rock» ou «Heavy Metal». «Les jeunes des cités sociales intègrent très rarement les mouvements de jeunesse, ajoute un autre intervenant.» Une adulte fait remarquer que la population de Sombreffe est «plus bourgeoise», alors qu'à Ligny, c'est plutôt «un ghetto». Il n'y a dès lors pas beaucoup d'échanges entre les deux territoires. Il s'agit, selon elle, d'un «véritable clivage, renforcé par les parents».

Des observations et constats plus spécifiques aux villages et villes sont également mis en débat. Nous re prenons ci-dessous une synthèse des différentes interventions, tant des jeunes que des adultes.

A Sombreffe, il n'y «pas de gros soucis», parce que «tous les jeunes se connaissent». Toutefois, il n'existe «pas assez d'occupations pour les jeunes de Sombreffe : ils doivent se rendre à Bruxelles ou à Namur pour aller au cinéma, à Gembloux pour jouer au bowling».

Les «problèmes liés aux rassemblements à Ligny ont été résolus». «Dans la rue du Bon Vent, des jeunes se regroupent parce qu'ils n'ont rien à faire et qu'il n'existe pas de maison de village». Les rassemblements de jeunes n'impliquent pas nécessairement des problèmes. A Ligny, il est cependant avancé que «les jeunes se montrent davantage et font peur, notamment lorsqu'ils mettent la musique «à fond», dans leur voiture».

«A Tamines et à Auvelais, le CPF travaille beaucoup dans les écoles». La passerelle à la gare de Tamines et celle à la gare d'Auvelais sont «réputées être des lieux de rassemblements». Par contre, le souterrain de la gare d'Auvelais, dont les murs ont été décorés d'une fresque réalisée par les jeunes, est «globalement respecté, car il s'agit d'un lieu qui a été investi par les jeunes».

A Moignelée, c'est plus calme car «ce sont les parents et les grands frères qui encadrent la jeunesse et leur font prendre conscience des choses».

A Tongrenelle, un comité de quartier a été créé. Il organise une fête qui constitue «une belle réussite, en matière d'événement intergénérationnel».

Après le relevé des observations de terrain, un troisième aspect se dégage du débat : les diverses implications des adultes, des jeunes, des travailleurs sociaux et des représentants politiques dans l'activité sociale liée à la jeunesse.

Il est d'abord constaté que, parfois, malgré la bonne volonté de certains adultes, «cela ne marche pas». Par exemple, à Sambreville, un comité de quartier a été créé aux Bachères, en août 2008, mais «il n'arrive pas à entrer en contact avec les jeunes». On observe le même phénomène à Sombreffe, alors qu'à Jemeppe-sur-Sambre, ce n'est pas le cas...

Il arrive également que des initiatives prises par des représentants politiques ne fonctionnent pas, car elles ne «répondent pas aux attentes des jeunes». «Elles sont souvent inspirées de l'idée que les adultes se font des besoins des jeunes, comme, par exemple, la création d'un centre culturel... ce qui se solde par un échec».

D'autre part, les «espaces aménagés sont parfois mal évalués et mal perçus». Il peut exister une «déviation des demandes». Par exemple, on aménage à grands frais une skate parc qui sera peu fréquenté, alors que les jeunes souhaitent uniquement un filet pour empêcher leur ballon d'aller sur la rue. Il arrive également qu'il y ait un écart entre l'«urgence de la demande des jeunes» et la lenteur de la réponse des élus locaux, notamment à cause des subsides sollicités.

## 4. Synthèse des différents débats

### L'implication des jeunes dans le tissu social

A de nombreuses reprises, il est débattu de la difficulté de mobiliser les jeunes dans des activités de quartier, maisons de jeunes ou encore dans des conseils de jeunes. Souvent, ils ne se sentent pas concernés par ce type de démarche. Certains jeunes désirent cependant s'exprimer dans des Conseils Consultatifs de Jeunes (CCJ) notamment, mais ne veulent pas nécessairement s'engager dans le long terme. De plus, quand ils émettent des demandes, ils se découragent souvent, car on n'en tient pas compte assez rapidement, à leurs yeux. Mais, est-on prêt à écouter les jeunes et à prendre en considération ce qu'ils disent ? Par ailleurs, il est apparu régulièrement la nécessité d'apprendre aux jeunes à pouvoir demander autres choses que ce qu'ils demandent systématiquement. Il est important de les éduquer à s'exprimer et à être créatif.

S'il est parfois difficile de s'exprimer, si certains monopolisent la parole et d'autres n'ont pas envie de la prendre, si les demandes formulées ne sont pas toujours claires, un jeune reconnaît que, comme ses pairs, il a besoin d'apprendre et revendique un soutien de la part de l'adulte. Il est également constaté que les initiatives qui fonctionnent le mieux sont celles qui émanent des jeunes.

### La pertinence des espaces de rencontres

La majorité des jeunes et de nombreux adultes reconnaissent qu'il n'existe pas assez d'espaces de rencontre. Le manque d'infrastructures, surtout pour les plus de douze ans, ainsi que des éducateurs de rue est relevé. De plus, là où ils existent, ils ne sont pas nécessairement connus. Les faire connaître par des tracts, journaux... ne suffit pas. Il semble que ce soit le «bouche à oreille» qui fonctionne le mieux.

D'autre part, leur présence n'exclut pas nécessairement les difficultés. En effet, faire côtoyer des publics totalement différents n'est pas simple. De plus, il existe très souvent un clivage entre les milieux favorisés et défavorisés. Les endroits fréquentés sont différents : clubs sportifs, académies, scouts... pour les plus favorisés et la rue pour les autres, avec son lot d'amertume et de désarroi. Le travail se fait toujours autour de la prévention sociale, explique un intervenant, même si les appellations ont changé.

A défaut d'infrastructures adaptées, les jeunes se regroupent alors pour tuer l'ennui, dans des abris de bus, près d'un magasin... La présence de structures n'est pas nécessairement une solution : il est légitime que certains jeunes ne veuillent pas y entrer. On ne peut les forcer à communiquer. «Il faut aussi nous laisser créer, avec un seuil de tolérance», explique un jeune.

### La construction identitaire du jeune

Un jeune résume cette période de la vie en ces termes : «C'est un temps magique pendant lequel on peut réfléchir sur soi, sur ses idéaux parce que, quand on est adulte, on a du mal à revenir sur soi et sur ses rêves».

Le jeune est en quête de son identité. Or, chercher son épanouissement personnel suppose des moments de crise. De plus, il joue sur la provocation pour mettre à distance le monde adulte. Il éprouve le besoin de choquer pour voir jusqu'où on l'accepte, jusqu'où on l'aime.

L'enfant, le jeune a besoin de tester les choses : «C'est en roulant à vélo que l'on tombe, mais c'est de cette manière que l'on apprend». Il s'agit donc du besoin de faire des expériences : il n'est pas «con». L'adulte doit accepter que le jeune soit audacieux pour qu'il puisse grandir. La société cherche cependant à le protéger, à nier cette part d'insouciance, voire d'inconscience, inhérente à sa construction identitaire. Ce n'est donc pas facile d'être adolescent dans une société anxieuse.

Toutefois, un certain nombre de jeunes se mettent en danger de manière particulièrement importante : abus d'alcool, consommation de drogue, conduite dangereuse... Il semble cependant que ce soit aujourd'hui dans un but différent : celui de pallier à un mal-être, alors qu'auparavant, ils y prenaient du plaisir, notamment par l'excitation de l'inconnu. Il s'agit toujours d'un défi, mais le questionnement n'est plus présent : on analyse après... Pour certains, la violence serait propre à l'expression du mal-être des adolescents qui ne parviennent pas à l'exprimer par des mots. Il est également relevé que d'aucuns confondent le monde réel avec ce qui appartient au virtuel, notamment via les jeux vidéo, internet, les films pornographiques...

Même si la pression du groupe est présente, même si l'envie de transgresser l'interdit est importante, le jeune a des ressources pour résister. L'éducation doit cependant être présente pour lui donner cette force de caractère. Il est également important que le jeune apprenne à différer ses envies.

Par rapport aux générations précédentes, il est relevé que la difficulté des jeunes, actuellement, est de créer leur identité, entre les images stéréotypées que l'on montre d'eux et ce qu'ils veulent eux-mêmes dévoiler. De plus, les jeunes ont des difficultés à accéder à une culture qui leur soit propre, étant donné qu'ils ont trop vite accès à la consommation. Ils sont d'autre part souvent «hyperadultifiés», dans la mesure où on ne respecte pas toujours leur rythme d'évolution, en exigeant qu'ils se comportent «comme des adultes».

## La responsabilité des adultes

De nombreuses interventions mettent en évidence le manque de limites données à l'enfant et à l'adolescent, alors qu'elles sont indispensables à sa construction identitaire... Trop souvent, les jeunes manquent de repères et sont livrés à eux-mêmes. Or, «devenir adulte, explique un intervenant, c'est se créer ses propres limites».

Le rôle éducatif des parents est mis en avant. Trop souvent, accaparés par leur travail, ils ne s'occupent pas de leurs enfants. Certains parents démissionnent, car la tâche leur semble trop difficile ou encore, ils ont peur de les «frustrer». Ce n'est pas à l'école que l'enfant ou l'adolescent doit vivre ses premières frustrations, explique un adulte. La famille et l'école constituent deux repères essentiels pour les jeunes.

Il est cependant reconnu qu'il n'est pas facile d'être parent. Deux raisons principales sont évoquées. La première concerne le fait que bien souvent les deux parents doivent travailler et que l'éducation des enfants passe en second lieu. La deuxième fait référence à l'ouverture au monde. Auparavant, le jeune vivait dans un monde beaucoup plus restreint : le milieu familial était «une petite forteresse bien protégée», il n'y avait ni

télévision, ni internet, alors qu'aujourd'hui, tout semble accessible, sans protection. A cela s'ajoute ce qu'une intervenante appelle l'«illusion de communication», c'est-à-dire la communication stérile et vide de sens, notamment via les SMS.

Face à l'oisiveté de certains jeunes, d'autres dénoncent la valorisation à outrance d'une société de loisirs, au détriment du travail. Le goût de l'effort est souvent dénigré et, selon certains, on assiste à une démission des parents et des enseignants, surtout quand le jeune éprouve des difficultés.

D'autre part, explique un intervenant, les parents ne sont pas infailibles : ils peuvent perdre le contrôle de leur adolescent, à la suite, par exemple, d'une mauvaise fréquentation. Cependant, il convient toujours de favoriser une bonne communication, de prendre le temps de dialoguer. De plus, pour une intervenante, l'important, c'est d'évoluer en même temps que ses enfants, mais en restant l'adulte responsable.

## Milieu urbain et milieu rural

Auparavant, explique un intervenant, il existait un contrôle social à l'échelle de la famille, à l'échelle du quartier. Ce phénomène est moins présent aujourd'hui, même si, dans certains villages, on «connait tous les jeunes» et donc qu'un certain contrôle social a encore lieu. Cependant, les rassemblements sont si peu habituels qu'ils peuvent être perçus comme menaçants, alors qu'il n'en est rien.

En milieu urbain, le nombre important d'habitants crée un phénomène de masse et donc d'anonymat. Comme les jeunes ne sont pas connus, on leur attribue souvent des stéréotypes. Un phénomène de méconnaissance domine et on leur donne souvent à tort une responsabilité dans les méfaits commis.

En ville, un certain clivage existe : les jeunes des cités se donnent une image «Hip Hop» et, les plus nantis, une image plutôt «Hard Rock» ou «Heavy Metal». Il est également constaté que les jeunes des cités sociales intègrent rarement les mouvements de jeunesse.

## La relation entre jeunes et adultes

Majoritairement, il est avancé qu'il n'existe pas, à proprement parler, de fossé radical entre adultes et jeunes. Il est plutôt question de rythmes de vie différents et de méconnaissance réciproque, sur fond d'une valorisation à outrance de la société de consommation.

De nombreux jeunes font part de leur sentiment de ne pas être écoutés, compris et acceptés, d'être jugés sur base de stéréotypes, de manquer d'intérêt aux yeux des adultes, notamment à cause de leur inexpérience. Certains expriment leur peur de s'exprimer, par crainte d'être jugés ou encore «manipulés», notamment en les projetant trop vite dans le monde des adultes, contre leur gré.



Unanimentement, il est reconnu que le problème se situe dans le manque de communication et plus particulièrement de dialogue. Un certain nombre d'adultes pensent qu'ils doivent eux-mêmes faire le premier pas, dans une attitude ouverte et non jugeante, même si les rythmes de vie ne facilitent pas toujours les moments d'échange. «Chacun doit créer et innover pour communiquer», précise un adulte. Il s'agit donc de mieux se connaître pour mieux se comprendre. Il est également question de respect réciproque.

Certains jeunes expriment leur besoin d'être soutenus, encouragés par les parents et les enseignants, notamment quand ils rencontrent des difficultés. Ils se sentent souvent abandonnés, livrés à eux-mêmes, dévalorisés. Or, «on ne peut pas les responsabiliser en leur reprochant sans cesse leur immaturité», explique un intervenant.

## L'avenir des jeunes

«Il n'y a pas une problématique des jeunes, mais une problématique de société.» Cette réflexion résume l'avis de nombreux adultes. Les jeunes ne sont pas fondamentalement différents des décennies précédentes, mais le contexte a progressivement changé. Le modèle valorisé est principalement celui de la consommation. Celle-ci exerce beaucoup de pression sur les jeunes qui ont dès lors beaucoup de mal à gérer leurs envies. «Pour être quelqu'un, il faut consommer»... mais le bien-être est-il mesurable aux biens de consommation ?

Si les jeunes ont plus de facilité matériellement, la société s'est complexifiée au niveau des choix. Il existe une palette importante de métiers, mais peu d'accès à ceux-ci. Le manque d'emploi est une préoccupation majeure des jeunes. «Les études sont longues et il faut toujours se battre. On a vraiment la pression» explique un jeune. D'autant plus que les adultes leur répètent souvent que la «vie est dure». La plupart des jeunes sont anxieux face à leur avenir.

Si aujourd'hui les jeunes sont beaucoup plus libres, ils ne savent pas nécessairement quelle voie choisir. «Il y a un problème d'accompagnement, précise un adulte, les parents ne sont plus aussi près de leurs enfants». D'autant plus que, de nombreuses familles vivent des situations de séparation, de divorce, d'alcoolisme...

L'avenir de la jeunesse est souvent présenté de manière pessimiste : quels sont les espoirs de vivre leurs rêves ? Le monde des adultes, dans lequel tout semble inaccessible, peut difficilement les faire rêver. Ou encore, en pensant bien faire, les adultes projettent leur vie dans celle des jeunes. Ceux-ci ne sont pas entendus sur leur choix de vie.

Pourtant, «c'est en rêvant que l'on doit tracer notre avenir» explique un jeune. Si de nombreux jeunes ne veulent pas s'engager dans la société actuelle, d'autres pensent qu'ils ont un rôle à jouer pour la changer. Les adultes doivent leur faire confiance, les encourager, d'autant plus, précise un adulte, que «les jeunes actuels sont plus «éveillés» et qu'ils connaissent beaucoup de choses, notamment par les canaux qui n'existaient pas auparavant, comme l'Internet».

## Le rôle des médias

Le rôle des médias est unanimement reconnu comme stigmatisant les jeunes.

Ils sont accusés d'aggraver les faits divers. La moindre bêtise commise par un jeune est médiatisée à outrance. Les médias répondent ainsi à la peur des adultes, afin d'augmenter l'audience. Les informations pertinentes ne sont pas toujours montrées, ni celles qui sont positives. L'accent est mis sur les problèmes qui concernent une minorité de jeunes. Cependant, on ne parle pas de tous les autres qui vont bien, qui réalisent des choses formidables. «Le siècle cultive le malaise, le mal-être. Aujourd'hui, il y a plus de jeunes en manque d'amour et d'écoute que de jeunes délinquants», précise une intervenante.

Les spots publicitaires véhiculent des stéréotypes massifs sur l'image des parents, des adolescents et de leurs relations.

## Le jeune fait-il peur ?

C'est principalement lorsque les jeunes se rassemblent qu'ils peuvent faire peur. On les retrouve souvent à la sortie des écoles, aux arrêts de bus, au pied des immeubles, devant certains magasins. . .

Quand les maisons sont transformées en appartements, les jeunes errent davantage dans les rues pour fuir un logement qui n'est plus agréable, constate un intervenant.

Lors des différents débats, aucun fait de délinquance avéré n'a été exprimé. . . Il s'agit plutôt de situations implicitement menaçantes : le phénomène de bande renvoie à des craintes d'agression, de consommation et vente de drogues, d'abus d'alcool. . .

## *Pistes de solutions avancées par les participants*

Se remettre en question, débattre, échanger, communiquer, faire de la prévention, multiplier les espaces de rencontre, créer, innover, favoriser les moyens d'expression, créer des espaces informels, des lieux de passage . . . les idées ne manquent pas.

Nous pouvons les regrouper en quatre points : la remise en question personnelle, l'amélioration de la communication entre jeunes et adultes, la multiplication des lieux d'échange, et, l'engagement politique.

### • **La remise en question personnelle**

Le succès rencontré par les différentes soirées-débats organisées a mis en évidence la volonté des participants à s'écouter et à s'ouvrir à la remise en question. La plupart des adultes ont exprimé une vision positive de la jeunesse, sans nier les difficultés liées principalement à la stigmatisation des jeunes par les médias et par tout un chacun, ainsi qu'à la pression exercée par la société de consommation. Ils relèvent également leur responsabilité notamment dans le manque de limites qu'il est parfois difficile de mettre en place. A maintes reprises, il a même été proposé de réinstaurer le service militaire obligatoire (symbole de la solution miracle dans l'esprit de certaines personnes).

Il convient de se décentrer de son point de vue d'adulte : c'est par l'expérience que le jeune construit son identité et il est normal qu'il fasse des erreurs. D'autre part, l'adulte doit lui faire confiance, l'encourager dans ses initiatives et croire en son avenir. C'est aux adultes à lui donner l'envie de prendre part à la construction de la société, en tenant compte de ses rêves.

### • **L'amélioration de la communication entre jeunes et adultes**

«Le rôle de la société est de construire toujours plus de dialogue», explique une intervenante. Les sujets de débats ne manquent pas, tels que le bien-être et la société de consommation, l'importance des interdits, la mise en danger des jeunes par les conduites à risques (l'alcool, les drogues, la vitesse...). «On devrait davantage faire de la prévention», avance un adulte.

Il revient à chacun de créer et d'innover pour communiquer davantage car, selon certains, c'est un défi majeur de la société actuelle qui ne peut survivre que par la collaboration, le respect et la solidarité.

### • **La multiplication des lieux d'échange**

Certes, il existe des maisons de jeunes, conseils des jeunes, écoles des devoirs, maisons de la convivialité, comités de quartier, clubs sportifs, mouvements de jeunesse, pleines de jeux, skate park... Plusieurs intervenants relèvent que, dans de nombreuses structures, «cela ne marche pas», du moins de manière optimale.

Des raisons sont avancées. Un jeune explique qu'il n'existe pas assez d'espaces de rencontre et que ceux qui existent ne sont pas connus. Pour d'autres, les centres de rencontre qui fonctionnent sont ceux dont l'initiative est laissée aux jeunes, avec un certain degré de confiance. Un autre intervenant explique que le problème réside dans le cloisonnement. Selon lui, on a trop multiplié les espaces de rencontre, ce qui a contribué à stigmatiser le jeune. Un autre interroge : «Est-ce parce qu'il y a des structures que les gens se rencontrent ?»

De nombreuses interventions mettent en évidence la complexité de la problématique. «Il faut travailler à mieux intégrer le social», explique un intervenant. «Tenir compte des réalités différentes, c'est-à-dire, notamment, au niveau des manières différentes d'éduquer». «Renouer avec l'intergénérationnel» en créant, par exemple, «un syndicat d'initiative des jeunes» où ils pourraient trouver des informations, des conseils donnés par des personnes plus âgées...

Pour faire connaître les structures, «le «bouche à oreille» fonctionne mieux que le «toutes boîtes»», explique un jeune. D'autre part, il semble important de favoriser les moyens d'expression dans leur diversité. Le besoin de communiquer est important, mais sous toutes ses formes, comme en témoignent les soirées-débats. L'apparition de nombreuses petites troupes de théâtre en est un autre exemple. Il faut également proposer la création d'espaces informels, des lieux de passage, sans obligation de s'engager.

L'importance accordée à la qualité de la communication est mise en avant à plusieurs reprises. Il s'agit de mettre en place des espaces où chacun a la parole, dans le respect de son parcours de vie, de son histoire. Il convient d'oser faire confiance aux jeunes pour leur permettre d'agir.

## • La conscientisation à la chose politique

Mieux communiquer avec les jeunes, mettre en place de nouveaux projets, travailler en meilleure synergie avec toutes les associations, multiplier les lieux et les moments d'échange nécessitent une conscientisation plus importante du monde politique, relèvent plusieurs intervenants. Les forces vives et la volonté de mettre des «choses» en place sont présentes, mais d'aucuns relèvent qu'il manque une concertation entre le terrain et le monde politique. Il est également relevé que «le monde associatif attend beaucoup du plan de cohésion sociale».

«Il revient au Communal d'imaginer des rencontres pour poser les vrais problèmes», avance un adulte. Par contre, pour un autre intervenant, «les jeunes doivent interpellier les représentants politiques». Il est cependant relevé la difficulté de mettre en place des conseils communaux des jeunes.

Un certain nombre d'incompréhensions, voire de contradictions, entre le monde politique et les jeunes sont mises en évidence. Par exemples, la création d'un centre culturel qui ne correspond pas aux attentes des jeunes ; l'aménagement d'un skate parc, alors que les jeunes réclamaient seulement un filet pour empêcher leur ballon d'aller sur la rue, ou encore la location trop onéreuse de locaux à destination sportive... Il arrive également qu'il y ait un écart entre l'«urgence de la demande des jeunes» et la lenteur de la réponse des élus locaux, notamment à cause des subsides sollicités. Le manque de moyens financiers est également relevé.

## Conclusion de cette démarche

En guise de conclusion et de perspectives de réflexion, nous relèverons les éléments importants apparus de manière transversale dans l'ensemble des débats. Pour les particularités inhérentes aux différents lieux et publics, nous renvoyons le lecteur aux synthèses spécifiques effectuées à l'issue de chacune des six soirées-débats. Cette démarche rejoint notre préoccupation de ne pas appauvrir les propos des différents intervenants, jeunes et adultes.

- ▶ La société actuelle, très anxieuse, a tendance à mettre en évidence «ce qui ne va pas» au détriment des jeunes «qui vont bien». Les médias concourent largement à la diffusion d'images stéréotypées.
- ▶ La société de consommation, avec sa valorisation des loisirs, rend plus difficile qu'autrefois la résistance des jeunes face aux frustrations.
- ▶ Trop souvent, les parents démissionnent de leurs tâches éducatives, notamment au niveau des règles et des limites indispensables à la construction harmonieuse du jeune.
- ▶ Auparavant, il existait un contrôle social à l'échelle de la famille et du quartier : aujourd'hui, le jeune est davantage plongé dans l'anonymat, l'adulte n'osant pas aller à sa rencontre.
- ▶ Le manque ou la mauvaise communication est à l'origine de l'incompréhension des jeunes et des adultes.

- ▶ Les jeunes aspirent à ce qu'on leur fasse confiance, qu'on les aide à prendre des responsabilités, plutôt qu'à les décourager, en limitant leurs rêves ou en les projetant dans un futur pessimiste.
- ▶ C'est principalement lorsque les jeunes se rassemblent qu'ils peuvent faire peur.
- ▶ A aucun moment, il n'a été fait mention de cas de délinquance avéré.
- ▶ En général, il est très difficile de mobiliser les jeunes dans les structures mises en place. Il semble que les centres de rencontre qui fonctionnent le mieux sont ceux dont l'initiative émane des jeunes.
- ▶ En matière de diffusion d'informations, les jeunes se disent plus sensibles au «bouches à oreilles» plutôt qu'aux canaux habituels tels les tracts, courriers...
- ▶ Les jeunes apprécient particulièrement les rencontres informelles, les activités spontanées, les lieux improvisés.
- ▶ Les jeunes ont du mal à s'engager dans le long terme. Il est donc nécessaire d'en tenir compte dans la création d'espaces de communication.
- ▶ Il convient de travailler en meilleure synergie avec toutes les associations existantes, en intégrant le monde politique local, afin de répondre au mieux aux besoins des jeunes, dans leur environnement socio-économique et culturel spécifique.

## 5. Analyse et regards croisés

SDJ Namur, Passages AMO, Imagin'AMO

### Que dire de tout ce chemin parcouru ?...

Nous pouvons d'abord dire sans rougir que l'ensemble de la démarche fut une réussite, et ce, à plusieurs niveaux : beaucoup de rencontres, de partenariats, de réflexions, de réunions, de productions, de retombées, de prises de parole engagées, ... et de perspectives à défendre !

Au-delà du projet lui-même, trois AMOS ont porté, main dans la main, ce vaste projet. De long mois ponctués par des réunions de préparation et d'organisation. Que soient remerciées ici les personnes qui se sont investies dans chacun des services : Ingrid Gilles, Marie Carpentier, Corentin Nysten, Anne-Catherine Grodos, Benoît Boucquiau et Anne-Sophie Fontaine.

Cette collaboration, qui, même si elle n'a pas toujours été simple, a été très riche. Elle a permis de densifier le projet en y apportant les différentes sensibilités des AMO à l'origine du projet.

### Pourquoi avoir organisé une telle campagne ?

Nous ne pouvons que constater au quotidien que «la» jeunesse, «les» jeunes souffrent d'une mauvaise image dans l'espace public. Tout un chacun, la presse, les médias en général, les mandataires politiques stigmatisent les jeunes les rendant responsables de tous nos maux.

Ces représentations négatives sont parfois des obstacles à notre travail.

Afin d'objectiver la situation, nous avons uni nos forces et nos idées afin de faire le point sur la question.

- ▶ L'image des jeunes est-elle si négative ?
- ▶ Doit-on agir pour valoriser cette image ?
- ▶ Quels sont les mécanismes qui contribuent à construire une image ?
- ▶ Est-ce que les stéréotypes habituels sont fondés ?
- ▶ ...

Pour se faire, comme vous avez pu le constater tout au long de ce rapport, nous avons procédé en trois temps. Le premier temps fut l'occasion de traiter la question avec le regard de scientifiques renommés. Nous avons réalisé des capsules vidéos avec quelques jeunes en partenariat avec Canal C. Et enfin, nous avons organisé six tables rondes à un niveau local afin de comparer la situation dans les différentes localités de l'arrondissement de Namur.

## Quels résultats ?

Afin d'analyser les résultats de cette démarche, nous vous proposons de les aborder à travers divers angles.

De cette manière, nous espérons pouvoir rendre au mieux et au-delà des textes précités, la richesse et la densité de ceux-ci.

### 1. Les partenariats

Comme, vous l'avez certainement constaté à la lecture de ce rapport, nous n'aurions pas pu faire tout ce travail seul dans notre coin. Nous avons, en effet, eu la chance de pouvoir compter sur des acteurs sociaux et culturels locaux qui ont répondu présents avec enthousiasme et professionnalisme.

Cette démarche a pu démontrer que des complémentarités sont pertinentes, et ce, notamment avec la sphère culturelle.

Il est évident que ces partenariats n'auraient pas été réalisables en dehors de ce contexte.

Certains de ceux-ci se sont inscrits dans une pérennité et nous permettent au-delà de ce projet d'asseoir au mieux notre travail d'AMO sur le terrain.

### 2. La visibilité des AMOs

Cette campagne a aussi été une opportunité de mettre un coup de projecteur sur les services AMOs de l'arrondissement de Namur. En effet, le concept AMO demeure mal connu du grand public, des médias ainsi que de l'ensemble des acteurs sociaux.

Cette visibilité s'est marquée notamment à travers les opérations de communication réalisées tout au long du projet : deux conférences de presse, de nombreux articles dans la presse, des reportages radiophoniques, la participation au journal télévisé sur Canal C, l'organisation et la participation à un débat télévisé sur la thématique également sur Canal C.

Les différents moments de la démarche ont constitué des occasions de valoriser notre travail, notamment au niveau local, et de nous positionner comme des acteurs associés à des démarches réflexives permettant d'interroger les politiques sociales, spécialement dans le domaine de la jeunesse.

Le public rencontré dans le cadre de ce projet ne s'est pas limité aux professionnels actifs dans le domaine de la jeunesse. Les différents temps du projet ont donc permis à certains de découvrir le concept AMO par le biais de la démarche.

### 3. L'impact quantitatif

Comme dans tout projet de ce type, il nous apparaît important de mettre en avant le nombre de personnes qui a participé, d'une manière ou d'une autre, aux actions mises en place. Il est incontestable que :

- ▶ la conférence a réuni 120 professionnels en lien avec la jeunesse ;
- ▶ les capsules/documentaires ont été réalisées par six jeunes ;
- ▶ la multi diffusion des capsules sur Canal C étalée sur une durée de trois mois, suite à la conférence, a assuré une visibilité maximale du public namurois ;
- ▶ les six tables rondes ont rassemblé environ trois cents personnes
- ▶ les tables rondes ont mobilisé de nombreux jeunes issus de troupes de théâtre et de conseils consultatifs.

Enfin, nous envisageons, à travers le présent rapport, continuer notre travail de sensibilisation autour de la thématique.

#### 4. Perspectives

Sans vouloir préjuger sur l'exploitation du présent rapport, nous pensons déjà pouvoir dire que :

- ▶ de nouvelles actions de collaboration ont déjà vu le jour (mise en place d'une démarche de diagnostic participatif sur la jeunesse floreffoise, synergies entre les différentes AMOs et entre AMOs et partenaires locaux, etc.)
- ▶ nous allons tenter de créer des espaces de dialogue entre les politiques locales et les AMOs en vue d'interroger les dispositifs sociaux
- ▶ les capsules/documentaires nous servent aujourd'hui d'outil de débat dans certaines écoles et avec certains groupes de jeunes, outil constituant un levier pour aborder les différentes représentations liées à la jeunesse mais aussi des sujets plus larges comme les limites, la toxicomanie, les relations amoureuses, la délinquance, etc.

En outre, notre volonté, à travers ce rapport, est aussi de continuer à nous associer au Conseil d'Arrondissement d'Aide à la Jeunesse dans sa politique de prévention générale.

### En guise de conclusion générale...

Nous tenons à rappeler que les résultats obtenus et présentés dans ce rapport ne sont pas issus d'une démarche scientifique. Ils sont le reflet de constats, de ressentis et de représentations de citoyens, professionnels et scientifiques récoltés sur un territoire déterminé, à un moment donné. Il s'agit toutefois d'un ensemble de témoignages d'un échantillon de personnes qui n'en reste pas moins intéressant à analyser.

Tout d'abord, sans vouloir jouer la carte «tout va pour le mieux, dans le meilleur des mondes», l'image des jeunes ne semble pas si négative qu'on aurait pu le penser.

Notre propos n'est pas de nier des réalités parfois difficiles relayées notamment par le compte-rendu des tables rondes du présent rapport. Néanmoins, une fois n'est pas coutume, nous nous devons de nuancer le climat généralement négatif associé à la jeunesse.

Les exposés de la conférence du 20 novembre ainsi que les comptes-rendus des différentes tables rondes font clairement apparaître un décalage entre, d'une part, l'image souvent véhiculée dans les médias et par les dispositifs politiques et, d'autre part, la réalité sur le terrain. Tout au long de la campagne, nous avons entendu un discours globalement consensuel, compréhensif, déculpabilisant et bienveillant à l'égard de la jeunesse. Bien qu'exprimant des difficultés rencontrées au quotidien dans la cohabitation entre jeunes et moins jeunes, le citoyen lambda présent dans le cadre des tables rondes a lui-même souvent formulé son incompréhension face à l'acharnement médiatique vis-à-vis de la jeunesse.

Il est apparu également de manière flagrante qu'en résultante de cette stigmatisation à outrance, la jeunesse elle-même pense renvoyer une image négative. Cela s'est particulièrement fait ressentir dans les capsules/documentaires et les spectacles créés par des jeunes ainsi que dans leurs témoignages.

Par ailleurs, cet état des lieux relaye des constats et difficultés atypiques dans les débats liés à la jeunesse. A titre d'exemple, les problèmes de mobilité en milieu rural ont régulièrement été pointés du doigt comme étant une des causes de l'errance de certains jeunes.

## Que faire avec tout ça ?

Notre expertise d'AMO nous force à penser qu'il s'agit d'une thématique pertinente qu'il convient de continuer à aborder.

Il nous semble important d'agir :

- ▶ au niveau des politiques qui mettent en place des dispositifs stigmatisant davantage la jeunesse car souvent basés sur des événements isolés suscitant une vive émotion et dès lors montés en épingle ;
- ▶ au niveau des médias qui contribuent à ternir l'image de la jeunesse en surfant sur l'émotion (stratégie également utilisée avec d'autres catégories d'individus : personnes d'origine étrangère, par exemple) ;
- ▶ au niveau de la jeunesse qui a une propension à se dévaloriser elle-même.

Thierry TOURNOY

Claude HUNZIGER

Véronique RICHARD

Moi aussi j'ai été  
**jeune, un jour ...**

L'image des jeunes,  
qui sert-elle ?  
Les médias, les jeunes,  
certains jeunes, la société,  
l'économie, les politiques,  
vous, nous, ... ?

La jeunesse :  
une **maladie**  
ou un **idéal** ?

# Jeunes à la une

Partant du constat que l'image des jeunes dans l'espace public, dans les médias et dans le discours ambiant est majoritairement négative et associée au pire à de la violence, au mieux à de l'oisiveté coupable, il nous a paru fondamental de valoriser cette image, à tout le moins de l'objectiver, afin de permettre une vision juste et réelle de la jeunesse dans nos sociétés contemporaines.

**Une production de :**



Avec le soutien de la Communauté française

Projet de prévention générale rentrant dans le cadre du plan d'actions  
du Conseil d'arrondissement de l'Aide à la Jeunesse de Namur - Année 2008.

